

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 262
28 mars 1988

**La conjoncture
économique
au début 1988**

**Tiers-monde
les nouveaux
pièges
de la dette**

**Turbulences
des matières
premières**

**Auto, rail
et profits**

**Amérique latine
la crise et la dette**

**Spécial
économie**

20FF-5FS-100FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission

paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé

par Rotographie.

Sommaire du numéro 262
du 28 mars 1988

Spécial économie

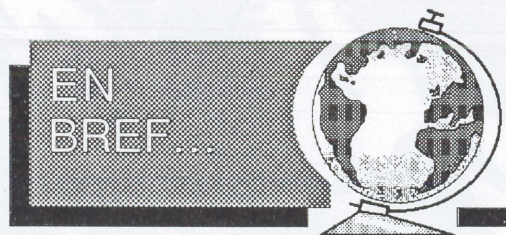
3 La situation économique au début 1988
Ernest MANDEL

13 Les nouveaux pièges de la dette
Charles-André UDRY

19 Amérique latine, la crise et la dette
Jésus RODRIGUEZ VARGAS

22 Turbulences des matières premières
Claude GABRIEL

29 Du trafic dans le trafic
Winfried WOLF



33 INDE : Bhopal, les avocats mieux lotis que les victimes ;
POLOGNE : deux mois de prison pour surréalisme ;
URSS : lettre ouverte des Komsomols de Kiev ;
REVUES : le CER numéro 7-8 est paru : la crise des sociétés post-capitalistes ;
URSS : les limites de la glasnost ;
PAYS-BAS : Congrès des jeunes "Rebel".

Les gravures qui illustrent la couverture et l'intérieur de ce numéro d'Inprecor sont extraites du livre *L'expressionnisme à travers la gravure allemande*, Editions de l'image 2, 1982.

Dessins de Barlach ; Beckmann ; Campendonk ; Dix ; Feininger ; Felixmuller ; Gothein ; Grosz ; Heckel ; Kandinsky ; Kaus ; Kirchner ; Kollwitz ; Kubin ; Macke ; Marc ; Matare ; Mesereel ; Meidner ; Morgner ; Mueller ; Nolde ; Pankok ; Pechstein ; Rolhfs ; Schmidt-Rottluft.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de 'PEC', à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à 'PEC', BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à 'PEC', compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire -
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 45.32.06.23

La situation économique au début 1988

LE KRACH D'OCTOBRE 1987 ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel économique serein et ses incidences les plus graves restent encore à venir.

Ernest MANDEL

L'économie capitaliste internationale avait connu une mini-récession au premier semestre de l'année 1986 (1). Seule de tous les principaux pays impérialistes, la Grande-Bretagne avait échappé à cette récession, mais la production de l'industrie manufacturière se contentait de plafonner. Cette mini-récession ne s'est pourtant pas approfondie. L'année 1986 s'est terminée sur une reprise de la production qui s'est prolongée pendant toute l'année 1987, fût-ce à un rythme lent et hésitant et avec de nombreuses interruptions. Ceci se dégage des chiffres du tableau I sur l'évolution de la production industrielle en 1987.

Tableau I : Production industrielle fin 1987 par rapport à la fin 1986

Canada	+ 8,8% (a)
France	+ 4,0% (a)
RFA	+ 2,0% (b)
Italie	+ 3,6% (c)
Japon	+ 8,6% (b)
Espagne	+ 8,9% (a)
Grande-Bretagne	+ 4,9% (b)
Etats-Unis	+ 5,1% (b)

(a) : de novembre à novembre

(b) : de décembre à décembre

(c) : d'octobre à octobre

(Sources : *The Economist* du 6 février 1988 et du 20 février 1988)

Il faut cependant souligner que ces chiffres recouvrent une réalité concrète très diversifiée. Il n'a pas été facile de sortir de la mini-récession et cela ne s'est pas fait de manière uniforme. Celle-ci s'est prolongée au Japon pendant toute l'année 1986 et au début de 1987 (de là, le pourcentage élevé de l'accroissement de la production décembre 1986-décembre 1987). De même la production industrielle a diminué pendant 3 trimestres sur 5 en 1986-1987 en France et au Canada (*International Economic Conditions*, octobre 1987, *Federal Reserve Bank of St. Louis*). En Allemagne fédérale, la mini-récession

s'est de nouveau manifestée au dernier trimestre de 1986. En janvier 1987, la production industrielle se situait à -3% par rapport à janvier 1986. Quant aux Etats-Unis, ils ont connu une chute de -1% de la production au même moment. C'est la poursuite de la politique ultra-keynésienne de l'administration Reagan, c'est-à-dire l'énorme déficit budgétaire des Etats-Unis, qui a arrêté la mini-récession de 1986. Celui-ci a continué d'attirer vers le marché intérieur américain des masses croissantes de marchandises en provenance du Japon, de la RFA, de la Corée du Sud, de Taïwan, du Brésil, et dans une moindre mesure, des autres pays impérialistes d'Europe. D'où le déficit élevé de la balance commerciale américaine qui, loin de se résorber, s'est maintenu sinon accentué, tout au long de l'année 1987 ; d'où le déclin du dollar qui s'est accentué au cours de la même année, et la "fuite devant le dollar" des détenteurs d'importants capitaux-argent ; d'où la spéculation effrénée à la fois à la Bourse, sur les valeurs immobilières et les œuvres d'art (2).

Le krach boursier du 18 octobre 1987 marque le point de retournement de cette tendance. Il annonce une récession généralisée qui sera d'autant plus grave qu'elle a été retardée.

Les antécédents immédiats du krach boursier

Les causes immédiates du krach boursier résident dans l'ampleur même de la spéculation tout au long de l'année 1987, ou, ce qui revient au même, dans la surabondance de capitaux-argent qui ne s'investissent pas dans la sphère de la production proprement dite. Cette masse énorme de capitaux a constitué une demande tout à fait disproportionnée pour des "valeurs réelles" limitées, notamment du fait de la surabondance relative des matières premières qui maintint leur cours très bas et les a largement éliminées comme objets de spéculation soutenue (3). Il s'en est suivi un déséquilibre persistant entre l'offre et la demande des "valeurs-refuge" préférentielles de la spéculation, d'où la montée vertigineuse de leurs cours.

A la Bourse de New-York, l'indice Dow-Jones des cours des actions industrielles est passé de 800 au début de 1984 à 2 400 fin mars 1987. A Londres, l'indice des valeurs industrielles élaboré par le *Financial Times* a bondi de 400 fin 1982 à 600 fin 1984, plus de 800 au dé-

but de 1986, plus de 1 000 fin 1986 et plus de 1 500 fin mars 1987. A Tokyo, la hausse a amené le cours moyen des actions du niveau 800 au début de 1984, à 1 000 au début de 1986, 1 400 à la fin de 1986 et 1 900 en mars 1987 (*Sunday Times*, 5 avril 1987). Malgré une alerte et une chute au début d'avril 1987, la montée des cours reprenait de plus belle les mois suivants : le Dow-Jones dépassait le niveau 2 700 en août 1987 !

La demande internationale d'actions américaines, et dans une moindre mesure japonaises et anglaises, a joué un rôle non-négligeable dans cette hausse. Au cours des deux premiers trimestres de 1987, les achats étrangers d'actions américaines ont dépassé 18 milliards de dollars, dont 7,5 milliards en provenance du Japon, 4 milliards de Grande-Bretagne, 1,8 milliard de France, près d'un milliard d'Amérique latine (*Financial Times* 21 octobre 1987).

Le volume des transactions s'envole

Au *Stock Exchange* (Bourse) de Londres, les mesures de "déréglementation" de Madame Thatcher (le fameux "big bang") faisait tripler le volume des transactions sur les actions domestiques et les obligations (*Le Monde* 20 octobre 1987). L'émission de nouvelles actions et obligations ne pouvant pas suivre ce rythme, les cours s'envolaient, conduisant à des rendements moyens par action, ridicules : moins de 1,5% à la Bourse de Tokyo, moins de 2,5% à la Bourse de New-York, ce qui est plus bas encore que le niveau de Tokyo, en termes réels, vu le niveau d'inflation plus élevé aux Etats-Unis. Encore une fois, la rectification était dans ces conditions, inévitable.

La spéculation immobilière effrénée qui est visible à Paris, Londres, New-York, Los Angeles, l'est avant tout à Tokyo. A la veille du krach boursier, *Le Monde* signalait qu'en l'espace de deux ans, dans les quartiers prisés de Shinjuku à Tokyo, le prix du mètre carré est passé de 170 000 à 425 000 FF, pour fluctuer entre 600 000 FF et 1,25 million de FF à Ginza : plus d'un million de francs par mètre carré ! Un appartement de 120 mètres carrés se loue entre 32 000 et 33 000 FF par mois. 10% des prêts bancaires s'investissent dans le marché immobilier (*Le Monde*, 9 octobre 1987, *Japan Economic Journal*, 10 octobre 1987). Le journal belge *Le Soir* signalait, le 8 octobre 1987, qu'à la campagne, le prix du mètre carré de rizières est vingt fois supérieur à celui de Californie.

Deux facteurs structurels inhérents au secteur du capital bancaire (y compris in-

1) Voir les chiffres dans le numéro 227 d'*Inprecor* du 6 octobre 1986.

2) L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a résumé l'état de fait à ce propos par la formule lapidaire : "l'art c'est du capital".

3) Y compris d'ailleurs l'or et le platine, dont les cours sont restés déprimés pendant le deuxième semestre 1987, à la suite d'un excès d'offre par rapport à la demande.

secteur du capital bancaire (y compris intermédiaires financiers) ont fortement contribué à cette poussée de fièvre.

Tout d'abord, l'amplification extraordinaire du volume des transactions financières (4) a conduit à une "déprofessionnalisation" relative de nombreux cadres bancaires, sur laquelle nous avons attiré l'attention à de nombreuses reprises. En même temps, la responsabilité des cadres - notamment celle des *traders* sur les marchés de change -, concerne des capitaux d'une ampleur telle, qu'on fait des ponts d'or aux plus experts d'entre-eux. Christopher Heath, expert en actions japonaises à Londres, est devenu l'homme le mieux payé de Grande-Bretagne : il a gagné 25 millions de francs français en 1986 comme cadre de la firme Baring ; Peter Stormonth Darling, de la banque Warburg a gagné 10 millions de francs français la même année ; Michel David Weill, chez Lazard Frères à New-York, s'est fait la même année, la bagatelle de 450 millions de FF comme traitement ; Michael Milken, de la firme Drexel Burnham 250 millions de FF.

Que de tels déséquilibres d'emploi et de rétribution multiplient les risques d'erreurs de jugement, de fautes professionnelles grossières, d'incompétence accentuée, cela coule de source.

Causes profondes de la surabondance de capitaux-argent

En outre, le climat idéologique et moral (disons plutôt "amoral" et "immoral") de l'"enrichissez-vous aussi vite que possible, à n'importe quel prix et par n'importe quel moyen", que l'offensive néolibérale conservatrice avait créé dans les pays capitalistes, a encouragé le recours à la fraude sur grande échelle. Les affaires des *insiders*, dont le cas Boesky fut le plus significatif, l'ont parfaitement illustré

(5). La fraude stimule la spéculation, qui nourrit à son tour un recours encore plus prononcé aux méthodes frauduleuses, sinon carrément criminelles (6). Si la spéculation boursière et immobilière effrénée de l'année 1987 est avant tout le produit de la surabondance de liquidités dans le monde capitaliste, cette surabondance vient elle-même d'une cause structurelle plus profonde : la suraccumulation persistante de capitaux qui caractérise "l'onde de longue dépressive" qui a commencé en 1974, sinon vers la fin des années 60, début des années 70.

Cette suraccumulation signifie que les nouveaux capitaux qui se constituent couramment de par les profits réalisés chaque année, ne trouvent plus des champs d'investissements productifs suffisants pour obtenir le profit moyen, qui reste d'ailleurs lui-même déprimé par rapport à ce qu'il était pendant "l'onde longue expansive" précédente. Que ces capitaux ne s'investissent plus productivement, nourrit la dépression économique (notamment le déclin de l'emploi), lequel, à son tour, nourrit la suraccumulation de capitaux, leur "liquidité" croissante, (leur maintien dans la sphère de capitaux-argent ou de capitaux-semi-liquides), et donc la spéculation.

La cause fondamentale de la spéculation, c'est la surproduction de marchandises, ou, ce qui revient au même, l'énorme capacité de production excédentaire qui pèse sur la plupart des branches industrielles et qui, du même coup, empêche une relance réelle de l'investissement productif. Les chiffres pour les Etats-Unis donnés par le tableau II, sont à ce propos éloquentes et spectaculaires.

Pour interpréter correctement ces chiffres, il faut se rappeler que l'année 1982 a été une année de récession, l'année 1979 le point culminant du "cycle industriel" précédent. Ce sont donc les pourcentages de 1979 qu'il faut comparer avec ceux de

1984/1985. Il apparaît ainsi que d'un cycle à l'autre, la capacité productive excédentaire est globalement passée, pour l'industrie manufacturière américaine, de 25% à 33% d'après les statistiques ici reprises, de 30 à 35% d'après une étude séparée du ministère du Commerce américain.

Ceci explique pourquoi le placement massif de capitaux-argent en "papier" n'a nullement été limité à des "spéculateurs" professionnels. Les grands trusts monopolistes industriels y ont également largement recours. Le cas le plus typique a été celui du Japon. Cette nouvelle pratique avait reçu un nom nouveau : *zaitech*. Les transactions boursières des entreprises industrielles japonaises sont passées d'achats/ventes d'environ 3 300 milliards de yens en 1983 à près de 17 000 milliards de yens au premier semestre 1987 (nous prenons la moyenne des ventes et achats, et n'additionnons pas les uns et les autres).

Ce sont les petites et moyennes entreprises qui ont le plus accentué le caractère spéculatif des pratiques *zaitech* et qui courent maintenant des risques considérables. Mais même les principales multinationales japonaises réalisent d'ores et déjà une part considérable de leurs profits hors production, dans des opérations financières. En 1986, ces parts se sont élevées à 53,4% pour la Fujisawa, à 45% pour Hitachi et à 60,5% pour la Matsushita Electric Industrial (8). Certains avaient conclu à la "désindustrialisation" des pays impérialistes (9). C'était aller un peu vite en besogne, et oublier notamment la nature même de l'impérialisme et du capital financier. Il serait plus exact d'insister sur le caractère temporaire de ce désengagement, et les tentatives entreprises par le capital américain et britannique de se réorienter vers l'exportation de marchandise, donc vers la modernisation de leur industrie (avec quel succès, cela dépend évidemment de la concurrence capitaliste. Nous y reviendrons). A la lumière de ce jugement, le krach boursier apparaît objectivement comme un début de reclassement au sein de

Tableau II : Taux d'utilisation de branches industrielles aux Etats-Unis au 4e trimestre de chaque année.

	1985	1984	1983	1982	1979
Toute l'industrie	67%	66%	66%	59%	75%
Biens durables	64%	65%	61%	53%	72%
Bien non-durables	72%	72%	73%	69%	78%
Industrie alimentaire	71%	70%	69%	69%	73%
Vêtements et autres produits textiles	73%	73%	75%	71%	80%
Meubles	68%	70%	70%	58%	75%
Industrie chimique	63%	63%	65%	60%	76%
Acier et fer	63%	60%	63%	42%	78%
Machines, sauf machines électriques	58%	62%	57%	50%	70%
Machines électriques et électroniques	65%	68%	65%	60%	73%
Automobiles	76%	79%	71%	50%	71%
Industrie aéronautique	63%	55%	48%	51%	71%
Instruments scientifiques	66%	68%	68%	67%	76%

Source : Current Industrial Reports. US Commerce Department (7)
(*Business Week* numéro du 7 mars 1988 estime la capacité excédentaire de l'industrie automobile à 36%)

4) Le volume quotidien des transactions sur le marché des devises des quatre principales places, à savoir New-York, Tokyo, Londres et Zurich, atteint la somme fantastique de 300 milliards de dollars, soit, compte-tenu des jours de congé et des vacances, quelque 60 à 65 000 milliards de dollars par an ; le volume annuel du commerce mondial n'est que de 2 000 milliards de dollars (*Neue Zürcher Zeitung*, 7-8 novembre 1987). Ces opérations de change portent donc, à concurrence de plus de 90%, sur des mouvements de capitaux avant tout "flottants", c'est-à-dire, sont essentiellement spéculatives.

5) Après s'être tiré d'affaire avec une amende très élevée, qui le laissa cependant en possession de plusieurs centaines de millions de dollars de gains "illégitimes", Boesky a fini par être condamné à une peine de prison. Pour le même délit, Dennis Levine, de la Drexel-Burnham-Lambert a été condamné à deux ans de prison.

6) A Tokyo, des gangsters sont employés pour intimider de petits propriétaires de terrains et de maisons lorsque ceux-ci hésitent à vendre leurs biens aux spéculateurs-entrepreneurs immobiliers (*Le Monde* du 9 octobre 1987).

7) Nous devons ces données au camarade W.I. Mohareb de Boston (USA).

8) Frédéric Burgière, *Japon in extenso*, numéro 6, décembre 1987, reproduit dans *Problèmes Economiques* du 3 février 1988.

9) La thèse de la "désindustrialisation" de grandes puissances impérialistes a été défendue par de nombreux auteurs. Signalons surtout Kees van der Pijl, *The making of an Atlantic Ruling Class*, Londres, 1984.



la bourgeoisie aux dépens des secteurs bancaires et "financiers purs", et en faveur des secteurs classiques du capital financier tournés vers l'industrie.

La chaîne capitaliste a d'abord sauté par son maillon le plus faible : la Bourse. Mais cette rupture en entraîne presque automatiquement, d'autres. Les maillons d'ores et déjà les plus menacés sont : des maisons de courtage et d'autres intermédiaires financiers ; des banques affaiblies, (et non des moindres) ; la solvabilité d'Etats, et pas seulement de ceux du Tiers-monde relativement les plus endettés ; la solvabilité du système de sécurité sociale dans une série de pays ; quelques multinationales fort ébranlées.

Les conséquences immédiates du krach boursier

Par des effets d'entraînement, par les conséquences cumulatives de toutes ces crises qui se déroulent sous nos yeux depuis octobre 1987, il y a un risque croissant que tout le système international de crédit et tout le système (disons plutôt : le non-système) monétaire international ne craque.

C'est la crise du dollar qui crée un système de vases communicants entre la crise du secteur privé et la crise des mécanismes publics à l'échelle de l'économie capitaliste dans son ensemble. Comme nous l'avions écrit fin mai 1987 : la montagne des dettes s'est mise en mouvement. Comment réussir à arrêter l'avalanche (10) ? Rien d'étonnant à ce que ce soit la faune des intermédiaires financiers, rejointe par celle des grands opérateurs par voie d'offre publique d'achat (OPA), qui soit la plus menacée au lendemain du krach boursier.

Ainsi, il y a déjà eu des mesures de réduction d'activités et des licenciements massifs chez quelques-unes des principales

firmes de placement d'actions à Wall Street : Salomon Brothers, Shearson Lehman, Drexel Burnham Lambert, Goldman Sachs et autres. Selon le *Sunday Times* du 29 novembre 1987, Shearson Lehman aurait perdu 70 millions de dollars en octobre 1987, LF Rothschild 44 millions de dollars, EF Hutton 90 millions de dollars (ceci pour l'ensemble de l'année 1987). En Grande-Bretagne, les pertes d'un des principaux courtiers en Bourse, la firme Warburg, sont estimées à plus de 40 millions de dollars, celles de Barclay's de Zoete Weld, à plus de 80 millions de dollars.

Ce n'est là que la partie visible de l'iceberg. En effet, les intermédiaires financiers, autant que les grandes banques, mais avec des moyens propres bien inférieurs à ceux des banques, s'étaient largement (et imprudemment !) engagés dans le financement à crédit des OPA des principaux "pirates" (*raiders*) : Icahn, T. Boone Pickens, sir James Goldsmith, etc. Ces crédits étaient couverts par des obligations de pacotille (*junk bonds*) de sociétés peu rentables. Or, le cours de ces obligations s'est effondré après le 19 octobre 1987. Drexel a perdu 1 milliard de dollars en valeur des 10 milliards d'obligations de ce genre qu'il détient. Salomon et Goldman Sachs n'ont pas trouvé d'acheteurs pour 600 millions de dollars de "*junk bonds*".

De nombreuses banques ont été durement touchées par le krach et par les vicissitudes successives de la longue dépression (crise agricole ; chute du prix du pétrole ; "mauvaises dettes" du Tiers-monde, etc.) Aux Etats-Unis, 200 banques ont fait faillite en 1987. L'ensemble des caisses d'épargne en est devenu déficitaire, surtout par la suite de la déconfiture de 39 caisses d'épargne et de crédit du Texas : le déficit est évalué pour l'année 1987 à quelque 4,5 milliards de dollars (*Neue Zürcher Zeitung* 9 décembre 1987). A la veille du krach boursier, le gouverne-

ment américain a dû intervenir pour éviter la plus importante faillite bancaire qui menaçait le pays depuis l'opération de sauvetage de la Continental Illinois en 1984. Il s'agissait de la First City Corporation de Houston, au Texas. Il en a coûté 1 milliard de dollars à l'organisme gouvernemental qui, en cas de faillite, garantit les dépôts bancaires : la Federal Deposit Insurance Commission (*Die Zeit* 18 septembre 1987). Pour la première fois dans son histoire cet organisme sera sans doute déficitaire en 1987 (*Le Monde*, 19 janvier 1988).

En 1986, la déconfiture de la First National Bank & Trust Cy de l'Oklahoma (qui avait des moyens propres de 1,6 milliard de dollars) ne fut pas évitée : ce fut la banqueroute bancaire la plus importante aux Etats-Unis depuis celle de la Franklin National Bank en 1974.

Autrement sérieux que le cas de ces banques de dimension moyenne, fut celui d'une des principales banques américaines, la Bank of America, longtemps la première banque du monde par le volume de ses dépôts, qui a connu de sérieuses difficultés. Elle n'a été sauvée que par une participation massive de capitaux japonais à une opération d'augmentation du capital. D'une manière plus générale, les principales banques des Etats-Unis ont actuellement un taux de rentabilité insuffisant et Wall Street ne les considère plus comme des placements de premier ordre.

On connaît mieux la situation - et les difficultés - du système bancaire des Etats-Unis que celle des autres pays impérialistes, qui maintiennent volontiers un rideau de discrétion, sinon de secret, sur ce qui les concerne. Sur quelques pays, des informations ont cependant filtré.

En considérant les créances de pays du Tiers-monde qu'elle détient, comme largement non-récupérables, la Bank of Nova

10) Voir notre article "Crise monétaire et concurrence impérialiste" dans *Inprecor* numéro 245 du 22 juin 1987.

Scotia a enregistré pour l'année comptable octobre 1986-octobre 1987 une perte de 240 millions de dollars. Au Canada, cinq des six principales banques canadiennes ont clôturé le bilan à ce moment-là avec des pertes (11). En Suède, trois banques importantes auraient perdu ensemble plus de 100 millions de dollars par suite du krach boursier. En Norvège, la principale banque du pays aurait perdu près de 200 millions de dollars dans le krach et après des opérations de change à mauvais résultats. En Australie, une des principales firmes de courtage financier, la Western Continental Corp. a fermé boutique. En Grande-Bretagne, la banque la plus riche du pays, la National Westminster, a révélé qu'une société qu'elle contrôle a perdu plus de 130 millions de dollars par suite du krach boursier. Une autre des grandes banques britanniques, la Midland Bank, a été sauvée de sérieuses difficultés grâce à une mise de fonds massive de la part du capital de Hong Kong ; la Hong Kong & Shanghai Bank a acheté 14,9% de son capital. Les pertes de la Midland Bank pour l'année 1987 sont évaluées par la banque elle-même à 505

millions de livres sterling, soit 900 millions de dollars, celles de la Lloyds à 248 millions de livres, soit 432 millions de dollars.

L'Australie est le pays où le krach boursier semble avoir eu le plus de répercussions au-delà des compagnies financières proprement dites. Trois des principaux trusts du pays, la Broken Hill, la Bond Corporation et l'Adelaide Steamship Company, ont enregistré cumulativement des pertes de plus de 500 millions de dollars (*Sunday Times*, 20 février 1988). Il est vrai que ces pertes sont dites être "sur le papier" (bien qu'inscrites au bilan), puisqu'elles résultent de la chute du cours d'actions détenues par ces compagnies, mais qu'elles n'ont pas vendues. Il s'agit là cependant d'une vue partielle des choses. Car du moment que les avoirs de ces sociétés diminuent en valeur comptable (et cette perte de valeur est bien réelle), les crédits qu'elles peuvent obtenir se réduisent d'autant, et du même coup, leurs possibilités d'investissements et d'activités d'autre nature.

Cela se révèle de manière spectaculaire dans le cas de "l'opérateur" Robert Holmes à Court, qui fut un des hommes les plus riches d'Australie (12).

La valeur de ses trois principales compagnies (la Bell, Bell Ressources et J. N. Taylor) passa en quelques jours de 5,7 à 1,2 milliards de dollars. Il fut obligé de se défaire de ses actions de la Broken Hill, le principal trust d'industrie lourde d'Australie, qu'il avait cherché à contrôler. Cette vente lui causa une perte de 270 millions de dollars (*Neue Zürcher Zeitung*, 23-24 janvier 1988).

Sur toute cette scène mélancolique plane la menace des dettes non-remboursables des pays du Tiers-monde. Les papiers de ces dettes se vendent déjà au marché avec un décompte de 50%. Officiellement, la Morgan Bank a échangé des titres de la dette mexicaine avec le gouvernement de ce pays avec un escompte de 35 à 50%. Mais les grandes banques américaines n'ont pour le moment inscrit dans leurs bilans qu'une perte pour mauvaises dettes de 25%. Si ce pourcentage devait s'élever à 50%, la Citicorp par exemple, perdrait la moitié de son capital propre (*equity*). La Manufacturers Hanover's et la Chemical Bank perdraient l'ensemble de leurs moyens propres...

Selon l'hebdomadaire *The Economist* (27 février 1988), les banques américaines sont d'ailleurs menacées par un engagement imprudent dans les OPA fondées sur les *junk bonds* et ce que l'on a appelé en anglais le "leveraged buy-out" (rachat par le levier de la transformation d'actions des sociétés rachetées en dettes). A la veille de la récession, beaucoup de titres des sociétés rachetées risquent de perdre leur valeur ; le "levier" ne fonctionne plus. Or, ces crédits à gros risques sont plus élevés que tout le capital propre de la Wells Fargo Bank et s'élèvent à 72% du capital propre de la First Chicago, 71% de la Bank of America, 64% de la Manufacturers Hanover Bank, 57% de la Bankers Trust, 45% de la Chemical Bank,

21% de la Citicorp et 20% de la Chase Manhattan. En volume absolu, ils sont surtout élevés pour la Wells Fargo, la Citicorp et la Bank of America.

D'un point de vue purement technique, le krach boursier a été précipité par la hausse des taux d'intérêts aux Etats-Unis, qui résulta du fameux "accord du Louvre" conclu entre les 7 grandes puissances impérialistes dans le but de freiner la chute du dollar. Cette fausse manœuvre, tout à fait comparable avec la décision des banques centrales de défendre, envers et contre tout, le cours de la livre sterling (rattaché à l'or) avant le krach de 1929, provoqua quasi-automatiquement une chute des cours. En effet, la base "objective" de ces cours - abstraction faite des oscillations provoquées par la loi de l'offre et de la demande -, c'est la capitalisation des dividendes escomptés au taux moyen d'intérêt. Lorsque celui-ci s'élève, le cours tombe.

Des remèdes qui aggravent le mal

Mais l'ampleur de la chute des cours fut sans commune mesure avec cette augmentation du taux d'intérêt aux Etats-Unis. Elle atteignait à Wall Street le 3 novembre 1987, - 28% par rapport au niveau record de 1987 ; à Londres, - 33% ; à Francfort, - 35% ; à Zurich, - 28% ; à Paris, - 32,5% (plus tard - 40%) ; à Milan, - 41,6% ; en Australie, - 41% ; à Singapour, - 41,7% ; et à Hong Kong, - 45% (*The Economist*, 7 novembre 1987). Nous savons maintenant que les dirigeants des Bourses et les gouvernements paniquèrent, ce que l'on cacha soigneusement à l'opinion publique. Les autorités monétaires sont massivement intervenues, à Wall Street et à Tokyo, pour injecter des crédits (c'est-à-dire accroître la masse monétaire), avant tout afin d'éviter que des courtiers et autres maisons financières ne soient obligés de vendre des actions à tout prix par manque de liquidités, aux Etats-Unis, également pour faire baisser de nouveau le taux d'intérêt. Contentons-nous à ce sujet de citer le *Wall Street Journal* (23 novembre 1987) :

"(...) Le mardi (...) 20 octobre, la Bourse des Etats-Unis, et par extension tous les marchés financiers du monde, ont connu une de leurs plus graves crises.

11) Les banques canadiennes s'étaient imprudemment engagées dans l'opération de privatisation de la *British Petroleum* déclenchée par Margaret Thatcher à la veille du krach boursier. Elles risquèrent de très grosses pertes, puisque les actions BP qu'elles avaient souscrites ferme à 330 pences, ne valaient plus que 250-260 pences en Bourse. Elles ont alors exercé une pression énorme sur Thatcher pour que la Banque d'Angleterre les garantisse contre cette perte, ce qui a été fait. "Selon que vous soyez puissants ou misérables..." : Les petits acheteurs/investisseurs d'actions peuvent réfléchir sur cette sage constatation du grand marxiste La Fontaine. Ils en tireront un profit moral sinon pécunier. Le fanatisme libéral "anti-étatique" trouve une limite dans l'intérêt privé des tout-puissants qu'il ne peut guère franchir.

12) Aux Etats-Unis, la célèbre (et sinistre) famille Hunt de "cow-boys" (pétroliers, nouveaux riches du Texas) jadis une des plus riches du monde et connue pour sa tentative d'établir un monopole mondial (!) sur le métal-argent, en est réduite après le krach boursier à vendre ses chevaux de course pour éponger une partie de ses dettes qui sont évaluées à plus d'un milliard de dollars



Les détails complets sur ce qui s'est passé pendant cette semaine fatale commencent seulement à apparaître (...).

Les actions, options et marchés à terme furent presque totalement arrêtés pendant un instant crucial, le mardi. Beaucoup d'actions des plus importantes comme IBM et Merck ne purent être échangées. Les investisseurs, grands et petits, ne purent vendre leurs actions ; il n'y avait pas d'acheteurs... Ceux qui déterminent le marché à la Bourse de New-York, les spécialistes, furent submergés d'ordre de vente non remplis, et leurs avoirs furent balayés.

Beaucoup de banques, effrayées par l'effondrement du prix des actions servant de garantie pour des prêts à des courtiers, refusèrent d'accorder davantage de crédits à certains d'entre eux, déjà aux abois. Elles exigèrent aussi le remboursement de certains prêts importants, mettant en péril certaines maisons de courtage.

Certains gros investisseurs financiers, menacés de pertes catastrophiques si la panique continuait sur le marché boursier, demandèrent instamment à la Bourse de New-York de fermer.

Seuls, l'intervention de la Banque fédérale, l'annonce concertée de programmes de rachat d'actions par des entreprises et les mouvements mystérieux et les possibles manipulations de contrats à terme sur la base d'un indice boursier peu utilisé (non-sens ! - E.M.) ont pu sauver les marchés de la désintégration totale.

L'histoire de ce mardi révèle de grandes faiblesses dans le système financier des Etats-Unis et fait entrevoir comme un spectre la possibilité qu'une telle crise ne frappe à nouveau. 'Mardi a été la journée la plus périlleuse des 50 dernières années', a déclaré Felix Rohatyn, lié à Lazard Frères et Cie. 'Je pense que nous avons été à une heure de la désintégration du marché boursier', a-t-il dit.

Mais en voulant sauver une situation conjoncturellement dangereuse, la Banque centrale américaine - en fait le gouvernement des Etats-Unis - a aggravé la crise financière structurelle à laquelle elle est confrontée.

Charybde ou Scylla

Le large déficit de la balance commerciale des Etats-Unis ne peut en effet être couvert sans un afflux massif et régulier de capitaux étrangers - avant tout japonais - aux Etats-Unis, et vu le déclin du taux de change du dollar, les capitalistes étrangers ne sont pas disposés à prêter des capitaux-argent aux Etats-Unis si le taux d'intérêt n'y est pas supérieur à celui en vigueur à Tokyo, à Francfort et à Zurich, où il oscille entre 4 et 5% pour les obligations, et ceci après avoir ajouté le taux d'inflation qui est supérieur de 3% aux Etats-Unis. Cela veut dire qu'un taux



d'intérêt nominal à long terme qui tombe aux Etats-Unis en-dessous de 8-9%, risque d'arrêter l'afflux des capitaux étrangers nécessaires pour sauver les Etats-Unis d'une situation à la mexicaine ou à la brésilienne : l'arrêt du paiement de leur dette étrangère (il s'agit ici des dettes commerciales à court terme, c'est-à-dire des factures d'une partie des biens et services couramment importés). Car les Etats-Unis ne disposent plus de réserves de change qui couvrent en bonne partie le déficit annuel de la balance commerciale, de 150 millions de dollars.

On est donc en présence d'une gigantesque partie de poker (en fait, de chantage) qui révèle un double dilemme des deux côtés.

Les Etats-Unis jouant (ou menaçant de continuer à jouer) la baisse du dollar sans limite, retrouvent des avantages commerciaux, c'est-à-dire stimulent leurs exportations et freinent leurs importations, ce qui pourrait d'ailleurs précipiter une récession au Japon, en RFA, en Corée du Sud, au Brésil, à Taïwan et ailleurs. Mais ces gains seraient plus que neutralisés par la situation résultant d'un effondrement total du dollar, une crise financière et économique universelle très grave dans l'économie capitaliste, une relance de l'inflation, et du même coup, une nouvelle chute des exportations américaines. Une grave récession frapperait ainsi également l'économie américaine.

Si les Etats-Unis cherchaient à stabiliser le dollar par la hausse des taux d'intérêt, ils précipiteraient une récession intérieure immédiate, ou plus exactement, renforceraient toutes les tendances vers la récession qui se manifestent d'ores et déjà.

A l'opposé, si la RFA et surtout le Japon poursuivent la ligne de "défense du cours du dollar" - plus exactement de défense de la stabilité de leur propre monnaie, ce qui n'est possible que par l'achat de plus en plus massif de dollars (13), ceci conduit à une accumulation d'avoirs

en dollars qui se déprécient de plus en plus, c'est-à-dire à de gigantesques pertes de capitaux (si le Japon détient des avoirs en dollars estimés à 200 milliards, ceux-ci valent aujourd'hui, en yens, 50% de moins que ce qu'ils valaient il y a un an). Mais si ces pays laissent tomber le dollar en chute libre, ceci entraîne presque automatiquement, le déclin de la compétitivité commerciale de leurs produits par rapport à ceux des Etats-Unis, et risque d'accentuer d'amples chutes des exportations, de la production, des revenus et donc la récession. En outre, la dévalorisation de leurs avoirs en dollars serait encore plus forte, fût-ce sur une masse de dollars plus réduite. Derrière ces dilemmes, on retrouve la réalité de l'économie capitaliste comme déclenchant constamment un double mouvement celui des marchandises et celui des capitaux

(de la plus-value réalisée et capitalisée après la vente des marchandises). Toute phase de dépression à long terme, comme celle que nous traversons actuellement, est caractérisée par une contradiction croissante entre ces deux mouvements, explicable par l'exacerbation de la concurrence sur un marché stagnant, ce que les capitalistes gagnent dans le premier domaine, ils risquent de le perdre dans le deuxième, et vice-versa.

Les tendances vers la récession généralisée s'accroissent

L'enchaînement des crises, visible depuis le 19 octobre 1987 - crise boursière, crise des intermédiaires financiers, ébranlement des banques, crise du dollar, dysfonctionnement du système monétaire international, menace d'un deuxième krach boursier - multiplie les tendances vers une récession généralisée de l'économie capitaliste en 1988. En fait, un certain nombre d'économistes affirment que cette récession a déjà commencé aux Etats-Unis puisque depuis sept mois consécutifs, l'indicateur de conjoncture synthétique est orienté à la baisse dans ce pays. Les ventes d'automobiles ont déjà chuté de 15% en 1987.

Les mises en chantier de nouveaux logements déclinent. Si la production industrielle n'a pas encore baissé, une bonne partie s'écoule vers les stocks, qui s'élèvent de manière inquiétante au niveau

13) Il y a une solution de rechange pour la défense des exportations japonaises et occidentales en face de la chute du dollar, c'est de laisser baisser le mark et le yen conjointement. La bourgeoisie de Hong Kong l'applique d'ailleurs non sans succès. C'est pourquoi la politique des autorités monétaires japonaises et européennes se résume mieux par la formule : "défense de leurs monnaies" que par la formule : "défense du dollar". Cela renvoie aux rapports de forces entre les secteurs "bancaires" et les secteurs "industriels" au sein de ces bourgeoisies respectives. Tout recul prononcé des exportations conduira sans doute à une "révision déchirante" de ces priorités. Affaire à suivre...

s'élèvent de manière inquiétante au niveau du commerce de détail, dont les ventes sont orientées à la baisse (*Business Week*, 1er janvier 1988).

On pourrait citer de nombreuses sources qui confirment ce diagnostic. Contenteons-nous d'en citer deux. L'ancien conseiller économique pour les opérations internationales de la Citicorp, Harold Van Buren, Cleveland, met l'accent sur les effets pervers de la politique d'"argent à bon marché" et de bas taux d'intérêt aux Etats-Unis. Elle entraînerait une suite ininterrompue de crises sur les marchés de change et les marchés financiers, qui finiraient par faire remonter les taux d'intérêt à un niveau qui précipiterait la récession (*International Herald Tribune* 2-3 janvier 1988). Trois semaines plus tard, le même journal publiait un article sous le titre éloquent "Wall Street attend la récession. Pour beaucoup d'économistes, la question n'est pas si, mais quand", qui commence par les deux paragraphes suivants :

"Attendre la récession est le nom du jeu de Wall Street, ces derniers jours. Les économistes et analystes de Wall Street voient cette récession comme inévitable. Toute la question est de savoir quand elle arrivera. Certains observateurs pensent 1989 plutôt que 1988" (*IHT*, 25 janvier 1988).

Le 17 décembre 1987, trente-trois économistes parmi les plus prestigieux du monde capitaliste, dont plusieurs néo-keynésiens, ont publié une déclaration proposant une action concertée aux gouvernements des principaux pays capitalistes pour éviter une grave crise économique. L'appel s'adresse avant tout à celui des Etats-Unis. Pour ce pays, les économistes prescrivent une politique d'austérité prononcée, par une réduction des dépenses intérieures par rapport au volume de la production courante, afin de supprimer le déficit de la balance commerciale, ainsi que la suppression du déficit budgétaire d'ici 1992. Ils ne semblent cependant pas envisager qu'une telle poli-

tique - qui augmenterait considérablement le chômage aux Etats-Unis - entraînerait automatiquement une récession à court terme aux Etats-Unis. L'hypothèse que celle-ci ne s'étendrait pas au reste du monde capitaliste est risquée, pour ne pas dire plus (pour la déclaration des économistes en question voir notamment la *Neue Zürcher Zeitung* du 17 décembre 1987).

En fait, le seul espoir que caressent les économistes "optimistes", c'est que l'économie américaine réussisse d'une manière ou d'une autre à s'en tirer tant bien que mal "muddling through". Les pessimistes - même conservateurs - prévoient une grave récession. La cause fondamentale de la récession n'est évidemment pas le krach boursier ou le désordre monétaire. Elle réside dans le déséquilibre entre d'une part la croissance de la capacité productive marquée par une substitution progressive de l'équipement au travail vivant, et d'autre part, la stagnation relative du marché (du pouvoir d'achat des "derniers consommateurs"). Cela entraîne la chute du taux moyen de profit, et la suraccumulation des capitaux. Mais la frénésie de l'endettement et de la spéculation, dont le krach boursier est à la fois l'expression et le résultat, aggrave les contradictions et renforce le mouvement vers le retournement de la conjoncture.

De ce point de vue, il est significatif que malgré tous les déboires de la Bourse, les opérations d'OPA continuent de plus belle, avant tout au départ de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. En fait, le krach boursier semble même les avoir encouragés, puisqu'il coûte bien moins cher aujourd'hui de racheter des actions en Bourse qu'avant le 19 octobre 1987. Ce qu'il faut souligner, c'est que les banques continuent de leur accorder de larges crédits, malgré la déconfiture des *junk bonds*. L'apreté au gain des banques est alimentée par leur propre rentabilité amoindrie, mais elle joue contre la prudence élémentaire : un deuxième krach

boursier s'annonce déjà. Partira-t-il de Tokyo ? Pas mal d'indices le laissent supposer. La Bourse japonaise est très vulnérable, vu le niveau toujours irrationnel du cours des actions avec un rendement moyen minime. La chute plus modeste, seulement de l'ordre de 10%, n'a pas corrigé ces cours au même degré qu'aux Etats-Unis et qu'en Europe. En outre, il y a déjà déclin du volume des exportations japonaises, résultant à la fois du taux de change surélevé du yen, de la baisse du dollar et de la concurrence croissante de l'industrie de Corée du Sud, de Taïwan et de Hong Kong (14).

L'économie japonaise de plus en plus vulnérable

Ce déclin, la bourgeoisie japonaise cherche à le compenser à la fois par l'intensification des exportations de capitaux (même les firmes moyennes de sous-traitance se déplacent vers la Corée du Sud et Taïwan !) et par l'amplification du marché intérieur, notamment celui du logement (l'ouvrier japonais est le plus mal logé des pays impérialistes et un des plus mal rétribués. On estime que le salaire mensuel moyen dans la métallurgie est inférieur de plus de 30% à celui de la RFA et de la Grande-Bretagne et inférieur même à celui de l'Espagne, malgré une productivité du travail beaucoup plus élevée). Mais pour ne pas trop rogner les profits des entreprises, cette amplification du marché intérieur est surtout réalisée par des dépenses budgétaires accrues, c'est-à-dire par un gonflement de plus en plus démesuré de la dette publique. Contrairement à une impression fautive généralement répandue, la dette publique au Japon est relativement plus importante qu'aux Etats-Unis. Entre 1973 et 1986, elle est passée de 30,9% à 90,9% du Produit national brut, alors qu'elle passe aux Etats-Unis, pendant la même période, de 39,9% à 52,4% du PNB. C'est que le déficit budgétaire qui atteint 3,4% du PNB aux Etats-Unis en 1986, atteint 4,2% au Japon (*Banque des règlements internationaux*, Bâle, juin 1986). C'est un facteur supplémentaire qui accroît la vulnérabilité de l'économie japonaise dans la conjoncture actuelle.

A cela s'ajoute une stagnation, voire un effritement déjà net des avantages que l'industrie japonaise avait acquis dans toute une série de secteurs-clés du marché mondial. Dans l'industrie automobile, la part japonaise des exportations mondiales plafonne depuis 1980, si elle n'est en léger recul. Même si l'on corrige ces chiffres en intégrant pour les trusts japonais, américains et européens, les fabrications effectuées à l'étranger, le tableau n'est pas essentiellement modifié. Pour les téléviseurs en couleurs, les exportations japonaises plafonnent depuis 1984. Pour les

14) Les exportations japonaises de produits textiles vers les Etats-Unis sont tombées de 700 à 450 millions d'équivalents de yards carrés (0,84 m²) entre 1985 et 1987 (janvier-août, pour 1987), alors que celles de la République populaire de Chine, de Taïwan et de Corée du Sud sont en nette augmentation (*Far Eastern Economic Review*, 25 février 1988).



depuis 1985 et plafonnement depuis 1984. D'ici 1990, sidérurgie, chantiers navals et charbonnages, battus à plate couture par la concurrence étrangère, vont supprimer 90 000 emplois (toutes ces données proviennent du "Spécial Japon", publié par l'hebdomadaire *Le Vif-l'Express* du 27 novembre 1987). Les fournitures japonaises d'usines "clés-en-main" à l'étranger sont passées de 2 500 milliards de yens en 1982 à 600 milliards de yens en 1986. Près d'un quart de ces fournitures est dirigé vers les pays de l'Est, d'où la résistance croissante du Japon contre l'embargo américain sur une partie de ces fournitures (*The Japan Economic Journal*, 8 Août 1987).

Corollaire inévitable mais fort inquiétant pour le capitalisme japonais, au Japon aussi, le déplacement du centre de gravité de l'activité courante vers "l'économie du papier" est spectaculaire. En 1987, le Japon est devenu le premier pays exportateur de capitaux du monde. Mais plus de 50% de ces exportations se sont concentrées dans le secteur financier et dans la propriété immobilière. Selon le *Japan Economic Journal* du 16 janvier 1988, les principaux secteurs qui soutiennent la reprise économique en cours au Japon sont l'industrie chimique, la construction de logement, la publicité et l'industrie dite des loisirs.

La concurrence inter-impérialiste triangulaire s'exacerbe

Le déclin du dollar a précipité le déclin de la suprématie financière des Etats-Unis. Parmi les dix plus grandes banques du monde, il n'y en a plus que deux qui soient américaines, les principales sont devenues japonaises. Les Etats-Unis sont devenus une puissance débitrice à l'échelle internationale dont la dette étrangère croît avec une rapidité terrifiante. Elle atteint à présent 500 milliards de dollars, elle augmente de 100 à 150 milliards de dollars par an. A ce rythme-là, d'ici quelques années, elle dépassera à elle seule la dette de tout le Tiers-monde. Le Japon est devenu la puissance créditrice numéro 1 à l'échelle internationale.

Derrière ce déclin de l'hégémonie monétaire et financière américaine se profile de toute évidence un déclin prononcé de l'hégémonie industrielle et technologique des Etats-Unis. La part des Etats-Unis dans les exportations mondiales a chuté, passant de 20% en 1981 à 13,8% en 1986. En même temps, la part des importations dans le marché intérieur américain est montée en flèche (voir tableau III).

Il n'est évidemment pas question que l'impérialisme américain se laisse "désindustrialiser" précisément parce qu'il s'agit d'une bourgeoisie impérialiste. Dépendre d'importations en matière de chaussures, c'est supportable. Dépendre des importations des pièces-clés pour fusées nucléaires ou pour composants électroniques - ce qui revient au même - fabriquées au Ja-

Tableau III : Importations en % du marché intérieur des Etats-Unis

	1979	1986
Acier	10,3%	15,9%
Aluminium	7,8%	22,7%
Zinc	37,6%	56,7%
Composants électroniques	14,1%	18,1%
Informatique	4,6%	18,7%
Machines-outils	19,3%	40,0%
Machines textiles	32,9%	48,8%
Automobiles	13,72	4,0%
Chaussures	35,2%	62,5%
TV et radio	41,6%	63,8%

(Le Monde, 19 janvier 1988).

pon, voire en Corée du Sud, c'est insupportable pour l'impérialisme américain (15). C'est pourquoi le gouvernement américain a émis un veto contre l'absorption du trust des semi-conducteurs Fairchild par la Fujitsu japonaise. C'est finalement la firme américaine National Semiconductor qui va renflouer la Fairchild. Mieux, après avoir essayé de constituer un cartel avec les firmes japonaises pour se partager le marché mondial - avant tout le marché des Etats-Unis -, les fabricants américains de "puces" ont constitué en mars 1987 un consortium doté de larges subsides gouvernementaux, en vue de développer leur propre technologie de fabrication des semi-conducteurs. Mais leur position de départ est très affaiblie, ainsi qu'il ressort des ventes mondiales de "puces" en 1986 dans le tableau IV.

Tableau IV : Six principales firmes mondiales de semi-conducteurs

NEC (J)	2,60 mrd de \$
Hitachi (J)	2,30 mrd de \$
Toshiba (J)	2,28 mrd de \$
Motorola (E-U + J)	2,02 mrd de \$
Texas Instruments (E-U)	1,80 mrd de \$
Philips (P-B)	1,40 mrd de \$

(J) : japonaise, (E-U) : Etats-Unis, (P-B) : Pays-Bas

Ce qui est sous-jacent à la tentative de "réindustrialisation" de l'impérialisme américain, notamment à l'aide de l'offensive d'exportation déclenchée par la baisse du dollar, c'est l'insuffisance criante des investissements productifs. Dès 1982, l'investissement industriel par poste de travail était trois fois supérieur à ce qu'il était aux Etats-Unis (*Futuribles* juillet-août 1987). L'écart se creusait en matière de productivité, malgré un incontestable effort de l'industrie américaine au cours des dernières années.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce ne sera pas facile pour les Etats-Unis de rattraper le terrain perdu, avec ou sans poursuite de la chute du dollar.

Quatre secteurs "de pointe" illustrent

Augmentation moyenne de la productivité du travail 1980-1986

Japon	5,6%
Grande-Bretagne	4,7% (16)
France	4,0%
Etats-Unis	3,4%
RFA	3,3%
Italie	3,2%

parfaitement les changements de rapports de forces inter-impérialistes : Les dix principales firmes de l'industrie des télécommunications, qui est peut-être celle qui est le plus apte à connaître une expansion continue au cours des années à venir, n'incluent plus que deux firmes américaines (voir tableau V).

Tableau V : Ventes annuelles en millions de livres en 1986

A.T. & T. (E-U)	7 590
Alcatel (F+E-U)	5 435
Siemens (RFA)	2 530
Northern Telecom (C)	2 460
Ericsson (S)	2 380
NEC (J)	2 010
G.T.E. (E-U)	1 710
Philips (P-B)	893
G.E.C. (G-B)	746 (17)
Fujitsu (J)	744

(E-U) : Etats-Unis, (F) : France, (S) : Suède, (J) : Japon, (P-B) : Pays-Bas, (G-B) : Grande-Bretagne, (C) : Canada

Dans la course à l'exploitation de la supraconductivité, la découverte scientifique de l'année 1987, le gouvernement a poussé à coups de subventions (et de "secrets" maintenus) les firmes américaines à devenir leaders mondiaux, mais l'effort japonais et européen semble égal. Dans la télévision à haute définition, (écran à 1 125 lignes au lieu de 625 lignes) Japonais et Européens se talon-

15) Les tendances, prudentes mais réelles, vers le réarmement militaire du Japon s'affirment de plus en plus. Selon le *Japan Economic Journal* du 27 février 1988, le Japon et les Etats-Unis viennent de conclure un accord pour la fabrication conjointe d'armes conventionnelles des plus sophistiquées, dont l'avion de chasse FSX est l'exemple le plus typique. Mais il a fallu de fortes pressions américaines pour que l'impérialisme japonais ne s'engage pas seul dans l'affaire. Henry Kissinger a écrit que selon lui, il est inévitable que le Japon (re)devienne "une importante puissance militaire". Il a affirmé que ce pays dépense déjà en fait 2% de son PNB pour l'armement, nonobstant la limite de 1% fixée par la Constitution nipponne.

16) Ce bond en avant de la productivité britannique, calculé en termes monétaires, est fonction de la compression des salaires britanniques relativement aux salaires des autres puissances impérialistes. Selon *Die Zeit* du 1er janvier 1988, vers le milieu de l'année 1987, les coûts de l'heure de travail (coûts annexes compris) en Grande-Bretagne étaient à l'indice 53 par rapport à 100 en RFA et en Suisse (égal à celui de l'Espagne !), alors que ce coût se situait à l'indice 76 aux Etats-Unis, 75 au Japon, 72 en Italie et 68 en France. Conjointement, la valeur du produit d'une heure de travail (c+v+pl en termes marxistes, distincte donc de la "valeur ajoutée") se situait par rapport à 100 en RFA à 55 en Espagne et 54 en Grande-Bretagne, contre 90 aux Etats-Unis, 83 au Japon, 75 en France et 70 en Italie.

17) GEC a fusionné depuis lors avec la firme britannique Plessey. Leur chiffre d'affaires combiné est de 1 420 millions de livres, ce qui ne les place pourtant qu'en huitième position dans le "palmarès" mondial.

nent les uns les autres. Les Etats-Unis semblent dépassés, bien que leur marché soit la cible principale.

Dans l'industrie aéronautique, toutes les pressions et menaces de l'administration Reagan n'ont pas empêché l'industrie Airbus de rester vigoureusement en course face à Boeing. Il n'y a pratiquement plus que deux producteurs sur grande échelle dans le monde capitaliste, une firme américaine et une firme inter-européenne.

Est-ce à dire qu'avec la création "définitive" du Marché commun unifié en Europe occidentale en 1992, on assistera à une reprise prononcée de fusions entre firmes européennes pour réaffirmer la place des impérialismes européens sur le marché mondial ? Le climat de dépression n'y est guère propice. Il faut plutôt s'attendre à une multiplication d'opérations de *raiders*, et à la création de plusieurs groupes financiers, multinationales européennes, dont l'opération OPA sur la Société Générale de Belgique illustre bien la dynamique potentielle.

Comme dans chacune des "ondes longues dépressives" que nous avons connues jusqu'ici, la situation de l'économie capitaliste internationale se caractérise ainsi par le fait que le déclin de l'hégémonie américaine n'est guère "compensé" par l'apparition d'une nouvelle puissance impérialiste à même de remplacer les Etats-Unis. Voilà pourquoi la place du dollar n'est occupée ni par le yen, ni par l'écu, pour ne pas parler du mark, du franc

Tableau VI

	1980	1983	1984	1985	1986
Transfert net de ressources	+ 2,2%	- 5,1%	- 4,1%	- 4,7%	- 3,0%
Taux d'investissement	23,3%	17,4%	17,5%	16,9%	17,4%

(en pourcentage du Produit intérieur brut) En chiffres absolus, 145 milliards de dollars ont été transférés d'Amérique latine vers les pays impérialistes de 1980 à 1986.

suisse, ni du florin (18). C'est pourquoi tous les appels à la concertation mondiale des gouvernements et des Etats, qui remplacent d'ores et déjà les professions de foi fanatiques sur la capacité des marchés de "s'auto-corriger", n'ont pas beaucoup de chances d'aboutir. Le projet Helmut Schmidt-Giscard d'Estaing de création d'une banque centrale européenne vient d'être officiellement avancé par le gouvernement de la RFA. Sa réalisation dépend d'un accord de la France, qui dépend à son tour de l'établissement d'une parité stable mark-franc français, du moins pour toute une période. Ce problème renvoie au risque d'une évasion massive de capitaux de la France vers des pays voisins, si l'unification du marché commun de 1992 n'est pas accompagnée d'une harmonisation intégrale des régimes fiscaux, ainsi que des taux d'inflation entre la RFA et la France. On est encore loin du compte. La bourgeoisie française envisage notamment un nouvel "ajustement" de la parité franc/mark - c'est-à-dire une nouvelle dévaluation du franc - avant de prendre de quelconques risques en la matière.

Le "réajustement économique" des Etats-Unis et les pays dits du Tiers-monde

Pour comprendre les effets du "réajustement" américain sur l'économie des pays dits du Tiers-monde, il faut distinguer en gros trois catégories de pays, sans accorder à cette classification une valeur absolue ou une signification scientifique (l'Inde par exemple reste un cas à part, vu l'isolement toujours prononcé de son marché intérieur) :

a) les pays "excédentaires" de l'OPEP, essentiellement Arabie Saoudite, Emirats du Golfe et Koweït. Ces pays subissent l'effet combiné de l'érosion du prix du pétrole, que la récession à venir accentuera, et de la chute du dollar, qui déprécie de manière sensible leurs avoirs-réserves. C'est à tel point douloureux que même l'Arabie Saoudite murmure prudemment qu'elle serait prête à se dégager du dollar. Si ce dégagement était massif, il causerait une catastrophe pour Washington. Pour des raisons politiques, ce comportement, financièrement raisonnable, ne se réalisera pas (19). Mais il n'y est pas (encore) question d'une chute de la consommation populaire ou de la production industrielle.

b) Les pays semi-industrialisés, essentiellement Corée du Sud, Brésil, Taïwan, Mexique, Singapour, Hong Kong. Ils avaient connu en 1987 une reprise industrielle grâce surtout à une ex-

pansion continue de leurs exportations vers les Etats-Unis. L'effet combiné de la chute du dollar et de la récession américaine freinerait en tout cas leurs exportations vers ce pays et provoquerait par ricochet une récession dans ces pays-là également. Le marché japonais n'est pas de dimension à pouvoir constituer un débouché de rechange à la fois pour la Corée du Sud, Taïwan, le Brésil et le Mexique.

c) Les autres pays dits du Tiers-monde. Ceux-ci ont surtout subi les effets de la politique dite "d'ajustement" induite par le FMI dans le but de faciliter la gestion de leurs dettes. Cette politique a eu des effets catastrophiques de désindustrialisation et de paupérisation. L'effet sur l'économie capitaliste a été particulièrement pervers : transfert massif de ressources des pays pauvres vers les pays riches ; réduction non moins massive des débouchés des industries impérialistes dans le Tiers-monde.

En 1965, les pays de l'OCDE exportaient vers les 6 pays semi-industrialisés trois fois plus de biens manufacturés qu'ils n'en importaient. En 1985, ils accusaient au contraire un déficit commercial global pour ce commerce de 18 milliards de dollars, déficit qui s'éleva à près de 40 milliards de dollars pour les Etats-Unis en 1986 (le Japon continue à avoir une balance commerciale créditrice avec ces pays, bien qu'elle soit en voie de résorption).

Les effets de désindustrialisation et de paupérisation sont particulièrement prononcés en Amérique latine. Pierre Salama fournit les chiffres du tableau VI (20).

Selon la CEPAL, le produit par tête d'habitant a chuté entre 1980 et 1986 de 6,4% au Chili, de 12% au Mexique, de 14,2% en Argentine, de 19% au Venezuela et de 27% en Bolivie. Ces chiffres qui sont socialement indifférenciés, doivent être révisés à la hausse en ce qui concerne la chute du pouvoir d'achat (de la consom-

18) D'après le 57^e rapport annuel de la Banque des règlements internationaux (Bâle, 15 juin 1987), l'or évalué au "prix du marché" représentait déjà 42% des réserves de change de l'ensemble des pays capitalistes en 1986, l'écu 3%, les droits de tirage spéciaux 1,5%, les réserves spéciales du FMI 2%, le mark 0,5%, les autres devises européennes 0,5%, le yen 1%, le reste soit environ 50%, le dollar.

19) Les avoirs accumulés de ces pays sont évalués à 200 milliards de dollars sur lesquels ils auraient perdu environ 25 à 30% - exprimés en moyenne du cours de change des monnaies "fortes". De là les menaces de dégager le rial et les devises des Emirats et du Koweït du dollar. Les revenus courants en pétrodollars de l'Arabie Saoudite ont baissé, passant de près de 100 milliards de dollars en 1980 à 28 milliards de dollars prévus pour 1988, ce qui n'est pas encore insignifiant.

20) Pierre Salama : *L'impasse des politiques d'ajustement, le cas des économies latino-américaines* (document GREITD, Paris 1987).



mation) des ouvriers, des paysans pauvres, des couches marginalisées (chômeurs et semi-prolétariat). Le pouvoir d'achat des salaires du Mexique a été réduit de moitié entre 1980 et 1987 ; au Brésil, cette réduction fluctue entre 37 et 55%.

Il est vrai que la chute du dollar a pour effet de diminuer la valeur de la dette et du service de la dette (y compris par la chute des taux d'intérêt), pour autant qu'une partie des ressources des pays du Tiers-monde provient d'exportations vers l'Europe, le Japon et l'Extrême-Orient ou que leurs propres devises sont "découplées" du dollar, ce qui n'est pour le moment le cas que de Taïwan. Mais ces avantages momentanés sont à leur tour neutralisés, voire plus que compensés, par la "dollarisation" croissante de leurs économies. L'économie capitaliste internationale connaît actuellement en effet une double compartimentation monétaire : d'une part celle qu'on peut appeler inter-impérialiste (bien que Taïwan y participe également), où le dollar se déprécie fortement par rapport aux autres devises ; celle qu'on peut appeler "tiers-mondiste", où les devises "nationales" frappées par une inflation de plus en plus prononcée, se déprécient par rapport au dollar.

A cela s'ajoute l'effet de la détérioration continue des termes de l'échange aux dépens du Tiers-monde, qui lui a fait perdre bien plus de ressources qu'il n'en gagne par la chute des taux d'intérêt ou la dépréciation du dollar (entre 1984 et 1986, le cours des produits de base a chuté d'un quart). A cela s'ajoute également la fuite continue des capitaux placés par les classes possédantes en dollars ou devises fortes, et qui constituent une contre-partie considérable de la dette étrangère en Amérique latine.

Détérioration des termes de l'échange

Le résultat global, c'est qu'en dépit des sacrifices terribles imposés aux masses populaires du Tiers-monde, et malgré la désindustrialisation qu'il a subie à l'exception (partielle, car il y a eu également décélération de l'industrialisation au Brésil et surtout au Mexique) des pays semi-industrialisés, l'ampleur de l'endettement du Tiers-monde ne cesse d'augmenter (voir tableau VII).

L'effet de la politique du service de la dette, et de remboursement/reconversion partielle de la dette, imposée par le FMI,

est tout aussi pervers pour l'économie des pays semi-industrialisés que pour celle des pays impérialistes. Puisque l'offensive d'exportation s'appuie avant tout sur la compression des coûts salariaux, notamment sous le fouet de l'inflation, le marché intérieur se restreint au fur et à mesure que les exportations augmentent. De ce fait, dans ces pays également, une forte capacité de production excédentaire apparaît et se maintient.

Le cas du Brésil

Ainsi, au Brésil, dans le secteur des "biens de capital" (bien d'équipement) ; le taux d'utilisation de la capacité de production installée tombe de 64,1% en 1982 à 54,9% en 1984, pour ne remonter qu'à 62,9% en 1987.

Les commandes nouvelles en fin d'année tombent de 127 milliards de cruzeiros stables en 1982 à 103 milliards en 1987. Remarquons qu'en même temps, il y a une chute spectaculaire des importations de biens d'équipement, de 1 637 millions de dollars en 1981 et de 912 millions de dollars en 1982 à 598 millions de dollars en 1987. En 1985 et en 1987, pour la première fois dans l'histoire, le Brésil a une balance commerciale équilibrée dans le domaine des biens d'équipement (*Jornal do Brasil*, 6 mars 1988).

La nouvelle récession généralisée qui s'annonce provoquera avant tout une nouvelle poussée du chômage. Celui-ci se situe actuellement, dans les seuls pays impérialistes, aux environs de 40 millions de personnes (21). Il risque d'atteindre 45 millions de personnes, voire plus, au terme de la prochaine crise.

Avec l'érosion du pouvoir d'achat et les menaces qui pèsent sur la sécurité sociale, la crainte du chômage est aujourd'hui l'objet principal de la stratégie des syndicats dans de nombreux pays impérialistes. Mais alors que la résistance contre les atteintes au salaire direct et indirect se durcit manifestement, et conduit à des luttes dont certaines commencent à être couronnées de succès (sans doute aussi sous l'influence de l'amélioration temporaire de la conjoncture), il y a bifurcation brutale de stratégie face aux suppressions d'emplois ou aux menaces de suppression d'emplois. Les uns se concentrent sur une lutte pour la réduction radicale de la semaine de travail (22). Les autres succombent aux tentations du pro-

tectionnisme. Ce dernier n'est qu'une variante - guère nouvelle - de la collaboration de classes se substituant à la solidarité internationale de classe. Au lieu de tenter d'unifier les travailleurs de tous les pays dans la lutte pour les 35-32 heures, on s'unifie avec ses propres patrons contre l'emploi des travailleurs d'autres pays et donc contre ces travailleurs. C'est la politique de "l'exportation du chômage", dont la classe ouvrière internationale avait déjà pu apprécier les effets désastreux tout au long de la décennie 1929-1939. Ce sont surtout les bureaucraties syndicales des Etats-Unis qui ont largement cédé à cette tentation.

La base objective de cette réaction - et de l'écho provisoire qu'elle peut rencontrer dans certaines couches de la classe ouvrière - réside dans les énormes différences de salaires entre les travailleurs des pays impérialistes et ceux des pays semi-industrialisés. Il s'agit d'un rapport de 1 à 10 au taux de change actuel (le rapport en pouvoir d'achat est moins prononcé, mais la différence reste forte). On croit donc que les capitalistes "trahissent l'industrie nationale" en déplaçant les centres de production vers les pays à bas salaires (déplacement qui est beaucoup plus limité qu'on ne le pense) et que surtout les importateurs-commerçants pêchent contre "l'intérêt national". La réponse capitaliste coule de source : unissons nos efforts pour faire baisser les salaires dans notre propre pays et pour limiter les importations des produits étrangers (c'est-à-dire pour augmenter le coût des produits de consommation, ce qui revient à faire baisser davantage encore les salaires réels).

Les syndicats devant la tentation protectionniste

En acceptant ce raisonnement, les syndicats se laissent entraîner dans une spirale infernale : réduction graduelle des salaires - aux Etats-Unis le salaire hebdomadaire est passé en termes réels de 201 dollars en 1973 à 167 dollars en 1987 - ; "société duale" (en France, un salarié sur cinq n'a pas d'emploi "normal"), avec floraison des statuts intermédiaires non-protégés ou protégés en partie ; érosion continue de l'emploi. Cette spirale déclinante n'a comme plancher que les salaires les plus bas du monde semi-industrialisé, soit à peine plus d'un dollar de l'heure au Mexique et au Brésil (pour le Brésil, un salaire horaire moyen de 0,75 dollar est même cité. Pour la Corée du Sud, ce salaire est estimé à 2,5 dollars ; pour l'industrie textile indienne à 1 dollar. Mais dans des branches non syndiquées de l'industrie indienne, on rencontre même

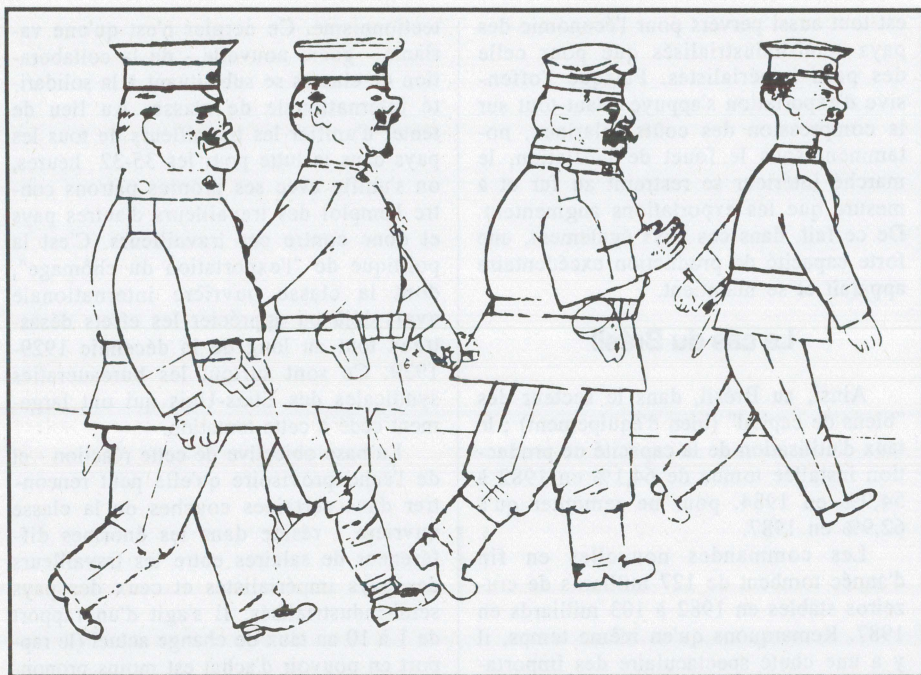
21) Le nombre réel des chômeurs est fortement sous-évalué tant au Japon qu'aux Etats-Unis, notamment par des subterfuges statistiques de toutes sortes. Selon l'hebdomadaire américain *The Nation*, le taux réel de chômage fluctuerait autour de 10% aux Etats-Unis.

22) A notre avis, vue l'ampleur actuelle du chômage, la revendication d'un passage immédiat à la semaine de 32 heures (4x8) est plus réaliste que celle de la semaine de 35 heures, si l'on veut réellement accroître l'emploi de manière décisive.

Tableau VII : Dette totale du Tiers-monde (en milliards de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988
A long terme	714	784	871	930	980
A court terme	163	166	150	155	155
Total	958	1 038	1 120	1 190	1 245

(Source : rapport de la Banque mondiale, résumé dans *Neue Zürcher Zeitung* du 19 janvier 1988)



des salaires de 0,4 dollar de l'heure). Dans chaque pays, on peut toujours prendre comme point de référence un pays "concurrent" où les salaires sont inférieurs, pour exercer une pression vers une baisse des salaires et une pression protectionniste concomitante. C'est d'autant plus aberrant du point de vue des intérêts des travailleurs que cette politique est destructrice d'emplois. Car si elle maintient ou fait remonter les profits, elle restreint en même temps les débouchés, des salaires réduits impliquant des ventes réduites. Or, il n'y a croissance capitaliste soutenue que s'il y a conjointement hausse des profits et expansion des débouchés, ce qui n'est pas le cas avec une politique protectionniste. La preuve : dans tous les pays où les syndicats ont accepté une politique de réduction des salaires pour "défendre l'emploi", celui-ci n'a cessé de diminuer dans l'industrie.

De nouvelles contradictions fondamentales

Il faut donc rejeter résolument la tentation protectionniste et l'illusion des "sacrifices nécessaires pour défendre l'emploi". Il faut lui opposer une action conjointe des travailleurs de tous les pays pour la réduction radicale de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire, ainsi qu'une action conjointe des syndicats pour le relèvement des salaires de famine dans les pays semi-industrialisés. L'argument de la bourgeoisie nationaliste de ces pays, selon lequel, l'industrialisation en serait arrêtée, est tout aussi inacceptable que l'argument protectionniste dans les pays impérialistes. Des salaires plus élevés dans les pays semi-industrialisés, loin de freiner l'industrialisation, la stimuleraient en fonction d'une expansion du marché intérieur et d'un modèle plus avancé de développement économique.

Ce que révèlent les déséquilibres fla-

grants qui ont conduit au krach boursier, et qui vont conduire à la troisième récession généralisée depuis le début des années 70, ce sont de nouvelles contradictions fondamentales du système capitaliste tel qu'il fonctionne à l'époque du "capitalisme tardif" surtout dans une "onde longue dépressive". Ces contradictions s'étaient d'ailleurs déjà manifestées dans la phase expansive précédente, et l'avaient en quelque sorte portée.

L'énorme endettement, rien que la dette libellée en dollars atteint sans doute actuellement 8 000 à 8 500 milliards de dollars, ou en francs français 45 à 50 suivis de douze zéros : 45 000 000 000 000 francs, somme qu'on ne peut exprimer facilement, est structurellement lié à la survie du système. Sans la création permanente d'une dette énorme, ni l'écoulement des marchandises, ni l'expansion des entreprises, ni le financement des dépenses publiques ne peuvent être assurés (23). Certes, il y a maintenant excès de liquidités. La dette accumulée est tout-à-fait disproportionnée par rapport aux besoins d'une accumulation "normale" des capitaux. Il y aura donc destruction de capitaux "fictifs", d'une partie de "l'économie de papier", annulation d'une partie des dettes (par banqueroutes et accords tacites ou ouverts). Mais une fraction considérable de celle-ci subsistera, même au sortir de la prochaine récession.

Il s'en suit que la "normalisation" de l'accumulation productive sera extrêmement difficile sinon impossible. L'économie de réarmement jouera plus que jamais la fonction de débouché de remplacement pour l'économie capitaliste malade, et ce malgré tous les accords de désarmement Est-Ouest. La remontée du taux de profit, sur lequel pèse aussi la charge de l'endettement, restera lente et insuffisante. Il n'y aura pas de nouvelle phase expansive de l'économie capitaliste internationale comparable à celle de la période 1948-1968/73, du moins aussi longtemps que

ne se produira pas une hausse spectaculaire du taux de la plus-value par suite d'une défaite catastrophique de la classe ouvrière et du mouvement anti-impérialiste dans une série de pays-clés. Cela ne pointe guère à l'horizon dans un avenir prévisible.

La montagne des dettes est en bonne partie une montagne de dettes privées. Elle reflète un phénomène généralisé de privatisation de la création monétaire et du contrôle "central" sur les capitaux dans les pays capitalistes. Une conséquence de ce processus, c'est que le rapport entre la détention privée de capitaux et les réserves de change officielles s'est brutalement inversé. Vers 1968, les banques centrales des dix principaux pays impérialistes détenaient cinq fois plus de réserves de change que les capitalistes privés. En 1986, les capitalistes privés détenaient dix fois plus de capitaux, liquides ou semi-liquides, (2 400 milliards de dollars !) que les réserves de change des dix banques centrales, sans tenir compte de l'or (24). L'affaiblissement, voire la paralysie des Etats nationaux, même des Etats-Unis, reflète cette situation, de même qu'il reflète l'essor des trusts multinationaux qui échappent à l'emprise de tout Etat national. Le déclin de l'idéologie "interventionniste" n'était que le reflet de cette nouvelle réalité. Mais elle débouchait sur une illusion flagrante : que le marché rétablirait les équilibres nécessaires (pour le Capital et dans l'intérêt du Capital), et que la prospérité reviendrait ainsi automatiquement fût-ce avec un peu de retard.

Après le 19 octobre 1987, on ne croit plus tellement au marché. On réclame de nouveau une action "efficace" des gouvernements. L'heure est au néo-keynésianisme à l'échelle internationale. Mais pour le malheur des idéologues, il n'y a pas de concertation efficace possible entre les Etats nationaux irrévocablement en concurrence, les uns avec les autres, et en outre de plus en plus faibles face au capital privé. Il n'y a ni un Etat mondial ni un "prêteur mondial du dernier recours" possible en régime capitaliste. C'est sans doute une nouvelle malédiction mortelle qui pèse sur lui, s'ajoutant à toutes celles découvertes par Karl Marx. ■

23) Aux Etats-Unis, les dettes à la consommation s'élèvent à 20% des revenus disponibles des ménages. En Grande-Bretagne, déjà en 1985, une livre sterling sur trois dépensées par les consommateurs était empruntée. Ce pourcentage s'est considérablement accru en 1986 et 1987. En RFA, un ménage sur deux est endetté, en moyenne de 10 000 marks (plus de 33 000 FF) par ménage. Quatre millions de ménages ont des retards ou une incapacité de rembourser des dettes s'élevant pour eux à 20 milliards de marks (sources : respectivement *Neue Zürcher Zeitung* des 23-24 novembre 1987 ; *Sunday Times* du 12 janvier 1986 ; *Der Spiegel* numéro de décembre 1986).

Entre 1975 et 1986, la dette brute des entreprises est passée de 37% du PNB à 45% aux Etats-Unis, de 94% du PNB à 102% au Japon, de 63% du PNB à 71% en RFA. Pendant la même période la dette brute des ménages passa de 50% du PNB à 65% aux Etats-Unis, de 33% à 47% du PNB au Japon, et de 42% du PNB à 55% en RFA (*Banque des règlements internationaux*, Bâle, juin 1987).

24) *Banque des Règlements Internationaux* citée par *Le Monde* du 6 janvier 1988. De là une pression croissante à la "remonetarisation de l'or", voire au retour à l'étalon-or, que le gouvernement américain, commence brusquement à appuyer.

Les nouveaux pièges de la dette

SUR LE FRONT DE LA DETTE du Tiers-monde, les nouvelles s'accumulent, avec des tonalités apparemment contrastées. La presse annonce simultanément le "désarmement" de la bombe de l'endettement et la dégradation de la situation du Tiers-monde. Ces titres traduisent, en fait, le double processus à l'œuvre dans les rapports entre les pays dépendants endettés et leurs créanciers, les grandes banques privées, les gouvernements des pays impérialistes et les diverses institutions internationales : le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et ses agences.

Charles-André UDRY

D'UN COTE les banques privées cherchent à réduire les effets délétères sur leur santé et sur celle du système financier international, que provoquerait le non-paiement simultané du service de la dette par une série de grands pays débiteurs. Une partie appréciable des bénéfices des grandes banques - notamment aux Etats-Unis - est encore constituée par les intérêts des prêts consentis dans le passé aux pays dépendants. Ces banques craignent la conjonction actuelle de la crise économique - avant même le développement de la récession dans les pays industrialisés - des "trois gros endettés" de l'Amérique latine : le Brésil, le Mexique et l'Argentine avec, respectivement, 113, 108 et 54 milliards de dollars de dette (1). Ainsi se multiplient les annonces de provisionnement pour créances douteuses... et d'autres opérations (conversion de dette en participations d'actifs financiers, industriels...), qui vont dans le sens d'une tentative de consolidation de leur position et d'un contrôle accru des banques multinationales et des firmes multinationales sur les ressources des pays dominés. Alors que parallèlement, les autorités de "tutelle" de l'impérialisme - le FMI, la BM - imposent aux pays endettés et à leur population, des "plans de réajustement" (d'austérité) et plus récemment, des "plans sectoriels", de "libéralisation" et de privatisation.

La saignée

De l'autre côté, année après année, depuis 1982, on constate que la dette globale des 109 "pays en développement" s'accroît - 1 190 milliards de dollars à la fin 1987 (2) - et que, pour un grand nombre de pays dominés, le volume des transferts financiers consacrés au service de la dette (remboursement du principal et/ou paiement des intérêts) dépasse largement les flux de capitaux en provenance des

pays industrialisés. Les pauvres aident les riches ! Entre 1982 et 1987, le Tiers-monde a remboursé 85 milliards de dollars de plus qu'il n'en a engrangé ! Mais le chiffre est encore plus terrifiant si l'on sélectionne les 17 pays les plus endettés (c'est-à-dire si l'on exclut des pays comme ceux du Sud-Est asiatique dont les comptes extérieurs sont positifs). La perte sèche, pour les "hyper-endettés", s'élève à 100 milliards de dollars entre 1983 et 1987. Pour parfaire ce scénario catastrophe, on peut ajouter que la Banque mondiale elle-même, ou plus exactement l'un de ses deux piliers, la Banque internationale pour la reconstruction (BIRD), arrive à prélever davantage sur le Tiers-monde qu'elle ne lui prête, soit près d'un milliard de dollars, en 1987. Le FMI, qui est aussi un prêteur, fait de même : le solde positif de ces opérations (prêts et remboursements) s'élève à 4 milliards de dollars pour l'année fiscale qui s'achève au 30 avril 1987. (*Wall Street Journal*, 9 mars 1988)

Si l'endettement n'est pas, loin de là, le seul facteur provoquant la situation désastreuse que connaissent les populations des pays du Tiers-monde, il constitue l'entrave immédiate à toute entreprise de développement. Une simple mise en perspective historique permet de saisir l'ampleur du problème. Après la Première Guerre mondiale, les réparations payées par l'Allemagne s'élevaient à environ 2% de son Produit national brut (PNB) à la fin des années 20, et à 3,5% durant les années terribles de 1929 à 1931 ; les paiements pour réparations absorbaient alors 15% des revenus d'exportation. Dès le traité de Versailles en 1918, John Maynard Keynes, dans son célèbre livre, *Les conséquences économiques de la paix*, avait attiré l'attention sur les conséquences de ce drain : "un déclin rapide du niveau de vie de la population (...) jusqu'à une véritable famine." Les mesures prévues initialement furent certes allégées, néanmoins les effets dévastateurs des réparations se firent sentir, d'autant plus



quand ils s'ajoutèrent à la "grande crise" de 1929.

Aujourd'hui, on estime que de nombreux pays, entre autres en Amérique latine, voient 5 à 6% de leur PNB drainés par le service de la dette et entre 30 et 50% (parfois plus) des revenus de leurs exportations avalés par cette dévoreuse. Si l'on ajoute aux transferts nets pour service de la dette, les fuites de capitaux organisées par les classes dirigeantes des pays dominés, les remises de fonds au titre de bénéfices et droits de patentes résultant des investissements directs et des ventes de technologie des pays impérialistes et enfin, les pertes provoquées par la baisse du prix des matières premières et la détérioration des termes de l'échange entre les produits manufacturés importés et les matières premières exportées, l'hémorragie est bien plus violente que celle subie par l'Allemagne. La sécheresse de certains chiffres le montre. Ainsi, au Brésil, selon le ministère de la Statistique, 70 millions de personnes sur une population de 140, vivent "dans des conditions précaires" (sic) et 51 millions (soit la moitié de la population au-dessus de 10 ans) gagnent 35 dollars et moins, par mois (3).

Dès lors dans ce contexte (4), quels sont le sens et les conséquences des diverses initiatives prises par les banques privées, le FMI et la BM ?

Face à une nouvelle crise

Il n'y a pas si longtemps, Walter Wriston, le directeur de la *Citicorp*, le plus grand groupe bancaire américain et l'un des plus engagés dans les prêts aux pays d'Amérique latine, affirmait avec morgue : "les nations ne font pas faillite, les banques n'ont pas à se protéger contre

1) *International Herald Tribune*, 30 décembre 1987.

2) *Financial Times*, 19 janvier 1988.

3) *Journal de Genève*, 19 janvier 1988.

4) Sur l'histoire de la dette et sa logique voir *Inprecor* numéro 210 du 6 janvier 1986.

les pertes". Il a simplement oublié quelques exemples que l'histoire de l'entre-deux guerres lui aurait fournis. Son successeur, John S. Reed, a un autre credo. En mai 1987, il annonce la constitution d'une réserve de 3 milliards de dollars pour couvrir de possibles pertes sur les prêts accordés aux pays hyper-endettés. Moutonnières, une série de banques suivront. Citons, par ordre d'importance : *Chase Manhattan, Manufacturers Hanover, BankAmerica, Chemical New-York, JP. Morgan, First Chicago, First Interstate, Banker Trust New-York, American Express, Wells Fargo, Continental Illinois, Security Pacific, Mellon Bank...* En juillet 1987, on estimait déjà à 16,7 milliards de dollars, les nouvelles réserves pour créances douteuses constituées par les banques américaines (5), ce qui implique une provision à hauteur de 25 à 35% des créances. Comme le disait J.H. Makin, de l'*American Enterprise Institute*, organisme de recherche du grand capital : *"Fondamentalement, les banques reconnaissaient que leurs prêts à l'Amérique latine ne valaient pas tous 100 cents pour un dollar"* (6).

Autrement dit, les banques enregistraient officiellement la dévaluation des prêts, reconnue précédemment sur le marché d'occasion de la dette (là où des banques soldent des prêts de 100 millions de dollars pour 60, 50 millions ou moins). Divers éléments ont précipité ces initiatives des banquiers : le moratoire unilatéral déclaré par le Brésil en février 1987 (actuellement le gouvernement brésilien fait son autocritique !) sur la dette à long et à moyen terme ; les difficultés rencontrées dans les opérations de rééchelonnement de la dette (allongement des délais contractuels de remboursement avec intérêts supplémentaires) avec divers pays ; le constat que l'augmentation du volume des exportations d'Amérique latine - d'un quart depuis 1980 - n'empêche pas que leur valeur, en 1987, est inférieure à celle de l'époque, alors que la dette, elle, s'accroît : elle est passée de 325 à 410 milliards de dollars ; le fait que le dégagement d'un solde positif de la balance commerciale (gage du service de la dette), au prix d'une diminution des importations aux effets dépressifs, avait peu de chance de se poursuivre dans le climat récessif international qui s'annonce.

Ce mouvement d'auto-protection des banques traduit leur jugement sur la gravité de la crise économique et sociale de l'Amérique latine et, plus généralement, des pays dominés. Mais, évidemment, cela ne les empêche pas, simultanément, de chercher tous les moyens d'engranger le maximum de bénéfices sur leurs prêts hasardeux, dont par ailleurs les conditions initiales ont honteusement changé, notamment par la hausse des taux d'intérêts réels grâce au système des taux flottants qui suivaient la hausse des taux d'intérêts



provoquée par les nécessités de financement du déficit budgétaire américain !

Provisions pour affameurs

Il faut donc examiner de plus près l'opération en cours. Tout d'abord, les banques américaines (provisionnées de 30 à 60% pour les 6,49 milliards de dollars d'engagement sur l'Amérique latine) craignaient de voir leur cote de crédit être déclassée à cause de la part des prêts pourris qu'elles ont dans leur portefeuille, ce qui aurait conduit à renchérir le coût de leur financement. Elles devraient élever les taux d'intérêts à verser pour leurs emprunts auprès des épargnants ou d'autres instituts ; ou encore les conditions d'augmentation de leur capital deviendraient moins attractives.

Ensuite, ces banques désiraient se trouver dans une position plus confortable pour refuser, lors de la négociation d'un rééchelonnement de la dette, de fournir une rallonge d'argent frais à un pays où elles ne désirent plus accroître leurs engagements. Il n'y a pas de raison de prêter à un client que l'on juge insolvable en ayant, précisément, provisionné les créances que l'on détient sur lui ! Ainsi, les 20 milliards de dollars de nouveaux crédits que le célèbre plan Baker d'octobre 1985 demandait aux banques privées d'allouer aux 15 pays les plus endettés ne sont pas prêts d'être tous versés. Il est vrai que ces 20 milliards, auxquels devaient s'en ajouter 9 de la Banque mondiale, pour la période 1986-1988, se comparaient difficilement aux 130 milliards que ces pays devaient payer au seul titre

des intérêts de leur dette (7). Les provisions des banques ne changent pas les obligations des pays endettés. Ces derniers doivent toujours honorer le service de la dette, même provisionnée ! Mais les banques pourront être plus dures dans les négociations, car les débiteurs ne pourront peut-être plus dire : *"si vous n'êtes pas d'accord sur ces propositions de rééchelonnement, alors nous dépasserons les délais fixés de versement et vous devrez enregistrer officiellement des pertes (...) avec les effets sur votre image de marque, au moment où la concurrence entre banques s'accroît"*.

Enfin, dans l'immédiat, une banque qui accroît ses réserves paie certes un prix, en devant déclarer une baisse de ses bénéfices ou une perte lors de l'un de ses exercices. Ainsi, la *Citicorp* avait un résultat net de 246 millions de dollars au premier trimestre et une perte de 2,5 milliards au second. Mais, le capital primaire (fonds propre plus réserves) est amélioré et ces réserves ne seront utilisées que si la banque décide de vendre la dette au solde ou d'effectuer une conversion des créances sur lesquelles elles sont adossées.

Il ne faut pas oublier la dernière botte secrète des banques. Pour ces provisionnements, elles jouissent d'une déduction fiscale, qui revient à limiter la base de l'impôt sur les bénéfices. Aux Etats-Unis comme en Europe, les banques négocient avec les gouvernements un pourcentage de déductions fiscales admissibles qui se

5) *Wall Street Journal*, 20 juillet 1987.

6) *Economic Impact, A Quarterly of World Economics*, numéro 60, p. 22.

7) *Monthly Review*, février 1987.

trouve au niveau de la constitution de ces réserves. Autrement dit, ce sont les salariés des pays impérialistes qui paient les "coups" des banquiers (le risque est leur métier, paraît-il !), pendant que les populations du Tiers-monde sont saignées pour assurer le service de la dette. C'est ce que souligne Henri Bourguinat lorsqu'il écrit : "Elles (les facilités fiscales) reviennent à priver les finances publiques de rentrées fiscales non négligeables (...) Dans un monde où les déficits budgétaires ne sont pas monétisés et où le niveau de la dépense publique est peu réductible, cela implique qu'il faut trouver ailleurs les recettes de substitution. Ce sont donc les contribuables qui sont sollicités. En bout de chaîne, on comprend que le mécanisme des provisions n'est pas globalement neutre : il revient en fait à transférer une partie de la charge de la dette du Tiers-monde, devenue à l'évidence de moins en moins recouvrable, à l'ensemble des contribuables des pays créanciers" (8).

Le cercle vertueux de l'activité bancaire est bouclé !

Dans l'avalanche de communiqués concernant les réserves des banques, milieu décembre 1987, on trouvait cette "bonne nouvelle" apportée par le *Journal de Genève* : "La Banque de Boston fait grâce d'1/5 de ses créances aux pays du Tiers-monde" (16 décembre 1987). Un titre trompeur. Il est vrai que la Banque de Boston a passé par pertes et profits 200 millions de dollars. Mais Alan Mc Kinnon, le directeur financier de la banque expliquait le sens effectif de cette mesure : "Ce n'est pas un cadeau ! Ces créances nous rapporteront quelque chose. Soit les pays nous les rembourseront, soit nous les vendrons sur le second marché. En fait, qu'avons-nous fait ? Nous avons simplement constitué 200 millions de provisions en face de ces 200 millions de titres, pour pouvoir les faire disparaître de notre bilan. Voilà pour l'annulation (...) L'opération annulation diminuera bien nos impôts de 90 millions (...) Nous avons touché du 10% sur de longues périodes : les banques ont gagné de l'argent. Une grande partie des sommes prêtées au Tiers-monde sont revenues dans les pays riches" (9). On est loin de l'annonce tapageuse du *Journal de*



Genève, porte-parole de la banque privée de la cité de Calvin !

Cette politique radicale de provisionnement sera plus facilement adoptée par les banques (particulièrement les établissements régionaux aux Etats-Unis) qui sont moins engagées que d'autres établissements new-yorkais ou anglais dans le Tiers-monde et qui veulent se dégager presque entièrement de ce genre d'opérations. Mais plus généralement, il est certain que la politique de provisionnement pour créances douteuses, indique que les banques sont prêtes à vendre des prêts sur le marché secondaire et à opérer des conversions de créance. Voilà la deuxième nouveauté.

De la dette soldée à la propriété

Convertir des dettes en investissements, en prises de contrôle complètes ou partielles - par des banques et des firmes multinationales - d'entreprises, de mines, de forêts, de centrales électriques, voilà comment se dénoue une partie de la crise de l'endettement.

Depuis 1982, depuis ce mois d'août où le Mexique se déclara insolvable, toute la politique des banques et du FMI en direction des pays endettés se concentrait sur un thème : diminuez votre consommation intérieure (réduction des salaires, limitation des dépenses sociales, suppression des subventions aux produits de base, aux transports, accroissement des impôts indirects...) et augmentez vos exportations. On l'a vu, le résultat ne fut pas brillant. Certes, la grande majorité de la population dut se serrer la ceinture (quand elle pouvait s'en payer une), mais la valeur des exportations stagna ou même régressa et le rapport entre dette et exportations ne s'améliora pas. Le travail des ouvriers et paysans du Tiers-monde était exporté à vil prix ; les pays industriels profitaient de la baisse des prix des matières premières et n'importaient pas plus. Pire, ils prenaient souvent des mesures protectionnistes, plus ou moins déguisées, à l'encontre des produits exportés par le Tiers-monde. En effet, une partie de l'effort d'exportation (appelé "politique de croissance" par la BM) exigé les pays dominés par les banques aboutit à une concurrence au niveau des produits entre pays

dominants et dominés. Tout en maintenant l'orientation décrite ci-dessus, les conversions de dettes ouvrent la voie à une nouvelle phase de la gestion ou co-gestion (entre bourgeoisies impérialistes et bourgeoisies du Tiers-monde) de l'ensemble des ressources productives des pays dominés.

Cette conversion de la dette peut être directe : transformation de la dette en investissement, participation d'une banque. Voilà ce qu'expliquent des dirigeants de la Citicorp : "Une participation dans une entreprise est un bien meilleur actif au Brésil, qu'un prêt à la banque centrale, sur vingt ans, constamment renégociable et à des taux d'intérêt toujours plus bas (...) Il y a dans ces pays beaucoup de firmes que nous connaissons bien et qui sont sous-capitalisées" (10). Lisez : que nous pouvons contrôler à bon prix et développer selon nos exigences de profits.

Les banques japonaises ont ouvert des filiales dans les îles Caïmans, paradis fiscal, pour racheter une partie des prêts des maisons mères aux pays du Tiers-monde et les vendre, les convertir, etc.

La conversion peut être indirecte. Alors le mécanisme fonctionne, en gros, de la manière suivante. Une entreprise multinationale achète (en dollars, ou dans une autre devise convertible) une créance (une dette du pays où elle veut investir) sur le marché secondaire de la dette. Sur ce marché, une dette de 100 millions de dollars se vend 60 millions, 50 millions et même 10 millions quand le débiteur est dans une situation désespérée, la Bolivie, par exemple. La multinationale se tourne alors vers la Banque centrale du pays dont elle a acquis une partie de la dette. Cette banque centrale va lui racheter, à sa valeur nominale ou un peu moins (de 100 à 90 millions), mais en payant la multinationale en monnaie locale (peso, cruzeiro...) inconvertible. Or, l'investisseur a justement besoin de pesos, de cruzeiros pour ses affaires au Mexique ou au Brésil. Résultat : la multinationale, grâce à l'acquisition d'une créance sur un marché endetté, se procure à très bon prix (la moitié, ou moins, de la valeur de change) une monnaie locale. Ce qui n'est pas mal pour assurer la rentabilité d'un investissement !

Il peut exister une entourloupe supplémentaire dans le mécanisme décrit ci-dessus. De grandes banques achètent des créances de banques plus petites, qui veulent absolument s'en débarrasser et sont donc prêtes à les liquider avec une décote supplémentaire (45 au lieu de 50, par exemple), et les revendent au client qu'elles ont. Il n'y a pas de petits profits... surtout en spéculant sur la dette, donc sur le travail et la misère des masses paupérisées.

Cette foire aux créances en solde est sensée être bénéfique pour tout le monde. Les banques soit y gagnent de l'argent, soit en perdent le moins possible - après en avoir gagné beaucoup pendant longtemps - et ce, sur des actifs dépréciés.

8) *Eurépargne*, juin 1987.

9) *Wall Street Journal*, 13 janvier 1988.

10) *Le Monde des affaires*, 16 janvier 1988.



Elles réorganisent aussi les risques de leur portefeuille de prêts (en échangeant entre elles des créances sur divers pays). Les multinationales "peuvent acheter ou construire des usines à bon compte, ce qui améliore leurs profits potentiels" (11). Les pays débiteurs voient simplement annuler une dette internationale sans devoir sortir de devises. Pour les deux premiers acteurs, les choses sont claires. Qu'en est-il effectivement pour le troisième ?

Contrôles stratégiques

Premièrement, si 250 banques et quelques 50 intermédiaires interviennent sur le marché d'occasion, le volume des opérations, en croissance, reste pourtant restreint (6 milliards de dollars en 1986, entre 10 et 15 pour 1987) comparé au total de la dette contractée auprès des banques privées (12). Donc, le drainage des ressources des pays dépendants au travers des mécanismes traditionnels reste bien présent, comme d'ailleurs l'augmentation auto-entretenu de la dette. Cependant, ces milliards de dollars convertis en investissements, représentent des montants très importants si on les rapporte aux secteurs stratégiques qu'ils permettent aux banques et entreprises impérialistes de contrôler.

Les modalités du contrôle sont certes différentes. Une chose est la cession d'une partie de son territoire par la Bolivie (la province du Béni, dans la région amazonienne frontière avec le Brésil) pour une bouchée de pain (10% de la valeur nominale) à des financiers qui pourraient bien recouvrir, aujourd'hui, un quelconque réseau de la production de drogue, et, demain, de grands éleveurs de bétail ou des compagnies pétrolières. Une autre, est l'accord intervenu au Brésil concernant la filière électronique. Ici, la bourgeoisie industrielle a accepté de renoncer à une industrie nationale (protection du marché intérieur et quelques créneaux d'exportation) pour le modèle : production de matériel électronique sur place et centres de recherches et laboratoires aux Etats-Unis et au Japon. Les Japonais, dans ces opérations de conversion, manifestent de même un intérêt particulier pour les mines et l'énergie, de quoi compenser une faiblesse de leur économie !

Dans la phase présente, les multina-

tionales sont fort intéressées à briser, dans les pays endettés, le monopole d'Etat dans le domaine des services : banques, assurances, télécommunications, transports, etc. Un aspect doit être mis en relief à ce propos. Les banques cherchent à mettre la main sur les institutions qui, dans les pays où existe une classe moyenne disposant de certains revenus, captent l'épargne. Ainsi, elles pourront demain avoir accès directe-

ment à du capital, et ce, à des conditions plus que favorables. C'est ce qu'a fait la Banker Trust au Chili en rachetant une compagnie d'assurances et un fonds de retraite. Le pillage est sans fin. Souveraineté nationale et modèle de développement restent donc aussi l'enjeu de cette "nouvelle gestion de la dette" par les bourgeoisies au pouvoir et les puissances de la finance internationale.

Deuxièmement, échanger une part de la dette contre des investissements conduit aussi à des sorties de capitaux des pays endettés, sous la forme de profits, de dividendes, de royalties pour les patentes, de sur-facturation à la filiale par la maison mère, etc. Le départ de capitaux est peut-être moins important au début, mais l'expérience laisse présager qu'il n'en ira pas longtemps de même. Ainsi en 1987, et pour la troisième année consécutive, les firmes multinationales ont (officiellement) rapatrié davantage de capitaux qu'elles n'en ont investi au Brésil (13). D'ailleurs, ces firmes conditionnent souvent leurs investissements aux possibilités d'exonérations fiscales et de diverses formes de rapatriement des profits.

Enfin, elles se rendent compte que les créances dont les banques veulent se débarrasser peuvent leur permettre de réduire leurs coûts d'investissement dans des pays endettés. Dès lors, elles peuvent simplement substituer à un investissement normal, une opération de conversion,



position extérieure des pays débiteurs, étant donné qu'une partie des apports reçus sous forme d'investissements directs auraient également pu s'effectuer en l'absence de ces conversions et à des conditions peut-être plus favorables pour les pays débiteurs" (14). Finalement, les formes même d'investissement des multinationales (filiales conjointes, co-financement, contrat de gestion, sous-traitance internationale) impliquent plus d'une fois, la nécessité pour les pays dominés de faire appel à l'emprunt sur le marché international. Les besoins de financement des multinationales sont aussi un facteur de l'endettement du Tiers-monde.

Primes pour contrebandiers

Troisièmement, les conversions permettent aux capitalistes des pays endettés, qui ont fait fuir les capitaux pour les placer auprès des banques américaines ou autres, d'effectuer de juteuses spéculations, alors que l'expropriation de leurs avoirs placés (fraudeusement) dans les pays impérialistes, résoudrait une bonne partie du problème de la dette ! Mais ni les banques impérialistes, ni les gouvernements des pays dominés ne veulent en entendre parler.

Ainsi, un citoyen mexicain ou vénézuélien, "au-dessus de tout soupçon", pourra acheter pour 40 ou 50 dollars, avec les dollars qu'il détient aux Etats-Unis, une créance que "sa" Banque centrale lui rachètera l'équivalent de 90 à 100 dollars en pesos ou en bolivars. Une vraie prime est offerte aux champions de la décapitalisation de leur pays ! Une étude récente (15) de l'*Institute for International Economics* de Washington montre qu'entre 1982 et 1985, 48 milliards de dollars ont été expatriés du Mexique, Vénézuéla, Bré-



sil, qui remplace un flux d'investissement et ne s'y additionne pas. Voilà pourquoi la Banque des règlements internationaux, favorable à la politique d'investissements impérialistes, se trouve contrainte de reconnaître : "Qu'il n'en résulte (des conversions d'endettement externe en actions) pas nécessairement une amélioration correspondante de la

11) *Science et vie économique*, janvier 1988.

12) *Economic Impact*, "Debt-equity conversion and privatization" par Govindan Nair et Mark Frazier, numéro 60.

13) *Libération*, 23-24 janvier 1988.

14) Banque des règlements internationaux (BRI), rapport annuel, juin 1987, p. 136.

15) Etude de Lessard et Williamson : "Capital flight : The problem of policy responses", novembre 1987, numéro 23 - Washington.

sil et Argentine vers les Etats-Unis. Selon d'autres sources (16), c'est près de 100 milliards de dollars qui ont quitté l'Amérique latine depuis 1975.

Les autorités des pays dominés affirment que cet argent ayant fui, il est préférable de le retrouver sous la forme de conversion de dette que de ne plus jamais le revoir. Laissons de côté le fait que les gouvernements sont souvent les mêmes que les contrebandiers de capitaux ou bien leurs alliés. Relevons simplement une contradiction interne à cette politique : pour attirer les investissements, entre autres ces retours de capitaux expatriés, les gouvernements assurent la libéralisation des flux financiers. Or, pour les capitalistes des pays sous-développés, le placement de capitaux dans les titres de propriété des pays impérialistes est plus sûr. Ce type de capitalistes ne va pas prendre de risques excessifs en réinvestissant massivement dans son pays. C'est pourquoi Stanley Fischer, du *Massachusetts Institute of Technology* affirme sans détour : "La libéralisation conduira certainement à plus et non pas à moins de fuite des capitaux" (17). Une double prime est donc attribuée aux expatrieurs de capitaux : de l'argent subventionné par le gouvernement lors du rachat d'une créance, et des conditions de libéralisation pour exporter, sans problèmes, leurs capitaux.

Quatrièmement, non seulement les autorités des pays endettés subventionnent les investisseurs impérialistes (de la différence entre le prix de vente et d'achat du titre d'endettement), mais pour ce faire, ils injectent de la monnaie dans l'économie. Ils soufflent donc sur le feu de l'inflation qui frappe brutalement les déshérités. En payant à sa valeur nominale complète le titre d'endettement, ils en arrivent à consacrer une part du crédit intérieur à l'objectif de repayer la dette, avec l'effet de tirer à la hausse les taux d'intérêts et d'accroître le déficit budgétaire. Un déficit qui sera partiellement payé par une hausse des impôts indirects, les seuls qui existent effectivement dans les pays dominés et qui touchent prioritairement les salariés, les pauvres. Le cercle vertueux du "désendettement" est bouclé, par l'autre bout. Parmi les innovations apportées au menu de la réorganisation de la dette, la proposition faite conjointement, en décembre 1987, par le Mexique, le Trésor américain et la banque J.P. Morgan, a fait beaucoup de bruit. Le résultat ne fut pas à la hauteur de l'attente... du gouvernement mexicain et de ses managers américains et éclaire certains aspects des manœuvres bancaires présentes.

Le montage financier proposé par la Morgan s'articulait ainsi. Le Mexique souscrit pour un montant de 10 milliards de dollars, des obligations du trésor américain. Ces obligations sont à coupon zéro et leur échéance tombe en l'an 2008

(vingt ans). Le Mexique ne débourse initialement que deux milliards de dollars pour obtenir les dix milliards ; la Banque centrale américaine récupérera l'intégralité de la somme en 2008 (souscription initiale plus les intérêts composés sur vingt ans). Dans un deuxième temps, le Mexique émet des obligations classiques, mais dont le remboursement du principal - et non pas des intérêts ! - est assuré grâce à la garantie américaine (les bons du Trésor). Ces obligations seront rémunérées au dessus de 1,5/8e % - du taux inter-bancaire sur la place de Londres (le LIBOR). Les banques qui ont prêté au Mexique pourront échanger, lors d'une mise aux enchères publiques, une partie des dettes qu'elles détiennent à l'égard du Mexique contre ces obligations. Evidemment, ces obligations vaudront moins que les titres de dettes qu'elles remplacent, mais dans tous les cas, ces titres ne seraient jamais remboursés dans leur totalité. Alors que divers commentaires sa-



luaient ces techniques comme ouvrant une "nouvelle voie à la sortie de la crise de la dette" le Journal de Genève, en éditorial, soulignait justement : "le réalisme des pays endettés... qui réaffirment le droit imprescriptible du prêteur à être remboursé, même si c'est dans des conditions très particulières" (7 janvier 1988). Un réalisme apprécié par les milieux bancaires à un moment où le refus de payer la dette est devenu un élément du combat populaire en Amérique latine. Tout le déroulement de l'opération montrera que ce "droit imprescriptible" guide la politique bancaire quand bien même elle doit prendre en compte les obstacles sur lesquels buttent les débiteurs.

Officiellement, le gouvernement mexicain espérait échanger 10 milliards de dollars d'obligations, contre 20 milliards de dollars de prêts bancaires. "Monsieur Angel Gurria, le responsable mexicain pour ce montage financier, a indiqué que la décote de 50% du marché secondaire doit être considérée comme un plafond et non comme un plancher" (*Financial*

Times, 29 janvier 1988). Autrement dit, Gurria espérait que le taux moyen de conversion des offres s'élèverait à 50 cents pour chaque dollar de dette convertie. Cela aurait permis au gouvernement mexicain de consolider à vingt ans des dettes à court terme, d'alléger le montant de sa dette et d'économiser sur les intérêts à verser.

Lorsque l'enchère publique prit fin, les comptes ne correspondaient pas aux prévisions proclamées. Ce n'est que 3,665 milliards de créances bancaires qui ont été converties contre 2,557 milliards de dollars d'obligations, au prix moyen de 69,79 cents pour un dollar. (Donc une décote d'un peu plus de 30%) On est loin de la décote de 40 ou 50% envisagée par Gurria. Sur les 500 banques engagées dans des prêts à l'égard du Mexique, seules 139 firent des offres et seulement 95 les virent accepter. Beaucoup de banques firent des offres à 75 cents pour un dollar, ou même plus, autrement dit, des offres neutres ou

coûtant plus cher pour le Mexique que les prêts actuels (tenant compte des taux d'intérêt, etc.). L'économie pour le Mexique, si l'on tient compte du coût (intérêts composés), qu'implique l'achat des obligations américaine, ne sera que de 21 millions de dollars par an. (*The Economist*, 12 mars 1988). Alors que les prix du pétrole descendent et que les intérêts vont certainement remonter, le nœud coulant passé autour du cou des Mexicains ne va pas se desserrer.

Que s'est-il passé ? Tout d'abord, la reprise des négociations par le Brésil, la fin du moratoire, a modifié les rapports de force entre créanciers et débiteurs sur le front latino-américain, en faveur des banques, entre décembre 1987 et mars 1988. Ensuite, la politique de provision pour créances douteuses a conjoncturellement consolidé la position des grandes banques. Ainsi la *City-corp* qui a provisionné ses dettes vers l'Amérique latine à hauteur de 30%, n'a jamais opéré de conversion en dessous de 80 cents pour un dollar (*The Economist*, 12 mars 1988). Ce genre de banques qui forment l'essentiel des créanciers du Mexique, ne sont donc pas prêtes à "brader" leurs titres de prêts avec une décote de 40 à 50%. D'autant plus, bien qu'ayant provisionné, elles touchent toujours les intérêts sur la valeur nominale de la dette. Enfin, les négociations entre le Mexique et les banques ont mis en relief toute une série de problèmes que nous avons soulignés précédemment. Pour les petites banques (banques régionales américaines), la conversion proposée pouvait leur permettre de se sortir de leur engagement envers

16) *Foreign Affairs*, automne 1987, article de P. Kuczynski.

17) S. Fisher dans *Economic Impact*, numéro 60, p. 36 (reproduction d'un article de l'*American Economic Review*)

le Mexique. L'achat d'obligations leur permet de ne plus participer aux opérations de rééchelonnement et donc de devoir verser de l'argent frais. Il en résulte une concentration des créances sur les grandes banques qui pourront, dès lors, manœuvrer avec plus de détermination.

Au centre des préoccupations des banques anglaises et japonaises se trouvaient les facilités fiscales que les gouvernements allaient leur accorder pour les pertes comptables issues des conversions. Les réticences des banques provenaient également de l'importance des montants à provisionner d'un seul coup en cas de conversions importantes. En outre, les banques anticipaient une chute de la valeur des obligations (de 20% environ) étant donné qu'elles sont considérées comme "un risque mexicain", et des difficultés pour les vendre sur le marché secondaire. A ce prix (décote des titres de dette, puis décote de l'obligation) les banques préfèrent vendre *cash* sur le marché secondaire de la conversion directe des dettes en investissements.

D'ailleurs l'écart entre la décote du marché secondaire (48%) pour des opérations de conversion en investissements et celle de cette opération de conversion dette/obligations, indique, à la fois, que les banques ne sont pas prêtes à officialiser une décote officieuse, et que les échanges pour investissements directs se font à très bon prix pour les firmes impérialistes. Cette simple énumération des problèmes qui ont fait se dégonfler le schème annoncé avec grand fracas montre que la crise de la dette pour les banques impérialistes est loin d'être résolue, quand bien même elles cherchent des solutions partielles dans les directions que nous avons indiquées. Il sera intéressant à ce propos d'examiner dans le futur, les conditions que feront les grandes banques pour de nouveaux prêts au Mexique, à la suite de l'enregistrement officiel d'une décote de 30% et d'une offre de taux d'intérêts pour les obligations de 1,5/8e% au dessus du LIBOR. La victoire de Gurria pourrait s'avérer pire qu'une victoire à la Pyrrhus, sans même insister sur l'ironie de l'histoire qui fait qu'un des pays du Tiers-monde les plus endettés, finance le déficit budgétaire américain en devant acheter des bons du Trésor !

Evidemment, ce tournant dans la gestion de la dette, s'accompagne d'une réorientation de la politique respective du FMI et de la BM. Barber Conable, le pré-



sident de la BM, est un grand adepte des conversions directes ou indirectes : *"Nous recherchons constamment les moyens d'encourager les investissements dans les pays en développement. Eh bien, la transformation d'une partie de la dette en titre de propriété est une bonne façon d'intéresser les financiers internationaux"* (18).

La Banque mondiale assure...

Néanmoins, pour consolider cette orientation, il faut assurer la privatisation d'une série de secteurs économiques dont les entreprises publiques sont considérées comme des proies potentiellement rentables par les multinationales. John Aylen, dans la revue de la banque anglaise *Lloyds*, écrit à ce propos : *"Le thème de la privatisation a été repris par les pays en voie de développement en grande partie suite aux pressions extérieures exercées par les pourvoyeurs de l'aide internationale et les institutions financières comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international"* (19).

Au-delà de l'approfondissement du contrôle impérialiste sur des choix stratégiques décisifs de développement, ces privatisations touchent directement l'infrastructure sociale des pays dépendants. Car

souvent, une grande compagnie minière ou sidérurgique possède des tâches d'infrastructure : logements, routes, eau, voies ferrées, etc. qui correspondent aux besoins de développement du pays. Or, *"si une société étrangère se montre intéressée par la reprise d'une affaire existante, elle peut par contre hésiter à financer le programme social qui y est associé"* (20). L'effet de la privatisation est clair.

Enfin, lorsqu'un pays négocie le rééchelonnement de sa dette, le FMI, pour lui accorder un crédit "stand-by" (un prêt en Droits de tirages spéciaux-DTS, "monnaie" du FMI : un DTS = 7,78 francs français), lui prescrit un remède austère. Mais le prêt du FMI ne couvre pas tout le déficit. Ainsi, sans crédit nouveau à long terme, le pays endetté risquera de ne pas pouvoir se procurer les biens indispensables à son activité (engrais, machines, pièces de rechange, couverture du dé-

ficit alimentaire, etc.) C'est ici qu'interviennent les institutions financières nationales et internationales, avant tout la Banque mondiale. Cette dernière, avec ces prêts sectoriels d'ajustement vise à une réorganisation de secteurs entiers de l'économie, notamment le secteur public (liquidation d'entreprises, privatisation, restructuration du système financier). Les conditions qui sont liées à ces prêts forment l'autre face, complémentaire, de cette nouvelle gestion de la dette par les grandes banques privées.

Face à ces choix présentés frauduleusement et qui imposent le chômage, la misère, au nom de la "croissance", et une emprise accrue des multinationales sur les pays dominés, la lutte pour la suppression de la dette du Tiers-monde, prend toute sa valeur. ■

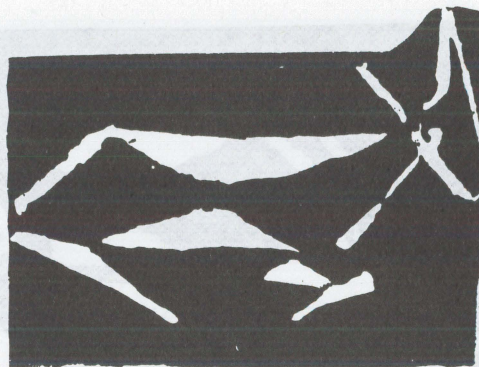
Février 1988

18) *L'Expansion*, 15 mai 1987.

19) *Lloyds Bank Review*, janvier 1988.

20) *Ibid.*

Amérique latine, la crise et la dette



AU NIVEAU ECONOMIQUE, les années 80 se sont caractérisées en Amérique latine, par une crise économique prononcée et une énorme dette extérieure. Ces deux phénomènes qui, en d'autres temps, purent coexister sans engendrer de préoccupations majeures, sont en revanche aujourd'hui deux frères qui s'influencent mutuellement. La crise s'étend ou la reprise économique butte sur les hauts intérêts payés ; et vice-versa, l'incapacité productive rend plus difficile le paiement des intérêts. De plus, il faut préciser que la dette influe beaucoup sur la détérioration des conditions productives, en diminuant la production et le marché intérieur. A court terme, une politique de récession ou d'austérité permet de payer les intérêts de la dette, mais, à long terme, elle peut détruire les forces productives (désindustrialisation) si bien que l'Amérique latine n'aura pas les moyens de produire de façon compétitive sur le marché mondial, pour obtenir des devises et couvrir les intérêts. La crise de la dette qui a commencé en 1982, ne serait qu'un simple contretemps en comparaison de ce qui se produirait si l'Amérique latine ne sortait pas de la récession économique de ces six dernières années.

Jesus RODRIGUEZ VARGAS

LE SYSTEME DE CREDIT, dans des conditions déterminées, peut être une bénédiction pour l'endetté. La dette est en rapport direct avec les besoins en capital : quand les capitalistes voient s'ouvrir des possibilités d'obtenir des profits et n'ont pas les ressources nécessaires, ils demandent des crédits. L'endettement se convertit alors en un mécanisme qui développe les forces productives, via l'investissement.

L'augmentation de la dette extérieure de l'Amérique latine est liée à la période de plus forte croissance de l'économie. En revanche, ce qui fut dénommé "la crise de la dette" est lié à la crise économique. La crise de la dette apparaît quand la production chute fortement : les capacités productives récemment installées sont sous-utilisées, les exportations tombent, la fuite des capitaux augmente et le problème se présente comme un manque de liquidités pour honorer les crédits reçus antérieurement.

Le problème de l'endettement de l'Amérique latine surgit quand les "conditions déterminées" se modifient, quand elles s'inversent et quand la bénédiction devient une malédiction ou une sanction pour les pays qui eurent recours à cet expédient. A la racine de cet endettement, nous trouvons le bas prix de l'argent : il aurait été irrationnel pour les capitalistes de ne pas accepter les tentations offertes par les banquiers au moment où les taux d'intérêt étaient si bas. Les termes favora-

bles de l'échange, l'augmentation des exportations, de bons prix, etc., furent d'autres facteurs favorisant l'endettement accéléré. Ces deux conditions ont induit un volumineux transfert net de ressources qui couvraient les besoins productifs, militaires et laissaient même un surplus pour le gâchis des classes possédantes. C'était l'époque de l'abondance, les rêves de vaches grasses.

Croissance et endettement

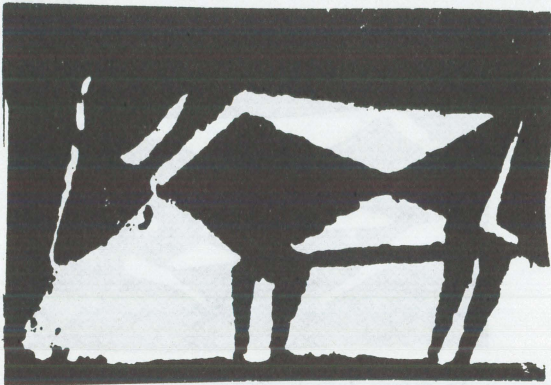
Dans les années 70, l'Amérique latine connaît une croissance annuelle de 6% en moyenne : 6,5% en moyenne annuelle pour les cinq premières années et un peu plus de 5% la seconde moitié de la décennie. Ces taux de croissance sont d'autant plus significatifs si on les compare avec les taux de 3% des pays industrialisés qui ont subi la récession de 1974-1975, tandis qu'en Amérique latine elle ne frappait que légèrement en 1975. Le sous-continent a, de fait, esquivé, avec une certaine facilité, les effets de la récession internationale.

Ce panorama de croissance économique est associé à la croissance des prêts consentis par le système bancaire international aux gouvernements d'Amérique latine. Les deux hausses du prix du pétrole en 1973-74 et en 1979-1980, dont bénéficièrent les pays exportateurs de pétrole, ont eu comme conséquence des dépôts importants dans les banques privées des pays industrialisés au moment où baissaient les investissements productifs car

on entraînait dans la récession. Les banques offraient alors de larges liquidités en pétrodollars, aux pays importateurs de pétrole qui avaient besoin de devises pour financer les récentes augmentations de prix ou les grands projets d'investissements. La quantité de capital-argent dans les banques commerciales était telle, que ces dernières ne marchandèrent pas sur les conditions de prêt : "Elles montraient un intérêt véritablement agressif à prêter de l'argent. Lorsqu'une délégation mexicaine allait dans les métropoles financières, elle devait se diviser en sous-groupes, pour pouvoir prendre contact avec tous les banquiers qui avaient une offre à faire, à chaque fois meilleure que la précédente" révèle un des principaux financiers mexicains de l'époque, l'ex-ministre Silva Herzog.

Dans les années 70, "ce n'était pas une mauvaise affaire que de s'endetter", se justifie le même Silva Herzog en 1984. En réalité, c'était une très bonne occasion car les taux d'intérêts étaient bas, voire négatifs, en termes réels. De 1973 à 1978, les taux LIBOR et préférentiels se retrouvaient en-dessous de zéro, tandis qu'au début des années 70 ils étaient de 2%. Personne, possédant un solide bon sens capitaliste, ne peut mépriser une telle occasion de s'endetter, le seul problème à considérer pour l'avenir, était que les crédits soient concertés avec les banques privées habituées à travailler avec des taux flottants, à court terme et avec des paiements additionnels. Mais à cette époque, l'avenir importait peu, et les gouvernants des pays exportateurs de pétrole ne s'en préoccupaient guère, qui prévoyaient des hausses du prix de ce combustible et des baisses des taux d'intérêts.

Le deuxième facteur qui explique la croissance économique et qui garantissait le fort taux d'endettement, c'est l'augmentation des exportations et le rapport favorable des termes de l'échange. Les exportations doublèrent en cinq ans, de 1975 à 1979, passant de 41 à 82 milliards de dollars. Les termes de l'échange dans la période 1971 à 1980 restèrent positifs. Pendant sept ans, le taux de croissance moyen annuel fut de 2,4%. La sortie de la crise des pays capitalistes industrialisés en 1976-1980, permit à l'Amérique latine d'exporter ses principaux produits à bons prix et en quantités croissantes. Auparavant, la crise des pays industrialisés, plus les liquidités en pétrodollars et la politique d'internationalisation de la banque



privée, avaient stimulé les prêts à l'Amérique latine.

Avec l'injection massive de dollars s'effectuant à travers la dette et par les exportations, l'Amérique latine bénéficia, dans les années 70, d'importants transferts de ressources. En 1973, la différence entre les rentrées nettes de capitaux et les paiements nets de marchandises et d'intérêts était de 3,7 milliards de dollars, en 1978 elle atteignait les 16 milliards. Les réserves internationales augmentèrent également, passant de 1978 à 1979, de 8 à 9,5 milliards de dollars.

La décennie 80 qui s'ouvrait, montrait des signes favorables dans les principaux indicateurs : le Produit intérieur brut (PIB) avait augmenté de plus de 5%, le PIB par habitant atteignait son plus haut niveau historique avec plus de 1 000 dollars, le rapport des termes de l'échange était de 4,3%, le déficit commercial d'à peine 1,3 milliard de dollars, mais la dette avait augmenté de plus de 20%.

Mais le binôme croissance-dette externe et cette surabondance entraînaient également une inflation majeure, l'élévation du service de la dette, l'accroissement du déficit des comptes courants, au moment où les réserves internationales diminuaient ces signaux de danger rendaient les banquiers nerveux.

Crise économique et crise de la dette

Au tout début de la décennie 80, les conditions changèrent et le positif devint négatif. La reprise importante des pays industrialisés était arrivée à sa fin, et la récession internationale se profilait, plus grave encore que celle de 1974-1975. La crise économique de l'Amérique latine débute en 1981, avec une croissance minuscule de 0,5% du PIB. En six ans, la croissance moyenne annuelle n'a été que de 1%, trois années ont connu une décroissance, et trois une croissance légère. La crise qui a pris par surprise les gouvernements et la bourgeoisie, s'est manifestée de 1981 à 1983, par une croissance de respectivement 0,5%, -1,4%, -2,4%, créant ainsi en Amérique latine une crise beaucoup plus profonde que celle des années 30. Le PIB

par habitant est descendu au niveau de celui de 1972, ce qui montre le recul des forces productives.

La récession de 1980-1982 formera le cadre déterminant de la crise de la dette. La forte inflation des pays industrialisés et la politique monétariste ont revalorisé le dollar et les taux d'intérêts, faisant apparaître aussitôt un énorme service de la dette extérieure. Les facteurs qui ont permis la croissance deviennent alors ceux qui engendrent les difficultés du paiement de la dette extérieure, et qui entraînent le début des renégociations et des ajustements extérieurs et intérieurs, causant de graves dommages sociaux.

La crise de la dette a débuté en août 1982 quand le Mexique s'est déclaré insolvable et a demandé un moratoire de 90 jours, tandis que la dette publique externe était reprogrammée, avec des conditions sévères, et qu'en même temps, il recevait un refinancement pour lui permettre de s'acquitter du service. La dette est devenue un problème quand la récession internationale a frappé l'Amérique latine et que ses exportations chutèrent de 9% en 1982, pour stagner ensuite. Une des sources d'approvisionnement de devises, permettant de payer la dette, s'était ainsi momentanément tarie, la diminution de la demande et l'excédent de l'offre faisant tomber les prix des produits de base non-pétroliers, de 27% entre 1980 et 1986, tandis que les prix des produits manufacturés des pays industrialisés augmentaient en 1986 de 17%. On peut illustrer cet échange inégal entre les grandes puissances et les pays d'Amérique latine avec l'exemple suivant : il y a 24 ans on pouvait acheter un bulldozer d'une puissance de 180 chevaux avec 200 tonnes de sucre, aujourd'hui, il en faut 800 tonnes.

La deuxième source de devises, l'endettement, qui s'était accru de 1975 à 1981 à des taux annuels supérieurs à 20%, tend à diminuer et son service à augmenter rapidement, à cause de l'élévation des taux, négatifs jusqu'alors, et qui, à partir de 1978, connaissent une tendance ascendante jusqu'à atteindre 20% en termes nominaux et 8% en termes réels en 1980.

A partir de 1982, l'Amérique latine commence à transférer vers l'extérieur des ressources supérieures à celles qui entrent, cette année-là, ce sont 18 milliards de dollars qui sortent, et en 1983, 31 milliards. A compter de cette date, ces pays sont véritablement saignés, le service de la dette est le principal poste qui les vide de leurs ressources. La dette extérieure qui

s'est accrue entre 1975 et 1980 de 300%, et qui en 1981, a encore augmenté de 25%, commence à décroître pour atteindre, ces deux dernières années, un taux de 2% en termes nominaux.

Le rapport entre les intérêts totaux payés et les exportations est considéré comme un indicateur du niveau de l'endettement. En 1970, les intérêts étaient couverts avec 7% des exportations ; en 1980, avec 20% ; en 1982, avec 40,5% ; et dans les quatre dernières années, il a fallu environ 35%. Selon les banques, la limite tolérable est de 20%. Les prêts n'ont pas augmenté en termes réels, mais le paiement des intérêts a, lui, augmenté, à cause des taux qui flottent à la hausse, et qui ont atteint des niveaux usuraires. En 1985, 80% de la dette étaient à des taux flottants, contractés auprès de banques privées, et représentaient 300 milliards de dollars, si bien que l'augmentation d'un pourcent signifiait 3 milliards de dollars supplémentaires à payer. A partir du deuxième semestre 1985 et jusqu'à mars 1987, les taux ont connu une tendance à la baisse qui a allégé le service de la dette, surtout pour les pays les plus endettés, mais les lourds nuages de la hausse menaçaient déjà.

En plus de l'endettement, de la crise économique, de la chute des exportations, de l'échange inégal, l'Amérique latine doit faire face à l'inflation, la fuite des capitaux, le déficit des comptes courants. La politique économique des Etats-Unis de revalorisation du dollar et de protectionnisme commercial y a beaucoup contribué.

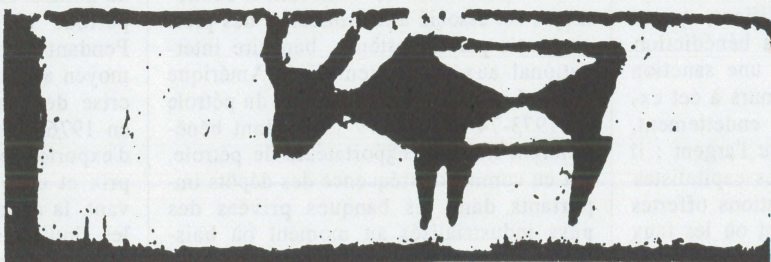
Accords

Dans ce sombre panorama économique, les gouvernements en coordination avec les banques officielles, le FMI, les organismes privés, et dans la majorité des cas, sous leur tutelle, ont mis en place des politiques d'"accords" et entrepris de gérer une renégociation de la dette externe. Ce processus a été la réponse immédiate à la crise économique de 1981, mais surtout à la crise de la dette externe.

La nouvelle politique économique se proposait :

a) de réduire le déséquilibre extérieur, le déficit de la balance courante qui était de 28 milliards de dollars en 1980, de 40 milliards en 1981 et de 41 milliards en 1982. On ne pouvait déjà plus alors financer le déficit de la balance courante avec l'endettement externe, avec les investissements étrangers et bien sûr, avec des réserves. On se mit à promouvoir les exportations et à ralentir les importations qui diminuèrent de 60% entre 1981 et 1986. Ce fut un succès puisque les trois années suivantes virent une réduction du déficit.

b) L'autre objectif de cette politique économique monétariste était de modérer le rythme de l'inflation qui était passé de



58% en 1981 à 275% en 1985, 1986 étant la seule année qui ait connu une diminution importante. Les mesures monétaristes utilisées furent des dévaluations constantes, la libération des prix, des taux d'intérêts bancaires positifs, des privatisations, la diminution du déficit public et celle de la monnaie en circulation, etc. Malgré l'aspect drastique de ces mesures, le processus inflationniste ne s'arrêta pas mais s'accéléra, produisant des effets sociaux qui détériorèrent le niveau de vie de la population.

c) Le processus de renégociation de la dette externe débuta en août 1982 lorsque le gouvernement mexicain déclara son insolvabilité pour la dette publique externe, tout en maintenant le paiement des intérêts. Les renégociations se succédèrent alors, comme une vague traversant la majorité des pays d'Amérique latine. Les années difficiles furent 1982 et 1983, car au cours des deux suivantes, le danger de l'impossibilité de payer disparut. La chute des prix du pétrole de 1980 avait durement frappé le revenu public du gouvernement mexicain il brandit l'idée d'un moratoire et obtint une restructuration et un refinancement de sa dette. Mais les accords avec le Mexique n'étaient pas encore conclus que le Brésil décrétait, en 1987, le moratoire des intérêts et rompait avec la tutelle du FMI.

L'endettement croissant de l'Amérique latine dans les quinze dernières années ne doit pas être considéré comme une "perversion" de l'économie, ou comme le produit d'intentions malsaines de gouvernements sans scrupules. Il ne s'agit pas non plus d'un piège tendu par les banquiers et les gouvernements impérialistes. Les économies capitalistes d'Amérique latine n'auraient tout simplement pas pu se développer dans les années 70 sans ressources extérieures. Ce sont des économies faibles qui, par leurs propres forces, ne pouvaient obtenir les devises suffisantes pour les importations de marchandises, surtout de biens d'équipement, produites par les pays industrialisés. Ils ont absolument besoin de l'"épargne extérieure", que ce soit sous forme d'investissements étrangers directs, ou indirects (dette). Comme la première forme a diminué de crainte des nationalisations et des mobilisations sociales, la seconde, comme nous l'avons déjà expliqué, a trouvé des conditions propices à sa croissance.

Le crédit accélère le processus de reproduction du capital, développe les forces productives, aide à l'écoulement rapide des marchandises, favorise le marché mondial. C'est là le côté "positif", ce sont les objectifs que poursuit le capitalisme pour croître. En Amérique latine, il y avait de bonnes affaires, avec de forts taux de profit, peu de ressources intérieures et beaucoup d'offre de liquidités internationales. Seul le système de crédit international pouvait couvrir les besoins en capitaux de l'Amérique latine.

Ce qui n'est pas perceptible à première vue, c'est le côté "négatif" pour le débi-

teur. L'avenir n'est pas pris en considération par l'heureux possesseur du présent, nombreux sont les témoignages et les expériences qui le confirment : *"nous avons été surpris par la crise"*, disait Silva Herzog. Les banques et le crédit ont également accéléré l'explosion violente des contradictions du capitalisme, les crises économiques. Auparavant, ils permettaient de favoriser la production de capitaux et de marchandises, de sortir de ses propres limites, aujourd'hui, ils sont devenus le véhicule le plus efficace de la crise et de la spéculation.

Grâce au crédit, la récession de 1974-1975 a pu être évitée, mais cela n'a fait que repousser la crise en Amérique latine, si bien que quand elle s'est présentée, elle fut des plus brutales, comme nous l'avons déjà montré.



Il est évident que sur le total de la dette extérieure contractée par les gouvernements d'Amérique latine, une grande partie, un tiers, selon l'Institut financier international, a pris la fuite vers les pays industrialisés. Les crédits concédés en 1980-1983 en particulier, n'ont pas servi à renforcer l'appareil de production, mais directement à la spéculation et à la fuite des capitaux. C'est une réponse rationnelle à la crise économique que vivaient les pays. Les possédants de dollars, indépendamment des méthodes d'appropriation, ont cherché le meilleur refuge : l'achat d'immobiliers, l'investissement boursier et bancaire aux Etats-Unis. Et il est impossible d'obtenir le retour des capitaux avec des injonctions morales ou des menaces, seuls de forts taux d'intérêts, rendements ou bénéfices réussissent à attirer les capitaux. La spéculation et la fuite des capitaux ont contribué aux difficultés du paiement de la dette d'une façon telle, que vint un moment où le gouvernement nord-américain et les banques privées firent pression sur les gouvernements débiteurs, pour qu'ils prennent des

mesures afin d'éviter cette fuite. D'un côté, les banques bénéficiaient des dépôts de dollars fugitifs et de l'autre, elles voyaient le danger créé par l'impossibilité de se faire payer leurs intérêts. Ce sont, là encore, les aspects différents des phénomènes économiques. En Amérique latine, l'inflation, la crise économique, l'instabilité politique et sociale et le manque de "confiance" qui en a découlé, plus les récentes augmentations des taux d'intérêts aux Etats-Unis, ont encouragé la fuite des capitaux.

Le troisième aspect "pervers" c'est la référence à la politique économique. On attribue au Fonds monétaire international et aux banques privées, l'autorité intellectuelle sur ce qu'on appelle la politique d'austérité et sur les accords internes et externes. Une politique économique a des objectifs précis, si elle est bourgeoise, comme dans le cas présent, elle doit nécessairement bénéficier à la bourgeoisie, mais pas à toute, seulement à sa fraction dominante, celle qui dicte la politique. Dans les années 80, les décisions de politique économique étaient un choix entre la crise économique et le chômage d'un côté, et le déséquilibre extérieur (déficit de la balance des paiements courants) et l'instabilité monétaire (inflation) de l'autre. La bourgeoisie des pays industrialisés avait déjà, des années avant, décidé d'adopter des orientations monétaristes pour combattre l'inflation.

En Amérique latine, les gouvernements, conseillés par le FMI, appliquèrent l'austérité comme seule politique, obéissant aux impératifs financiers, plus qu'aux nécessités de la production. C'est cette politique de rétablissement de la balance des comptes, de diminution des importations qui a permis la solvabilité extérieure. La lutte contre l'inflation (diminution du déficit public), bien qu'elle se soit accrue, a également permis d'éviter l'impossibilité du paiement de la dette.

C'est la politique d'austérité qui, en Amérique latine, permettait de satisfaire, à court terme, les intérêts de la banque internationale. Le chômage n'avait pas d'importance, ni l'injuste distribution du revenu, ni les problèmes sociaux. Les gouvernements firent la sourde oreille aux nécessités sociales, attaquèrent le populisme, et appliquèrent le réalisme économique. Le court terme était l'urgent et l'important. Ainsi fut fait. Jusqu'à présent, seule la Banque internationale peut se louer de la gestion économique des gouvernements latino-américains : les coûts sociaux de cette politique ont été très élevés.

Les conséquences sociales de la crise économique, de la politique d'austérité sont un chômage accru, la réduction du niveau de vie, une plus grande répression et de moindres possibilités d'ascension sociale pour la majorité de la population de l'Amérique latine. ■

Août 1987



ECONOMIE

Turbulences des matières premières

LES PRIX DES MATIERES PREMIERES non-pétrolières sont tombés, selon la Banque mondiale, à leur plus bas niveau depuis 50 ans (1). Au cours de l'année 1986 leurs cours ont globalement baissé de 10% par rapport aux prix des exportations de produits manufacturés. (Voir graphique I)

Cette évolution du marché des produits de base constitue un élément important de la crise économique mondiale. Un rapport de l'OCDE, intitulé "Financement et dette extérieure des pays en développement, étude 1986" souligne que, si l'on se place dans un cadre de référence plus large, on peut considérer que les prix des produits de base ont influé sur l'évolution de l'ensemble du problème de la dette depuis maintenant près de deux décennies.

Claude GABRIEL

NOUS N'ASSISTONS pas à une de ces traditionnelles baisses des cours dues, aux seules évolutions cycliques de l'offre et de la demande, ni même aux aléas conjoncturels de la spéculation. Il s'agit d'un événement de plus grande ampleur qui combine diverses évolutions structurelles de l'économie mondiale.

A première vue, comme nous allons le voir, cette baisse des cours renvoie aux relations dites "Nord-Sud", puisqu'une bonne moitié des pays du Tiers-monde dépend de deux ou trois produits de base pour au moins deux-tiers de leurs recettes d'exportation. Mais il s'agit aussi d'une vaste redistribution des cartes entre grands secteurs industriels, entre trusts, entre capi-

talistes des différentes nations industrielles. Les produits de substitution, le rôle nouveau du négoce international, les nouveaux instruments financiers que sont devenus les marchés à terme de matières premières, bouleversent un marché qui était encore particulièrement sous l'emprise des traditions coloniales, du commerce captif et des rentes de situation. Le nouveau panorama du marché des matières premières atteste à sa manière, de l'évolution de la division internationale du travail et de l'aggravation du développement inégal au cours du dernier quart de siècle.

La place des produits de base dans le commerce mondial s'est peu à peu modifiée. En valeur, elle ne représente - produits énergétiques inclus - que 50% des échanges des biens manufacturés, alors

qu'elle était égale en 1963. Contrairement à quelques idées trop simples qui circulent sur la question ; il faut rappeler que les plus gros exportateurs de matières premières sont les pays industriels eux-mêmes (69% en 1980). En revanche, c'est au niveau de la structure du commerce extérieur, c'est-à-dire par l'extrême spécialisation de leurs exportations, que se singularisent les pays du Tiers-monde. En 1977, les produits primaires représentaient environ 80% de leurs exportations, contre 23% pour celles des pays de l'OCDE.

Il est donc utile de noter que les pays du Tiers-monde sont doublement dépendants des cours mondiaux des matières premières : dépendants des cours des produits qu'ils exportent, et dépendants des cours des produits qu'ils importent des pays industrialisés, notamment des produits alimentaires, dans le cadre d'une division du travail sous hégémonie des économies impérialistes.

Cette dépendance structurelle et l'évolution du commerce mondial ont accompagné depuis plus de quinze ans la dégradation économique dans le Tiers-Monde. En effet tous les éléments de cette crise ne datent pas des années 80 et des baisses des cours les plus récentes. On lit trop souvent que "de 1970 à 1980 le prix des denrées et matières premières exprimé en dollars américains avait fortement monté" (2) alors que depuis 1980, la courbe générale est à la baisse. Cette périodisation, établie sur la base des grandes tendances, n'est pas pertinente. Elle se fonde strictement sur la tendance moyenne des cours alors qu'en réalité, la plupart des produits ont connu durant cette période "faste" un

1) *Developing Country Debt*. Banque mondiale, Washington ; 1987.

2) *Marchés tropicaux et méditerranéens*. 1 mai 1987, Paris.

marché particulièrement chaotique.

"Lorsque dans un pays de l'OCDE les exportations d'une catégorie de biens fluctuent de 10% à 15%, c'est un événement dont parlent les médias. Mais les exportations de l'Ouganda dépendent à 93% d'une variété de café dont les cours ont varié en moyenne de 55% chaque année entre 1973 et 1979"(3).

Selon le FMI, il y a eu au cours des années 70 une croissance annuelle moyenne des cours de 12% en dollars américains. Mais cette tendance générale ne rend pas compte de l'instabilité chronique des prix tout au long de cette période plaçant nombre d'économies du Tiers-monde dans une situation très précaire. L'instabilité a été plus grande encore que dans la période précédente de 1965 à 1970.

"On observe une chute des prix en 1971, une reprise en 1972, une flambée en 1973-1974, puis une baisse en 1975, un relèvement progressif, mais faible, de 1976 à 1978 ; une nouvelle flambée en 1979"(4).

Il ne s'agit pas ici d'évoquer les habituelles fluctuations dues aux risques climatiques, voire aux risques politiques qui affectent régulièrement l'offre de tel ou tel produit. La chute du cacao au printemps 1979 était due à la stagnation de la demande américaine. De même pour le cuivre et le nickel qui connurent des cours en dents de scie tout au long de la décennie 70. La récession mondiale 1974-1975, puis celle de 1977-78, ont profondément affecté la demande. Les contractions du commerce ont été substantielles et les reprises, selon les produits, n'ont pas toujours compensé les chutes précédentes.

Sur la base des hausses conjoncturelles, des gouvernements ont pu se lancer

dans d'irresponsables investissements. Certains, comme en Afrique, ont promis monts et merveilles à leurs populations, se risquant dans d'importants projets d'industrialisation grâce aux premières retombées pécuniaires des hausses de prix à l'exportation, pour ne laisser très souvent quelques années plus tard que des chantiers non terminés ou des usines surdimensionnées par rapport aux besoins réels.

Les évolutions technologiques

C'est dans ce contexte que va s'amorcer à partir de 1980-81 une spirale à la baisse (malgré une légère reprise en 1983) qui aboutit à la situation actuelle.

Pour les acteurs mêmes de ce marché, la croyance dans les mécanismes traditionnels s'est brisée. Classiquement, en effet, une augmentation des prix devait entraîner de nouveaux investissements, et par suite, une augmentation de la production agricole ou minière. Ceci aboutissait à une augmentation de l'offre entraînant par elle-même une baisse des prix sur le marché, et donc une réduction progressive des productions, ce qui à terme pouvait réengager un nouveau cycle de hausse des cours, etc., tout ce processus s'expliquant par l'ajustement obligatoire de l'offre et de la demande sur une longue période.

"L'anomalie est devenue nettement visible au cours des trois ou quatre dernières années, époque où, après un chute à peu près générale, les cours internationaux des métaux ferreux et non ferreux se sont durablement inscrits à des niveaux non rémunérateurs pour un nombre croissant de grands producteurs traditionnels. De tous temps, en effet, un mécanisme connu faisait qu'une dépression durable des prix de vente entraînait l'arrêt pro-

gressif des productions minières les plus déficitaires. Une contraction de l'offre s'en suivait, rétablissant un jour une situation statistique équilibrée qui engendrait un redressement des cours. Or, ce mécanisme que l'on croyait éternel, ne fonctionne plus"(5).

Nous assistons en réalité à une tout autre mutation - sans doute irréversible - dans les structures de certaines productions : en amont du marché, ces changements bouleversent les économies dépendantes, en aval, ils modifient certaines structures industrielles des pays impérialistes.

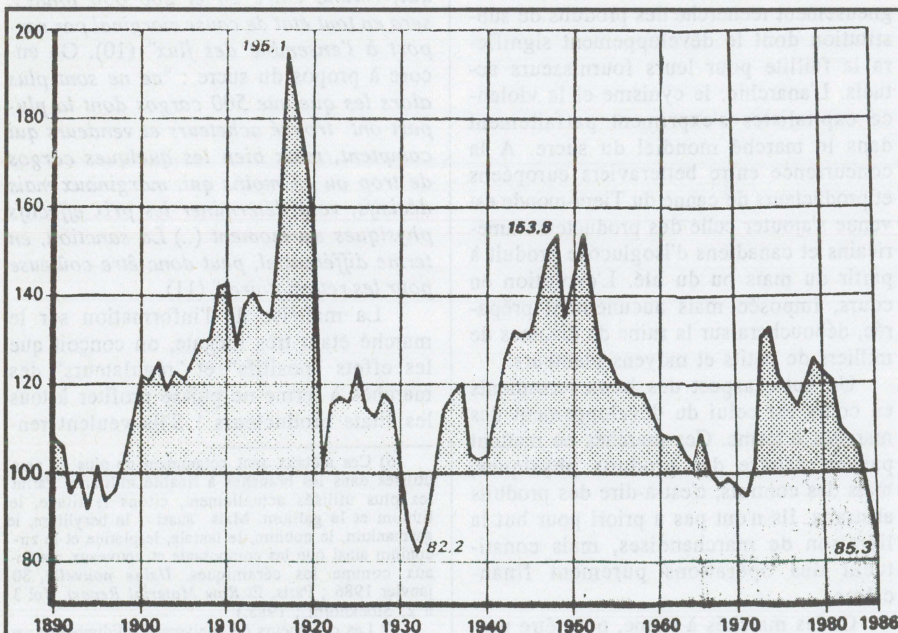
- De nouveaux apports technologiques à la recherche minière ont permis la découverte, pour certains produits, de nouvelles réserves à forte rentabilité. Ceci implique notamment que les plus mauvaises exploitations, fermées en principe provisoirement pour des raisons de rentabilité, ne rouvriront peut-être jamais, et ce au profit de nouvelles formes de production massive à bas prix, rentables malgré la dépression des cours.

Les effets du recyclage

On peut aussi mentionner dans ce cadre, l'exploitation à venir des nodules polymétalliques sous-marins qui représenteraient des gisements très importants, notamment pour le nickel, le cuivre, le cobalt et le manganèse. Mais, pour le moment du moins, cette production reste modeste.

- Des progrès dans le traitement des minerais permettent, en marge de la production principale, d'obtenir des productions secondaires parfois très profitables, notamment d'or, d'argent, ou de cobalt qui se trouvent dans les agrégats extraits. En 1983, Conzinc Rio Tinto, second producteur minier australien, annonçait qu'elle pensait combler 50 millions de dollars de déficit de l'exercice 1982 grâce à la hausse de l'or et de l'argent. L'hydrométallurgie permet ce traitement des métaux à basse teneur et des productions secondaires, dont les prix n'évoluent pas forcément de manière parallèle au métal principal de l'extraction. La hausse des cours de l'or peut ainsi stimuler la production du cuivre, celle du cobalt, la production de nickel calédonien, celle de l'argent, la production de plomb. Et tout cela peut par conséquent induire une surproduction et la baisse de certains cours.

- Les métaux de recyclage occupent maintenant une place substantielle. A cause de la hausse de l'énergie jusqu'au début des années 80 et de l'irrégularité du marché, l'industrie s'est partiellement tournée vers le recyclage. Certaines pré-occupations écologiques ont également favorisé cette activité d'affinage. Environ 45% des productions de plomb et d'acier, 35% du cuivre et 30% du zinc, sont obtenus



Ce graphique retrace l'évolution des prix des matières premières depuis près d'un siècle. L'indice utilisé est l'indice des matières premières brutes destinées à un usage ultérieur (*crude materials for further processing*) publié par le Département du commerce américain ; il intègre les prix pétroliers. Cet indice est "déflaté" par celui des prix de détail américain. Il montre ainsi l'évolution comparée des revenus des producteurs de matières premières par rapport aux revenus des autres agents économiques. On remarque que les périodes de forte hausse correspondent à des conflits militaires (1914-1918, 1940-1945) et économiques (chocs pétroliers de 1973 et 1979). Mais au fil du temps, les flambées ont perdu de leur intensité. La crise actuelle est en revanche, comparable à la dépression des années 30.

3) Philippe Delmas et Christophe Guillemin. *Le Monde*, 7 juillet 1987.

4) *Le commerce mondial des produits de base*. Marie-Claude Jacmart. *La Documentation française*, 1980.

5) *L'usine nouvelle*. 17 mars 1983, Paris.

nus par recyclage. Voilà dix ans, ces proportions n'atteignaient pas la moitié.

Il faut d'ailleurs noter que plus l'industrie mondiale se développe, plus l'obsolescence qui frappe ensuite ces installations dégage un volume important de métaux de recyclage, permettant de limiter d'autant l'utilisation des ressources naturelles. C'est ainsi, par exemple, que l'industrie automobile est devenue à la fois client et fournisseur, pour l'aluminium de seconde main.

Le développement des substituts

A l'autre bout de la chaîne, le recyclage de l'aluminium des boîtes de soda ou de bière aux Etats-Unis, fait que des milliers de pauvres arpentent les rues pour ramasser ces boîtes et les revendre à des prix dérisoires à l'administration ou à l'industrie. A peine née, cette nouvelle branche de l'industrie capitaliste a déjà trouvé les moyens d'engendrer sa propre barbarie.

- L'explosion des nouvelles technologies en matière d'électronique, d'optique et d'informatique, a rapidement augmenté la demande de matériaux jusque-là considérés comme mineurs. Ces fameux "nouveaux métaux" s'imposent peu à peu dans l'industrie, posant par ailleurs de nouveaux problèmes techniques d'approvisionnement et de production. Selon les cas, leur production devrait être multipliée par dix, cent ou mille avant la fin du siècle (6).

- Le développement des substituts modifie rapidement la demande. Le beurre de cacao très utilisé dans l'industrie pharmaceutique, se voit opposer un produit tiré du noyau de mangue. La production de caoutchoucs synthétiques se développe à l'encontre du caoutchouc naturel. On pourrait également mentionner les substitutions d'ores et déjà dominantes notamment pour certains arômes, ce qui va ruiner les économies de certains petits pays (7).

Dans d'autres domaines, on note le développement des matières plastiques ou des fibres de carbone en remplacement des pièces métalliques, notamment dans l'automobile. Les plastiques remplacent le plomb dans les canalisations d'immeubles ; l'utilisation du jute et du coton recule considérablement face au développement des fibres synthétiques ; les câbles de cuivre dans les télécommunications sont de plus en plus remplacés par les fibres optiques ; etc.

L'industrie chimique est au centre de ces mutations. L'innovation très poussée dans ce secteur, et sa capacité à produire de nouveaux produits de synthèse la placent souvent en position de force, par rapport aux secteurs traditionnels, accélérant l'obsolescence de certaines techniques.

L'ensemble de ces facteurs a commencé à avoir une importance considérable sur l'évolution des marchés et, par conséquent, des cours.

Un des secteurs traditionnels les plus menacés est celui du sucre. De nouveaux sucres apparaissent comme l'aspartame ou

l'isoglucose, produits plus sucrants ou ne provoquant pas de caries. Le développement de l'alimentation diététique poussée par les trusts chimiques concernés fait reculer la traditionnelle saccharose. L'apparition de sodas aux sucres de synthèse pèse déjà lourdement sur le marché du sucre naturel. Les campagnes publicitaires faites au nom de la "santé" des consommateurs cachent généralement des restructurations en cours, selon des critères de coûts de production et de profit, des industries agro-alimentaires et chimiques.

La bio-technologie développe les édulcorants à un rythme tel, que toute la production mondiale de canne à sucre pourrait en être menacée. Déjà en 1980, Coca-Cola a décidé le remplacement de plus de la moitié du sucre de ses boissons par de l'isoglucose.

En 1985, pour la première fois aux Etats-Unis, la quantité consommée d'édulcorants nouveaux dépassa celle de la saccharose (betterave ou canne), ce qui pesa sans doute fortement sur les cours mondiaux ultérieurs.

Renouvellement des marchés

Les économies fondées sur la production de canne à sucre sont maintenant entrées dans une période dramatique. Ce sont des dizaines de millions de personnes qui sont aujourd'hui menacées par ce bouleversement du marché mondial des produits sucrants. L'Ile de Négres aux Philippines, Haïti, le Brésil, l'Ile Maurice, les Antilles "françaises", l'Ile de la Réunion, etc., vont payer un prix social très élevé pour ces changements. Il est significatif que des multinationales du sucre comme *Tate and Lyle*, tout en commercialisant et transformant le sucre de certains pays clients (comme l'Ile Maurice), ont soigneusement recherché des produits de substitution dont le développement signifiera la faillite pour leurs fournisseurs actuels. L'anarchie, le cynisme et la violence capitalistes s'expriment parfaitement dans le marché mondial du sucre. A la concurrence entre betteraviers européens et producteurs de canne du Tiers-monde est venue s'ajouter celle des producteurs américains et canadiens d'isoglucose produit à partir du maïs ou du blé. L'évolution en cours, imposée mais aucunement préparée, débouchera sur la ruine de dizaines de milliers de petits et moyens planteurs.

Un autre aspect des bouleversements en cours est celui du développement des marchés à terme. Ces marchés ne mettent pas en oeuvre des produits physiques, mais des contrats, c'est-à-dire des produits abstraits. Ils n'ont pas a priori pour but la livraison de marchandises, mais constituent des opérations purement financières.

Or les marchés à terme, pour être profitables, dépassent très largement "en volume" la taille du marché physique. En 1974, 1% des 11 millions de tonnes de sucre négociées à Paris ont donné réellement lieu à une livraison effective !

Tous les produits n'ont pas de marché à terme (8). Une importante part de cer-

tains marchés est négociée bilatérale-ment, alors que d'autres relèvent d'accords entre producteurs et consommateurs (9) et qu'une part plus réduite peut passer par les bourses, c'est-à-dire par le "marché libre".

On assiste aussi à quelques changements notables : le nickel par exemple, dont le marché est traditionnellement négocié bilatéralement, a depuis 1979, un marché libre à Londres. Pour sa part, le marché pétrolier combine toutes les formules, le troc, le gré-à-gré et le marché à terme.

Marchés à terme et systèmes boursiers

Selon les professionnels, ces marchés abstraits sont nécessaires pour réguler les cours, éviter les risques autant pour les acheteurs que pour les producteurs. En augmentant considérablement le volume des transactions, les spéculateurs prendraient ainsi à leur charge les risques financiers latents sur le marché.

En réalité, l'affaire est tout de même un peu plus compliquée. Les marchés en bourse de commerce se sont élargis et sont devenus de plus en plus complexes. Tout le monde n'est pas à égalité face au développement de la spéculation. De nombreux Etats producteurs n'ont qu'un accès très partiel à la maîtrise de ces techniques. On pense en l'occurrence aux pays africains, aux petits producteurs invités eux-aussi à jongler pour réduire les risques, mais qui se trouvent souvent en position de faiblesse pour appréhender l'état réel du marché. "Au début 1984, le prix mondial du cacao (4 500 000 tonnes d'échange) était sur le marché à terme déterminé au jour le jour par les variations dans l'anticipation d'un déficit éventuel qui, estimé entre 20 et 200 000 tonnes, sera en tout état de cause marginal par rapport à l'ensemble des flux" (10). Ou encore à propos du sucre : "ce ne sont plus alors les quelque 500 cargos dont la plupart ont trouvé acheteurs et vendeurs qui comptent, mais bien les quelques cargos de trop ou en moins qui, marginaux mais décisifs, vont déterminer les prix effectifs physiques du moment (...) La sanction, en terme différentiel, peut donc être coûteuse pour les retardataires" (11).

La maîtrise de l'information sur le marché étant très inégale, on conçoit que les effets "positifs" et "régulateurs" des marchés à terme ne puisse profiter à tous les Etats producteurs ! S'ils veulent ren-

6) Ces métaux sont notamment de plus en plus utilisés dans les branches à finalité militaire. Parmi les plus utilisés actuellement, citons le titane, le lithium et le gallium. Mais aussi le beryllium, le germanium, le niobium, le tantale, le platine et le zirconium ainsi que les composants et nouveaux matériaux comme les céramiques. *Usine nouvelle*, 30 janvier 1986 ; Paris. Et *Raw Material Report*. Vol 3 n°2, Stockholm ; 1985.)

7) Les chercheurs de l'université d'Edimbourg par exemple, ont produit des arômes de piment de Cayenne et de safran par la culture de cellules en laboratoire.

8) Riz, thé, karité.

9) C'est le cas du manganèse, d'une grande partie du nickel, des phosphates et de l'uranium.

10) *Matières premières et échanges internationaux*. Volume V. Claude Mouton, Philippe Chalmrin. *Economica*, Paris, 1985.

11) Ibid.

tabiliser au maximum leurs ventes, ils doivent jouer sur le prix, sur le moment de la vente et sur les quantités. Il faut savoir anticiper sur les marchés alors que les spécialistes pour leur part, n'hésitent pas à certaines manipulations.

Le développement des bourses n'explique cependant pas à lui seul l'instabilité des cours. Au contraire, ce "boom" des marchés à terme n'a été qu'une réponse empirique du capitalisme à l'instabilité chronique des marchés et des prix au cours de la période précédente.

Cette évolution s'est combinée à une croissance du strict marché financier, la fameuse "bulle spéculative". Signe des temps, une partie significative du profit ne se réalise plus sur l'échange de marchandises, mais sur l'échange de papiers simulant l'échange de marchandises. Les matières premières n'ont pas été épargnées et l'on trouve au centre du dispositif le *London Metal Exchange* (LME) et le *London Commodity Exchange* (LCE) qui jouent un grand rôle. Le premier s'occupe des marchés du cuivre, du zinc, du plomb, de l'argent, de l'aluminium et du nickel. Le second principalement du cacao, du café et du sucre roux (12).

Hormis l'action propre des maisons de courtage et des spéculateurs, les bourses commerciales s'inscrivent dans l'expansion des services financiers. Il y a à peu près un millier de maisons de négoce travaillant à Londres. L'agence Reuter dispose de plusieurs dizaines de milliers de terminaux vidéos installés dans près de 80 pays, et tout ce petit monde occupe environ 100 000 personnes. En 1974-1975, les recettes de ce secteur atteignaient 179 millions de livres sterling. La part du marché des matières premières dans les recettes du système financier britannique, était par exemple de 12% en 1972, 16,5% en 1975, 7% en 1979 et 4,9% en 1982.

Le boom de la City

Le monopole de Londres dans le négoce de certains produits n'est pas à proprement parler un facteur de "démocratisation" du marché ! En 1982 l'ensemble de la City, à laquelle se rattache le négoce, a rapporté 7 milliards de dollars à l'économie britannique, soit 50% de la contribution nette des services au compte de la balance des paiements, et employait 400 000 personnes (13). Il y a fort à parier que le marché des produits de base tendra de plus en plus, comme le reste du marché financier, à se dérégulariser. La croissance des marchés spéculatifs dépendra par contre en ce domaine, d'éventuelles innovations des instruments financiers. Le développement d'un marché des risques, l'explosion de l'électronique pourraient rendre ainsi de plus en plus volatile, le marché des matières premières, le détachant de la production réelle (14).

Les aléas des marchés de produits primaires ne se réduisent pas à ce que nous



venons de traiter. Il faut encore y ajouter la part qui revient au domaine monétaire. Les désordres qui apparaissent dès la fin des années 60, conséquences du recul du capitalisme américain par rapport à ses concurrents, vont jouer un rôle décisif dans l'irrégularité des cours des matières premières au cours des années suivantes. L'abandon du prix unique de l'or en 1970, puis celui des parités fixes mises en place à Bretton Woods, vont inaugurer une ère d'instabilité monétaire. A cela vient d'ajouter une très forte poussée inflationniste.

C'est dans ces circonstances que les courbes des cours des produits de base prirent des allures de dents de scie, qu'éclata la crise pétrolière (voir encadré) avec la décision de l'OPEP de quintupler le prix du brut en 1973, et que s'ouvrit une période d'intenses négociations/pressions sur le prix de certains produits.

Le chaos monétaire produit en effet d'inévitables inégalités sur les marchés, rendant des plus précaires la gestion à long terme des ressources exploitées.

Ainsi, le prix exprimé en monnaie locale d'une matière première produite et vendue hors zone dollar ou zone sterling, par une entreprise qui n'est ni américaine ni britannique, se déprécie lorsque la devise américaine ou la devise anglaise baisse. Le risque de change entraîne donc pertes ou bénéfices pour le producteur et pour le négociant, puisqu'il n'existe pas, en général, d'indexation des prix aux variations des cours de la devise de référence.

Sur le plus long terme, un autre déséquilibre peut naître lorsque le taux de change d'une monnaie par rapport aux autres s'écarte durablement de son pouvoir d'achat réel. Ce déséquilibre a, par exemple, avantage vers la fin des années 70, les productions minières réalisées en zone dollar alors que la monnaie américaine était sous-cotée par rapport à son pouvoir d'achat domestique (15).

Le déséquilibre entre les niveaux des prix nationaux et internationaux peut déstabiliser tout un marché intérieur. Lorsque le différentiel d'inflation s'aggrave entre un pays et ses partenaires commerciaux, les coûts intérieurs des produits de base augmentent plus vite que les prix internationaux. On a pu ainsi voir des Etats préférer importer certains de ces produits, plutôt que de soutenir leur production domestique. Ces effets sont particulièrement spectaculaires quand il s'agit d'un pays dominé, comme par exemple le Mexique,

ayant une frontière commune avec un pays industrialisé, en l'occurrence les Etats-Unis. Ce même phénomène se produit en Afrique, entre autres pour des pays ayant des monnaies non-convertibles, avec des voisins qui sont membres de la zone franc. Dans ce cas, c'est la contrebande massive qui s'érige en régulateur du marché, aux dépens des productions intérieures vouées souvent à des taux d'inflation astronomiques.

On a déjà souligné les effets dévastateurs sur les économies du Tiers-Monde de cette instabilité du marché et des cours. "Il émerge de ce chaos, disent deux économistes français spécialistes de ces questions, une baisse inexorable du pouvoir d'achat des produits de base en termes de biens manufacturés. De 1960 à 1986, cette baisse cumulée a atteint en moyenne 30% pour les produits de base agricoles, 27% pour les produits alimentaires et 14% pour les autres produits... Faut-il s'étonner qu'il y ait dans ces conditions quelques problèmes de gestion de la dette ?" (16).

Endettement et instabilité boursière

Selon l'Institut national de statistiques et études économiques (INSEE), la baisse des termes de l'échange pour les Etats d'Afrique et de l'océan Indien, a atteint 15,4 % entre 1985 et 1986, les cours de leurs matières premières ont diminué de 23%, et le prix des biens importés de 9% seulement (17).

Dans de telles conditions, alors que les taux d'intérêt restent très élevés, l'endettement de ces pays producteurs ne peut que s'aggraver.

La crise boursière qui s'est ouverte le 19 octobre dernier n'a pas épargné le marché des produits primaires. Mais elle n'a pas eu d'effets aussi spectaculaires que pour le marché des actions. Elle agit d'abord par le désordre monétaire qu'elle induit. Elle agit ensuite en annonçant une probable récession c'est-à-dire une baisse tout aussi probable de la demande mondiale pour les produits primaires.

Certains marchés de base ont connu, pour des raisons plutôt conjoncturelles,

12) Paris concentre l'essentiel du marché de sucre blanc. Depuis 1974, d'autre part, le gros du marché à terme de l'or s'organise aux Etats-Unis et à Zurich.

13) "Work in Progress : a survey of the City of London". *The Economist*, 14 juillet 1984. Londres a notamment joué un rôle central dans le recyclage des pétrodollars du Moyen-Orient. Pour un point de vue favorable au boom boursier des années 80 (avant le krach d'octobre 1987 !) voir : Charles Goldfinger, "La géofinance - pour comprendre la mutation financière". Seuil, Paris, 1986.

14) Il s'échange en moyenne chaque jour sur le marché financier 40 ou 50 fois plus de capitaux que de marchandises physiques.

15) Le prix international du nickel en décembre 1979 était de 2,60\$ la livre, soit 10,55 FF. au taux de change officiel, alors qu'il aurait dû être de 21,35 FF. la livre avec la parité des taux de change. Ceci peut avoir d'importantes conséquences notamment pour des produits comme l'uranium dont les livraisons peuvent s'étaler sur vingt ans.

16) Philippe Delmas et Christophe Guillemin. *Le Monde*, 7 juillet 1987.

17) *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 13 novembre 1987, Paris.

une légère tendance à la hausse. L'allègement des stocks des producteurs ou la reconstitution des stocks des industries des pays consommateurs sont les épisodes techniques qui expliquent ce type de conjoncture. C'est, pour le blé, l'annonce d'un recul probable de la production mondiale en 1987-88 ou, pour le nickel, de brusques opportunités sur le marché industriel. De même, les cours du cuivre ont connu une croissance brutale en cette fin d'année 1987 du simple fait d'une réduction du stock du *London Metal Exchange* combinée à une grève des mineurs de cuivre au Pérou. Mais tout cela s'inscrit dans le feuilletton habituel des instabilités chroniques et ne constitue nullement l'indication d'une tendance à moyen terme. Ces réajustements passagers font d'ailleurs à la fois le bonheur et le malheur des pays producteurs les plus démunis. La Zambie par exemple, dont le métal rouge représente 90% des exportations, se voit conjoncturellement soulagée pour le paiement de sa dette, mais ne peut escompter une hausse prolongée lui permettant de se libérer de la "dictature du cuivre" en diversifiant son économie. Au contraire, à peine a-t-on noté la hausse des cours, qu'une nouvelle baisse est annoncée pour le second semestre 1988 !

L'or lui-même, n'a pas connu la hausse escomptée au lendemain du krach boursier. Les actions des mines d'or ont même subi d'importantes baisses pendant cette période. Si la baisse du dollar se maintient, l'or pourrait cependant accroître son rôle de valeur refuge et connaître une nouvelle croissance, à condition qu'aucun autre instrument financier ne vienne offrir un meilleur "refuge".

Régulation ou marché ?

Dans le désordre actuel, le secrétaire américain au Trésor, James Baker, a proposé un panier de matières premières - dont l'or - comme base de référence. Cette tentative de réintroduire l'or comme étalon monétaire a fait long feu et n'a pas été prise au sérieux (18).

Aucun mécanisme de ce type ne viendra artificiellement sortir l'économie capitaliste de sa crise actuelle. Le gouvernement américain a depuis sept ans prôné le libéralisme sauvage sur le marché des produits de base. Selon lui, la "vérité des prix" ne pouvait que jouer à moyen terme, un rôle positif de réorganisation des économies du Tiers-monde. Il est donc fort mal placé aujourd'hui pour prôner un mécanisme quelconque de régulation. Le voudrait-il qu'il aurait beaucoup de mal à trouver la formule. *Le Monde* du 3 novembre 1987 décrit d'ailleurs fort bien, l'ambiance actuelle : "Les marchés à terme ne réagissent qu'au jour le jour, sans visibilité sur l'avenir proche (...) Les carnets de commandes de l'industrie des aciers inox sont pleins jusqu'au premier trimestre de 1988. Cette seule certitude soutient les prix du nickel, même si elle doit demain être balayée ou rectifiée pour les mois suivants. Une telle myopie empêche de considérer désormais les prix des matières

premières comme des indicateurs pertinents de l'activité économique réelle".

Les produits de base, qui sont de plus en plus remplacés par d'autres productions, ont davantage de difficultés à mesurer les réactions du marché industriel. Leur surproduction reste la tendance majeure. Ainsi, en 1984 et 1985, leurs prix ont continué à baisser alors qu'il y avait une reprise de l'économie internationale. Et le journaliste du *Monde* de conclure : "Sourds et aveugles, ces produits sont pour l'instant muets".

Extension du "troc"

Dans de telles conditions, il faut s'attendre à l'extension de méthodes peu orthodoxes de vente. Conséquences de cette instabilité des marchés, mais aussi de l'importance des paramètres politiques dans certains échanges, la pratique du troc ou de la "compensation" s'est rapidement étendue. Les chiffres les plus divers sont avancés : entre 10% et 20% des échanges mondiaux selon les sources. On s'échange ainsi du mouton congelé contre du pétrole, du matériel militaire contre du cacao, etc. Cette pratique commerciale condamnée par les institutions internationales introduit d'importants facteurs politiques ou diplomatiques. Les pays de l'Est ont été les premiers à développer ce type d'échange avec l'Ouest. Mais la pratique s'est maintenant étendue du fait de l'insolvabilité de certains pays du Tiers-monde. C'est le pétrole que l'on retrouve le plus souvent dans ces tractations. Il s'échange contre des produits textiles et alimentaires, des Boeings 747, des avions militaires mais aussi contre le règlement d'une partie de la dette (France/Irak 1984), contre la construction d'une centrale hydro-électrique (Brésil/Chine/Irak 1985) !

Le troc permet par ailleurs de déguiser des rabais sur le prix du brut "imposé" lors des conférences de l'OPEP. Il permet aussi à des pays du Tiers-monde importateurs de pétrole, comme le Brésil, la Turquie, l'Inde, la Malaisie ou le Pakistan, d'exporter des produits industriels en se protégeant, du moins momentanément, de la concurrence des pays industrialisés.

Pour remédier à tous ces avatars, les Etats et les institutions internationales ont cherché des solutions techniques. La

philosophie générale de ces diverses mesures consiste soit à intervenir en aval des mécanismes "naturels" du marché, soit directement en amont en cherchant à planifier les quantités produites. Mais rien de tout cela ne peut résoudre l'anarchie destructrice du marché capitaliste parce qu'en réalité, il s'agit de laisser aux secteurs privés toutes leurs chances de faire des profits et ensuite de confier aux collectivités publiques le soin d'éponger financièrement les dégâts les plus graves.

Le fonctionnement du marché est sans pitié et peut briser les économies les plus fragiles ou déstabiliser des Etats. A long terme, cela n'est pas sans conséquences pour la stabilité de l'impérialisme. La Communauté européenne, par exemple, porte pour l'essentiel la responsabilité de la stabilité politique des Etats d'Afrique noire. Elle se doit donc de pallier, du moins partiellement, aux conséquences destructurantes de leurs rapports avec le marché mondial. L'Afrique noire, dont la place dans la division internationale du travail demeure encore très marquée par son passé colonial, a besoin d'une béquille permanente pour ne pas sombrer dans le chaos politique. C'est pourquoi dans le cadre de la Convention de Lomé, la CEE a mis au point un système de compensation financière au profit de ses partenaires associés afin de combler, en théorie, les manques à gagner sur leurs recettes d'exportation après une chute des cours ou un recul de la production. Il s'agit du système Stabex pour certains produits agricoles et du Sysmine pour quelques produits miniers (19).

Des pis-aller insuffisants

Pour sa part, le Fonds monétaire international a institué en mars 1986, une facilité d'ajustement structurel pour aider certains pays à faibles revenus que tous les mécanismes antérieurs de compensation ne peuvent plus sauver de la faillite.

Mais tous ces moyens n'ont été que des pis-aller insuffisants pour la bonne raison qu'ils ne rationalisent pas le marché et n'agissent pas de manière préventive. Plus la crise s'affirmera, moins il y aura de moyens de compensation : "les pertes de recettes des producteurs de produits de base (hors pétrole) se sont élevées à 20 milliards de dollars pour les deux années 1981 et 1982. En regard de ces pertes, les sommes versées au titre de la facilité de financement compensatoire s'élèvent à 2,4 milliards de dollars et au titre de Stabex à 320 millions, soit une



18) J. Baker reprenait en fait une ancienne proposition de Pierre Mendès-France dans les années 50, qui consistait à gager une partie de la monnaie internationale sur un stock de matières premières, environ 25, permettant par ailleurs la stabilité des cours de ces produits. Ce projet ne pouvait voir le jour compte tenu de ses propres contradictions : comment fixer un prix des produits entrant dans le panier ? Comment en décider le contenu et la pondération ? En fonction de quel rapport de forces entre les pays producteurs et/ou consommateurs ?

19) La Convention de Lomé regroupe la plupart des pays d'Afrique noire, des Caraïbes et du Pacifique Sud (ACP) associés à la CEE. Voir notre article dans *Inprecor* numéro 171 du 16 avril 1984.

compensation à peine supérieure à 14%" (20).

En 1976, avait été proposé un Fonds commun de stabilisation des produits de base. Mais les Etats-Unis, partisans de la vérité du marché, s'y sont jusqu'à présent opposés, empêchant sa mise en oeuvre. Un haut fonctionnaire du département d'Etat devait à ce propos déclarer sans fard : "Nous préférons suivre une approche du développement qui se fonde davantage sur la loi du marché, laquelle a d'ailleurs fait ses preuves dans les pays développés et en développement" (21).

L'échec des stocks régulateurs

La fin des années 70 et le début des années 80 avaient vu diverses tentatives de relancer la régulation de certains marchés, par des accords intervenant directement sur l'offre et la demande. Cinq grands accords internationaux ont alors été signés ou reconduits entre producteurs et consommateurs pour le sucre, le caoutchouc, le cacao, l'étain et le café.

Malgré ces tentatives, les résultats ont été très minces. La technique employée utilise le système des stocks régulateurs ou des quotas d'exportation avec un prix plafond et un prix plancher fixés conventionnellement. Le stock régulateur s'ajoute donc aux acteurs du marché, achète et vend, afin d'agir sur les cours pour les maintenir dans la fourchette établie. Dès 1984, on constate pourtant l'effet insuffisant de ces instruments. Ces accords avaient été établis ou renégociés à la fin de la décennie 70 quand les cours, bien que très fluctuants, connaissaient une tendance générale à la hausse. Quelques années plus tard, c'est la tendance inverse qui s'est affirmée, et les accords en question eurent de plus en plus de mal à agir en faveur de la stabilité.

D'autre part, de nombreux paramètres extérieurs interviennent : certains Etats producteurs ne participent pas à l'accord ; des événements politiques ; des évolutions monétaires ; des progrès techniques ou des substitutions ; etc.

Les accords qui prévoient des quotas de production, comme aujourd'hui pour le pétrole, peuvent déboucher sur une bataille de chiffonniers entre les mieux lotis qui veulent préserver leur part, et les petits producteurs qui veulent accroître la leur.

Les stocks régulateurs nécessitent par ailleurs, des moyens financiers et une maîtrise technique coûteuse. Les niveaux élevés des taux d'intérêt n'ont évidemment pas facilité ce système. Bien souvent, on a d'ailleurs pu constater que les principaux stocks n'étaient tenus ni par les producteurs ni par les institutions, mais par les principaux pays industriels. Ainsi, le stock d'étain mis en place en 1982, ne représentait qu'un dixième du stock stratégique des Etats-Unis. En 1982, le directeur du stock de cacao avait été contraint d'arrêter ses achats, faute de fonds disponibles...

En réalité, l'endettement généralisé des pays du Tiers-monde limite les effets

de tout accord de ce genre. Le dos au mur, ceux-ci sont immanquablement poussés à augmenter leurs productions, et à vendre à des prix de dumping. Pour un gain immédiat, l'opération se traduit par une pression à la baisse des cours mondiaux. "C'est à qui vendra le moins cher pour vendre plus. Les livraisons d'étain brésilien mettent hors jeu les producteurs boliviens et asiatiques. Le cacao de Malaisie est le nouveau casse-tête des planteurs ivoiriens. Le café d'Indonésie inquiète Sao Paulo. La gigantesque mine de fer de Carajas (Brésil) tue dans l'oeuf tous les projets miniers d'Afrique" (22).

Du coup, l'accord étain devait finalement tomber en faillite, et l'accord sur le sucre se déroglait en 1984, à cause du refus australien d'accorder à la CEE un quota d'exportation jugé trop élevé ! Depuis 1986, l'accord café était paralysé. Le rétablissement récent en octobre 1987 du système des quotas d'exportation de café, vient à peine d'en freiner la chute des



cours. L'accord cacao a pu être renouvelé, mais avec difficulté, en juillet 1986. En 1987, le stock régulateur a fait de nombreux achats sur le marché sans pouvoir arrêter pour autant la baisse des cours, ce qui s'est notamment traduit par la décision de la Côte d'Ivoire, principal producteur mondial, d'arrêter le remboursement de sa dette.

Nouvelle division du travail

Au-delà de la détérioration du fonctionnement capitaliste, nous assistons à une crise induite par les modifications en cours de la division internationale du travail. Bien après la disparition des empires coloniaux, les mécanismes de domination et l'organisation des circuits commerciaux sont restés marqués par les passés coloniaux. Ce n'est qu'inégalement selon les pays, selon les branches industrielles, que ces marques ont commencé à s'estomper. Aujourd'hui, la crise capitaliste doublée des modifications technologiques de la production industrielle, a accéléré ces processus. Déjà l'industrialisation de certains pays comme le Brésil, le Mexique, l'Inde ou la Corée avait spectaculairement montré les changements à l'oeuvre. Mais cela n'affectait pas encore l'essentiel des relations entre les pays impérialistes et ceux du Tiers-monde. L'exportation croissante de moyens de pro-

duction et d'équipement exprimait certains changements majeurs au sein de l'industrie impérialiste. Ceci modifiait quelque peu les formes de pénétration dans de très nombreux pays du Tiers-monde, qui ne pouvaient plus alors être considérés comme de simples fournisseurs de matières premières. Mais une situation nouvelle est née d'une surproduction chronique des produits de base classiques.

Le premier épisode de ce changement aura été celui qui affecta la propriété des mines et de certaines sources de matières premières agricoles au cours des années 60 et 70. Entre 1960 et 1976, les pays du Tiers-monde ont exproprié 1 369 entreprises étrangères, dont 80 étaient des entreprises minières, 220 pétrolières et 272 agricoles. Plus les pays étaient démunis, plus la politique de nationalisation a été forte, afin de donner une assise économique à l'appareil d'Etat et aux classes dominantes, notamment en Afrique. Cette tendance à la participation accrue des Etats à la production de produits de base, n'impliquait pas ipso-facto une baisse de la dépendance, mais elle signifiait par contre, un changement de ses formes.

L'industrialisation de certains pays, et la délocalisation générale de certaines branches industrielles des pays impérialistes vers les pays pauvres, constitua le second épisode. Des branches comme le textile, la sidérurgie, la métallurgie, voire l'automobile et la petite électronique, se sont vues préférer les pays à main d'oeuvre bon-marché. La carte mondiale de production de fer et d'acier s'est rapidement modifiée, et nombre d'usines sidérurgiques du Tiers-monde ont été montées grâce à des capitaux et des technologies européennes, américaines ou japonaises. Au Brésil, par exemple, ces usines ont été financées par *Finsider* (Italie), *Kawasaki Steel* (Japon), *Mannesman* (RFA) ou *Finsider* (Luxembourg). En 1966, l'Europe et les Etats-Unis représentaient respectivement 20,9% et 14,7% de la production mondiale de fer. En 1982, ils ne représentaient plus que 7,5% et 4,7%. Durant la même période, le Tiers-monde passait de 21,2% à 26,7%, et les pays de l'Est de 33,8% à 41,9% (23).

Mais ces changements n'affectèrent pas seulement le rapport "Nord-Sud", selon la formule consacrée, mais l'ensemble du marché mondial. Ainsi, dans la production de bauxite, l'Australie qui représentait 19,1% de la production mondiale en 1971, en représentait 23,3% en 1983, alors que la Jamaïque passait de 18,8% à 6,1%, et le Surinam de 10,2% à 3,7%.

La crise mondiale dès le milieu des années 70, fait chuter l'investissement minier et réduit les débouchés. Les firmes

20) Philippe Delmas et Christophe Guillemin. *Le Monde*, 5 juillet 1983.

21) *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 24 juillet 1987, Paris.

22) Eric Fottorino. *Le Monde*, 24 janvier 1987.

23) Le Tiers-monde ne produisait en 1950 que 6,5% de la production mondiale de fer. Sources : *Raw Material Report*, Vol 3 numéro 1. 1984, Stockholm.

occidentales ont alors tendance - même pour la mise en oeuvre de nouvelles techniques - à orienter leurs investissements vers les pays développés. Puis, du fait de leur endettement et de la baisse de leurs recettes à l'exportation, les pays du Tiers-monde vont alors avoir tendance à rechercher de nouveaux investissements occidentaux dans les secteurs miniers "nationaux". On verra alors se multiplier les associations entre Etats et opérateurs extérieurs. De nouvelles dépendances naissent de cette association dans la prospection, la transformation, la commercialisation ou le transport, simplement parce que les multinationales qui traitent avec les Etats, bénéficient d'une intégration verticale considérable.

L'agro-business à l'œuvre

En matière agricole, les changements ont été aussi spectaculaires. Mais deux éléments nouveaux doivent retenir maintenant notre attention. On assiste à une modification accélérée des habitudes alimentaires dans le Tiers-monde, qui est en train de bouleverser leur production nationale et leur commerce extérieur, ce que d'aucuns veulent appeler l'"internationalisation du goût" ! La pénétration généralisée de produits alimentaires occidentaux dans ces pays, entretient maintenant un véritable cercle vicieux : elle compromet les productions domestiques et accélère la crise rurale ; l'exode vers les villes qui s'en suit aggrave le déficit alimentaire par le recul des productions vivrières nationales ; de nouvelles importations sont alors nécessaires. Ces produits s'imposent peu à peu comme nourriture de base. En Amérique latine, le développement de certains biens alimentaires de qualité pour l'exportation, ou pour la consommation des revenus élevés, a touché l'ensemble de l'industrie alimentaire et la situation alimentaire des classes pauvres. L'allocation de terre, d'énergie, de crédit ou de recherche pour ces nouveaux aliments s'est effectuée au détriment des aliments traditionnels. Ces distortions agissent ensuite sur la santé de l'ensemble de la population.

En Afrique, le riz remplace peu à peu les céréales locales, et c'est maintenant la consommation de pain qui se développe, imposant des importations de plus en plus importantes de farine.

L'ensemble des circuits commerciaux intérieurs est touché par ces modifications. Elles sont soigneusement orchestrées par les multinationales de l'agro-alimentaire à travers la publicité utilisant le principe de l'identification culturelle, mais aussi, grâce à la modification des formes du travail et de vie en milieu urbain. Ainsi le développement industriel en Amérique latine, en Afrique ou en Asie a été saisi par ces trusts pour favoriser de nouvelles formes d'alimentation.

Le second élément nouveau en matière agricole, est le développement de la recherche, notamment en matière de gènes et de production d'hybrides. Ces tech-

Le marché pétrolier

Le pétrole constitue, par certains aspects, un produit primaire à part. Produit énergétique, son prix agit en amont de toute production industrielle. La première crise pétrolière de 1973-74 combinait divers éléments économiques et politiques : la chute du pouvoir d'achat du baril depuis quinze ans, la dévaluation du dollar et de la livre après la mise en œuvre des parités flottantes, l'enlisement américain au Vietnam, la guerre du Kipour au Moyen-Orient, etc. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), créée en 1960, fut le seul cartel de ce type à pouvoir mener une offensive durable sur le terrain de l'amélioration des termes de l'échange. Tous ceux qui ont essayé dans le sillage de l'OPEP de faire de même pour d'autres produits, ont très vite essuyé un échec.

Mais dès 1978, on notait à nouveau un très net recul du pouvoir d'achat du baril par rapport aux biens importés, ce qui provoqua une seconde offensive de l'OPEP en 1979, avec une forte augmentation des prix.

Pourtant, après ces sept années de guerre commerciale, l'impérialisme a été capable de reprendre en main le marché : crise politique de l'OPEP, exploitation de nouveaux gisements notamment en mer du Nord, forte baisse de la demande mondiale à cause des effets cumulés des récessions ou de l'utilisation de techniques moins gourmandes en énergie.

On assiste même aujourd'hui à des effets inverses, où la chute des cours du brut accentue la crise de certains secteurs capitalistes, notamment ceux qui sont liés à l'industrie pétrolière aux Etats-Unis ou aux ventes d'armements ou d'équipements aux pays arabes. Le baril valait 31\$ en 1983, 29\$ en 1984, 27\$ en 1985, moins de 10\$ en juillet 1987 et il est à nouveau en dessous de 14\$ aujourd'hui. L'OPEP n'a plus guère les moyens politiques et économiques de maintenir la pression. Elle produit 18,3 millions de barils par jour, pour une demande prévisible d'environ 18,8 millions de barils par jour. C'est dire que ces pays n'ont guère les moyens d'un nouveau chantage. Résultat de cette perte de crédibilité, moins de 5% du pétrole produit par les pays de l'OPEP se vend aujourd'hui au prix officiel de 18\$. La crise pétrolière des années 70, tout en mettant à genoux certains pays importateurs du Tiers-Monde, a accéléré certaines restructurations industrielles. Elle a favorisé les branches exportatrices de biens d'équipement, aidé au gonflement des liquidités de crédit international (pétrodollars), poussé à l'endettement, aggravé l'obsolescence de certaines techniques, et poussé à la délocalisation de certaines branches (sidérurgie). Elle a servi d'enjeu à l'établissement d'un nouveau rapport de forces entre branches industrielles et détenteurs de capitaux, les classes dirigeantes des pays producteurs prenant leur commission au passage. De 1974 à 1981, les pays de l'OPEP ont placé près de 150 milliards de dollars en dépôt dans les banques occidentales. En même temps, la croissance du revenu de ces pays accélérerait leurs propres différenciations sociales internes, favorisant les exportateurs occidentaux par des formes nouvelles de consommation. Cette "crise pétrolière" fut l'occasion d'une vaste redistribution des surplus, tant au plan international, qu'au plan national.

niques visent à augmenter la productivité agricole. Mais cet honorable objectif risque fort de déboucher sur une exploitation accrue du Tiers-monde, et une ruine de la petite production paysanne. Pour le moment, la plupart des hybrides ne conservent pas leurs propriétés productives si on les sème à nouveau, si bien que chaque année, le producteur doit racheter des semences, ce qui peut mettre hors-jeu un très grand nombre de petits paysans.

Aggravation du développement inégal

Pire, on assiste maintenant de la part des firmes privées à une volonté de breveter les gènes et les techniques afférentes, contournant ainsi la recherche faite par des institutions publiques internationales (24). La privatisation du matériel génétique provenant des pays du Tiers-monde, constituerait une menace sérieuse, compte-tenu de l'état des recherches nationales dans ces pays. Pour 23 000 chercheurs aux Etats-Unis dans cette branche en 1983, on en comptait 3 400 en Asie, 1 000 en Amérique latine, et 400 en Afrique. L'affaire est maintenant suffisamment inquiétante pour qu'en 1987, des parlementaires européens aient produit un rapport intitulé *"Pays en voie de développement, tirer profit de la biotechnologie ou périr"* !

Tout cela confirme l'évolution des formes de domination. Les discours démagogiques sur les "transferts de technologie" en faveur du Tiers-monde, ne

peuvent cacher cette triste réalité. En 1980, un document de l'OCDE confirmait d'ailleurs cette appréciation : *"Il faut que le rythme de renouvellement de la technologie déterminé par le Nord, dépasse l'accélération de l'obsolescence technologique venant des transferts vers le Sud"* (25).

Le passage à l'utilisation de nouveaux matériaux dans certaines productions de masse, vient également confirmer cette tendance. De nouveaux avantages technologiques viennent remplacer les anciens. Et c'est dans ce cadre que l'on doit discuter de la marginalisation croissante des produits de base dans le commerce mondial. Ceux-ci ne représentaient plus que 17,5% des échanges en 1985 contre 45% en 1960. Les flux commerciaux (origine et destination) se sont aussi modifiés, tant pour certains produits agricoles que pour les produits miniers.

Dans le domaine pétrolier même, bien des choses ont changé. Alors que l'OPEP représentait en 1976, 65% de la production de pétrole en direction des pays capitalistes, elle n'en représentait plus que 40% en 1984. Autre modification structurelle et pas seulement conjoncturelle : celle de la consommation pétrolière des grands pays industriels. Un pays comme la France consomme 27% de produits pétroliers de moins qu'en 1979 ! Nous assistons bien à des mutations importantes

24) Voir *Le Monde*, 19 mai 1987.

25) *Changements techniques et politique économique*. OCDE, Paris 1980.

dans la division internationale du travail. En d'autres termes, les "spécialisations" produites par la colonisation et les empires, sont de plus en plus remises en question. Les mineurs d'étain boliviens en savent quelque chose ; les planteurs de canne à sucre de l'Ile Maurice aussi, ainsi que les producteurs sénégalais d'arachides. Cette évolution se combine à de nouvelles formes de domination et à de nouveaux échanges commerciaux.

Le développement inégal n'en est que plus criant, tant au sein de chaque région d'un pays, qu'entre les différents pays. La perte d'intérêt de telle ou telle production provoque une succession de modifications socio-économiques cumulatives. Des Etats comme le Mexique ou la Libye, y sont dorénavant confrontés par le recul de leur rente pétrolière. Un petit pays comme l'Ile Maurice a vu en six ans, le centre de gravité de son prolétariat passer de l'industrie sucrière à la zone franche industrielle, avec toutes les conséquences négatives de ce type de mutation, en matière de syndicalisation, de conscience de classe, etc.

Or, ces mutations en suivent d'autres, tout aussi spectaculaires, enregistrées à la fin des années 60 ou au début des années 70. Des pays comme le Nigéria ou le Mexique, avaient alors délaissé leur agriculture pour se consacrer aux seules retombées industrielles de la manne pétrolière (26). C'était déjà un véritable choc social auquel va maintenant s'en ajouter un autre. Nous vérifions ici, une fois encore, combien le sous-développement n'est pas lié au "manque de capitalisme", mais plutôt à la manière dont le développement capitaliste dans ces pays prend une forme spécifique, brutale et inégale, marginalisant des pans entiers de l'économie urbaine et rurale, et livrant le reste à la merci de tournants brusques impulsés de l'extérieur, sous l'effet de l'hégémonie impérialiste.

La belle assurance affichée par la bourgeoisie, voilà encore quelques mois, sur le développement des instruments financiers et boursiers, n'aura pas duré longtemps. Mais la crise du capitalisme ne se réduit pas aux aléas boursiers, pas plus qu'au chômage en Europe et aux Etats-Unis. L'extension de la misère et de la famine dans le Tiers-monde, la déstabilisation de dizaines d'économies nationales, tout cela est aussi à mettre à son passif. ■

23 février 1988

26) Pour la première fois en 1980, le Mexique enregistrait une balance commerciale agricole négative. Pratiquement autosuffisant en céréales locales, le Nigéria en importait en 1977 plus d'un million de tonnes. Voir Johnny Egg. "Un effet de la rente pétrolière au Nigéria". *Le Monde diplomatique*, mai 1981.

ECONOMIE

Du trafic dans le trafic

AU MILIEU DES ANNES 80, nous vivons en Allemagne fédérale une offensive de grand style de la part de ceux qui ont inscrit sur leurs bannières la société de l'automobile en général, et la construction de routes et de véhicules en particulier.

Winfried WOLF

NOS DESCENDANTS ressentiront un jour l'automobile comme faisant, sans aucun problème, partie constitutive de leur être. A cette fin, notre génération a fait quelques sacrifices et doit encore en faire."

Horst Backmann, président de la Fédération de l'industrie automobile (VDA) d'Allemagne fédérale laissait encore entendre par ces propos, tenus en 1983, quelques bémols critiques vis-à-vis de la société de l'automobile. La crise économique, liée à une profonde crise structurelle de la construction automobile mondiale, les débats sur la mort de la forêt (1) et sur la responsabilité de la circulation routière dans celle-ci, la discussion sur la limitation de vitesse à 80 ou 100 kilomètres/heure et le pot catalytique (pour éliminer le plomb), formaient l'arrière-plan de ces manifestations défensives du plus éminent représentant de l'industrie automobile d'Allemagne fédérale.

"L'automobile s'est rendue indispensable"

L'esprit du temps de l'année 1986 veut que de telles concessions ne soient plus nécessaires. Le *Spiegel*, magazine d'actualités, se pose au début 1986, la question de savoir "pourquoi les habitants d'Allemagne fédérale refont tout-à-coup de leur auto un fétiche". Mais il demeure qu'"en presque cent ans, l'automobile s'est rendue indispensable aux hommes. (...) Le véhicule automobile détermine la circulation individuelle et il y aura peu de changements sur cette question jusqu'au tournant du millénaire".

Rétrospectivement, les années de 1983 à 1985 semblent marquées par une campagne intense au profit de la circulation routière, campagne qui semble avoir atteint son but si l'on considère le nou-

veau boom sur l'achat des voitures particulières en 1985-1986.

Au milieu des années 80, le trafic routier en RFA et dans tous les pays occidentaux fortement industrialisés, est devenu la forme dominante de transport des personnes et des marchandises. Depuis la fondation de la RFA, une concurrence serrée existe entre le trafic routier et le trafic sur rail (train, tramways, trolleybus, bus articulés). L'objectif officiel de la politique des transports est qu'au tournant du siècle, la société soit totalement automobilisée.

En 1950, le transport individuel, la circulation des personnes en voiture particulière, ne représentait que 33% de l'ensemble des prestations de transport, contre 64% en 1960, et 77% en 1970. Quinze ans plus tard, en 1985, la part de l'individuel représente plus de 80% de l'ensemble du transport des personnes. Dans le même temps, la part du transport par rail des personnes baisse, passant de presque 40% à 5% seulement.

Cette évolution, en proportion, est encore plus significative en chiffres absolus : le nombre de kilomètres parcourus dans la circulation routière individuelle s'est accru de vingt fois entre 1950 et 1984 tandis qu'elle stagnait dans les transports par rail.

L'évolution du transport des marchandises est pour l'essentiel la même que celle concernant les personnes, à la différence près que le trafic routier s'est imposé plus tardivement comme forme dominante. Entre 1970 et 1980, les prestations dans le trafic routier des marchandises ont doublé en chiffres absolus (malgré de fortes tendances à la stagnation économique) et les prestations du transport par rail sont descendues à 25%, le trafic routier des marchandises a alors pris la première place.

La voie est libre pour la société totalement automobilisée de l'an 2000, annoncée dans le plan fédéral pour les transports et qui a été approuvée fin 1985 au Bundestag (Parlement). Les investisse-

1) Depuis plusieurs années, les forêts allemandes se réduisent à cause des pluies acides dues à la pollution industrielle et aux gaz d'échappement des automobiles. L'acidité pénétrant le sol rend impossible le reboisement. L'ampleur de ce désastre écologique sensibilise particulièrement la population allemande qui pour des raisons culturelles est beaucoup plus attachée à la préservation de ses forêts et de la nature que dans d'autres pays européens. A tel point que certaines firmes allemandes ont pris d'elle-mêmes l'initiative de systèmes anti-pollution pour leurs usines et voitures.

ments, jusqu'en 1995, pour les routes et la circulation, sont fixés de la manière suivante :

- le nombre de voitures particulières roulant sur les routes d'Allemagne fédérale augmente encore d'environ 20% (pour atteindre 31 millions d'unités), alors que le chiffre de la population décline ;

- le réseau autoroutier s'allongera chaque année de 120 km pour atteindre un total de 10 000 km en l'an 2 000 (1985 : 8 000 km). L'ensemble du réseau routier d'Allemagne de l'Ouest s'accroîtra jusqu'à l'an 2 000 de 1 000 km par an ;

- en revanche, pour le transport des personnes, le réseau de chemin de fer fédéral diminuera jusqu'en 1995 de plus de 30% (pour atteindre 15 500 km) et pour les marchandises de 20% (22 000 km) ;

- par contre, selon le ministère fédéral des Transports, la circulation des biens et des personnes par la route devrait, jusqu'au tournant du siècle, s'accroître encore de 20 à 25%, tandis qu'il stagnera pour le rail.

La révolution du secteur des transports

"Avec le passage à la production en série, l'automobile devint pour beaucoup accessible. Dorénavant, le voyage n'est plus l'apanage de quelques-uns. Depuis, le monde se rapproche, reliant hommes, villes et nations."

Contrairement à ce qu'affirme cette annonce de Daimler-Benz en 1985, ce furent le chemin de fer et le transport par wagons qui pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, ont rendu possible la circulation des personnes et des biens à grande échelle. A l'âge d'or de la révolution industrielle, le transport par wagons consacra la révolution du secteur des transports ; la révolution industrielle trouva dans le chemin de fer son cheval de trait infrastructurel. Jamais auparavant, ni depuis lors, aucune autre branche n'a jamais dominé l'économie aussi fortement que les chemins de fer et les entreprises liées à la construction et à l'utilisation du transport par wagons le firent en Europe et en Amérique du Nord dans la deuxième moitié du 19^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le transport ferroviaire atteignit pendant cette période des taux d'augmentation et des valeurs absolues qui ne se différencient pas qualitativement de celles du trafic routier d'après la Deuxième Guerre mondiale.

En 1880, alors que le boom dans la construction du chemin de fer tirait à sa fin dans l'empire allemand, environ 200 millions de personnes étaient ainsi transportées par rail. Au tournant du siècle, ce chiffre avait plus que quadruplé avec 870 millions de personnes transportées par an. Il doubla de nouveau avant la Première Guerre mondiale avec 1,8 milliard de personnes transportées. En 1925, avec 2,2 milliards de personnes (vingt fois le chif-

fre atteint en 1880, quatre décennies auparavant), un record inégalé fut atteint. Le transport des marchandises tripla entre 1880 et 1928 et les prestations de transport, en général, quintuplèrent.

Si l'on comprend la "mobilité" comme un concept qualitatif, alors celle-ci doit s'attacher à la prise en considération des moyens utilisés et des kilomètres parcourus. Le nombre de kilomètres parcourus en Allemagne de l'Ouest entre 1950 et 1980 a été multiplié par sept. Mais le volume du trafic, le nombre total de personnes transportées, ne s'est pourtant élevé que de quatre fois et demie. Le deuxième élément de relativisation de la prétendue augmentation de la mobilité découle de l'établissement même des définitions statistiques du "trafic" : par là, on n'entend que le trafic motorisé (rail,



route, bateau, avion). Les piétons et les cyclistes n'y sont pas inclus. Cependant dans les quatre décennies d'après la Deuxième Guerre mondiale, c'est un gigantesque transfert du trafic de mode pédestre et vélocipédique vers le mode motorisé qui s'est opéré. Une grande partie de la croissance statistiquement calculée du "trafic" est le résultat de tels transferts entre différents modes de circulation. En deuxième lieu, une grande partie de cette augmentation de la circulation est à mettre au compte de la mobilité *forcée*. Celle-ci est la conséquence des tendances à l'éparpillement de l'habitat et du processus de concentration économique et administratif qui entraînent un trafic plus intense, surtout motorisé.

De manière significative, les économies prévues dans ce secteur et la création des structures qu'elles nécessitent ne font pas partie de la politique officielle concernant les problèmes de circulation.

Malgré une politique des transports constamment et unilatéralement axée sur la circulation routière, le coût socio-économique par unité de transport pour le tra-

fic par rail est, au milieu des années 80, à peu près au niveau de celui du transport routier. Si l'on prend en considération des coûts sociaux difficiles à chiffrer, mais néanmoins réels (pollution, accidents), le coût du transport par route entraîne pour la société un renchérissement par rapport à la même prestation effectuée par le rail.

Coûts comparés

Pour comparer le coût économique de la route et du rail, il faut d'abord prendre en considération leurs différences de structure. La route comprend des voies publiques et des moyens de circulation privés, le rail appartient à une seule entreprise, la Bundesbahn (chemins de fer allemands), voies et équipements de transport étant publics. Si pour la route, on additionne tous les coûts du secteur public et des propriétaires de véhicules légers et qu'on les rapporte aux prestations fournies, on arrive pour 1977 et 1983, à des chiffres légèrement en-dessous de ceux du trafic par rail. Mais cette description ponctuelle, n'est pourtant pas suffisante. Après dix ans d'investissements étatiques dans la construction routière, qui ne furent pas compensés par des recettes correspondantes provenant des taxes sur les véhicules et l'essence, ce n'est qu'en 1976-1977 puis en 1982 qu'un solde positif s'est dégagé. Pour une comparaison avec le chemin de fer qui doit payer les intérêts de son déficit, il faut prendre en compte une plus longue période, et il apparaît alors que par rapport au chemin de fer, le déficit du trafic routier, entreprise pourtant considérée comme idéale, est presque deux fois plus élevé.

Enfin, une comparaison des trafics par rail et par route doit prendre en compte des coûts difficilement quantifiables, comme les quantités élevées d'énergie nécessaires qui sont très différentes, les fortes nuisances dues au bruit, les grandes différences dans le taux de pollution atmosphérique et de destruction de l'environnement et la question de la sécurité qui différencient fortement ces moyens de transport. Dans tous les cas, pour une seule et même unité de prestation de transport effectuée par route on a un multiple des coûts matériels et immatériels par rapport au trafic par rail. Par exemple, le trafic routier implique, pour une seule et même prestation de transport, entre 9 fois, pour le transport des personnes à longue distance et 17 fois pour le transport des marchandises à longue distance, les coûts du trafic par rail. Les émissions polluantes dues au trafic routier sont de 20 à 70 fois celles du rail pour la même utilisation. A la déclaration publiée par la Confédération de l'industrie automobile dans de nombreux grands quotidiens au milieu de l'année 1985, selon laquelle : "notre pays est déjà devenu plus propre d'un million d'autos" (grâce à l'obligation du pot catalytique) répond l'étude de l'Institut IFEU à Heidelberg, la même année, d'après laquelle la pollution de l'air

provoquée par les véhicules motorisés, facteur déterminant de la mort des forêts, augmentera jusqu'en 1995, malgré les nouvelles dispositions prises pour avoir des autos "à faible taux de pollution" et en partie même à cause de celles-ci.

Enfin, le danger de mourir par accident sur la route est au minimum de 10 fois supérieur à celui du rail (550 fois selon la Bundesbahn) ; le chiffre des blessés de la route est d'au moins 50 fois plus élevé que dans le transport ferroviaire (360 fois selon la Bundesbahn), par unité comparable d'utilisation de transport.

The Economist, journal britannique, qui, indice révélateur, parut jusqu'au début du siècle sous le titre de *Railways Monitor*, fait le bilan pour l'année 1985 du trafic dans le monde : "Au Japon, le chiffre total des morts de la route pour la période 1966-1975 est de 46 486. Le trafic de passagers par rail est de 10% plus élevé et le nombre de morts est de 190. Il est sûr qu'aujourd'hui ni les politiciens ni les électeurs, ne paraissent accorder un trop grand poids à de telles statistiques".

La motorisation de masse

L'industrie automobile et le trafic routier ne se sont pas imposés au trafic par rail de façon "naturelle". Leur triomphe vient d'une situation historique spécifique et tout d'abord circonscrite à un pays : les Etats-Unis d'Amérique dans lesquels, déjà dans les années 20 de ce siècle, triompha une motorisation de masse. Quarante ans plus tard, le recul mondial du trafic par rail s'opéra parallèlement à la conquête du marché capitaliste mondial par l'économie américaine.

En contradiction complète avec le développement de la technologie du rail, qui s'imposait de plus en plus, dans le même temps, dans les différents pays industrialisés concernés par le processus de révolution industrielle, le trafic routier, comme technologie dominante pour les transports, resta limité pendant environ un demi-siècle à l'Amérique du Nord. La conquête mondiale du secteur des transports par la route fut parallèle à la conquête mondiale opérée par l'économie américaine. Elle est liée de façon indissociable au fait que l'industrie pétrolière et

automobile des Etats-Unis, en particulier le groupe Rockefeller, accédèrent dans les années 20 et 30 du vingtième siècle, à la fraction dominante du capital dans l'économie américaine en évinçant simultanément des groupes précédemment dominants qui étaient liés au rail et à l'industrie lourde.

Ce sont les groupes Standard Oil (Esso), Ford et General Motors (GM), trusts américains implantés en Europe depuis les années 20 et renforcés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui étaient à la pointe de l'engagement à l'étranger du capital américain. A la fin des années 50, 90% des véhicules légers produits dans le monde sortaient des chaînes des trusts automobiles américains en Europe et aux Etats-Unis.

Ce n'est donc pas d'abord une libre concurrence entre deux modes de transports différents qui fut déterminante pour imposer le trafic par route. Cette constatation peut s'appuyer également sur les exemples allemands et japonais. En Allemagne, ce furent de grands apports de capitaux américains, GM, Opel, Ford, Esso, la société germano-américaine des pétroles (DAPAG) qui permirent la construction du réseau autoroutier de grande envergure engagée par l'Allemagne nazie, et plus tard par le gouvernement fédéral. De même, l'édification de Volkswagen par le parti nazi, en 1938, contribua à la pose des premières pierres de la motorisation de masse des années 60 et 70. Le "Japon de l'auto" produisit et exporta, dans une large mesure, les moyens de circulation de la nouvelle organisation des transports, parvenant à la deuxième place mondiale des producteurs de véhicules automobiles légers. Mais la densité de voitures dans ce pays est beaucoup plus basse que dans les autres pays capitalistes développés et à peine plus élevée que celle de la RDA (2).

"On peut bien parler de l'auto au Japon, mais jamais de son utilisation". Tel est le jugement d'un article paru en 1985 dans la revue allemande *La semaine économique*. La dissolution de la société d'Etat des chemins de fer japonais, son démembrement en plus de trois douzaines de sociétés privées, et l'élimination prévue d'un tiers des 300 000 cheminots japonais encore en poste, tout cela doit égale-

ment procurer à ce pays la base d'une motorisation de masse et un boom des ventes.

Une raison encore plus décisive pour imposer le transport des personnes et des marchandises en véhicules automobiles légers ou lourds réside dans la séparation structurelle qui existe dans un tel système de transports entre le support de circulation (la route) et les moyens de circulation (les véhicules). Cette séparation concorde avec les tendances fondamentales de l'économie capitaliste privée à l'appropriation privée du profit et à sa maximisation par une socialisation des coûts du système de circulation. A l'inverse, la structure du transport par rail tend à induire la formation d'une entreprise centralisée, contrôlée par l'Etat, ce qui entre en contradiction avec le principe de l'appropriation privée du profit.

Capitalisme et chemin de fer

Contrairement aux affirmations trop souvent avancées, dans tous les pays capitalistes développés (à l'exception de la Belgique) les chemins de fer ont été pendant une longue période construits par le capitalisme privé. Ce fut une réussite malgré la contradiction fondamentale qui oppose cette gestion capitaliste privée et le principe de concurrence au caractère essentiel de valeur d'usage du transport ferroviaire. Dans beaucoup de pays à infrastructure ferroviaire, des lignes de chemins de fer furent construites en parallèle et en concurrence les unes avec les autres. Les longs délais d'amortissement, s'étendant sur plus de 50 ans, et parfois sur un siècle, les mises de fonds dans les entreprises et la construction ferroviaire aidèrent beaucoup de sociétés privées à accumuler des capitaux importants, qui, au lieu d'être conservés pour des investissements de remplacement ultérieurs, furent employés avant tout dans la spéculation. Ainsi, depuis le milieu du 19e siècle en Angleterre, dans les années 1870, avant l'étatisation en Prusse et en Allemagne, et depuis le tournant du siècle et jusqu'en 1932 en Amérique du Nord, les sociétés ferroviaires privées ont toujours provoqué des effondrements et des krachs boursiers. Au début du 20e siècle, de grands investissements de remplacement furent nécessaires pour moderniser un réseau ferroviaire, vieux d'un demi-siècle, autrement dit pour le maintenir en état de fonctionnement. C'est alors qu'à l'exception des Etats-Unis, presque toutes les sociétés ferroviaires ont été étatisées. Depuis lors, l'Etat finance les investissements dans les voies et les moyens de transport par rail.

A ce moment-là, on disposait déjà de la technologie pour le trafic par route ; les intérêts particuliers du Capital, firent irruption comme il se doit, alors qu'une infrastructure routière, financée à son tour par l'Etat, était construite et que les revenus des masses salariées rendaient possi-



2) Pour 1 000 habitants il y a 543 véhicules légers aux USA, 411 en RFA, 229 au Japon et 192 en RFA.

ble l'achat, souvent à crédit, d'une voiture particulière. C'est le cas en Amérique du Nord depuis les années 20 et en Europe de l'Ouest depuis les années 60.

Les facteurs qualifiés d'économiques, qui ouvrent et assurent la voie au trafic routier, trouvent un complément essentiel dans des facteurs socio-psychologiques qui favorisent la circulation individuelle (voiture particulière) dans les pays capitalistes, mais aussi dans les pays non capitalistes à structure de domination bureaucratique.

Facteurs économiques et socio-psychologiques

La circulation individuelle en voiture particulière correspond aux structures fondamentales de la société bourgeoise. Ainsi en RFA, environ 70% des hommes ayant le permis de conduire disposent d'une voiture particulière dans la vie quotidienne ; chez les femmes la part est de 30%. Simultanément ceux qui sont en position de faiblesse dans cet ordre social, les enfants, les adolescents, les vieux, les femmes au foyer, les immigrés sont principalement relégués dans les transports en commun locaux, désavantageux sur le plan du prix et de la commodité. Dans une société où les rapports entre les êtres sont réifiés, ce rapport d'aliénation se reproduit dans la circulation automobile. *"Ici ce ne sont plus des personnes qui se rencontrent comme des êtres humains dans un face-à-face personnel, mais bien des êtres dissimulés derrière le masque d'un appareil appelé auto... Les gens n'ont plus à se rencontrer de personne à personne 'face to face', mais restent des étrangers"* (Helmut Schelsky). Dans une société qui retire à la masse des actifs productifs la propriété des moyens de production, la société automobile offre malgré tout la propriété d'un moyen de transport. Dans une société avec de violentes inégalités sociales et en plus des tendances au nivellement entre les travailleurs salariés, la société de l'auto offre comme substitut les différenciations de style, qualité et vitesse et la prétendue "mobilité individuelle".

"Ce n'est que dans l'automobile qu'un homme d'une société totalement organisée peut encore concevoir ses propres décisions et être son propre maître." La revue *ADAC-Motorwelt* (numéro 5, 1986) qui attribue cette phrase à Helmut Schmidt, fait autorité pour ses plus de 10 millions de lecteurs et lectrices.

Les facteurs socio-psychologiques expliquent largement la diffusion et en partie la propagation de la circulation individuelle dans les pays non capitalistes bureaucratiques qui sont également caractérisés par des rapports de domination et d'aliénation. Ils peuvent aussi expliquer pourquoi dans ces pays, et en particulier en RDA, depuis le milieu des années 70 a lieu dans le transport des marchandises une forte tendance à la régression du rail, tandis que la circulation individuelle continue de croître. Bien sûr, en comparant la société de l'auto dans les pays capitalistes

développés et les Etats bureaucratiques, on doit garder à l'esprit la différence de proportion : le chiffre global de voitures particulières enregistrées en Union soviétique et dans les pays bureaucratiques européens est, avec 22 millions d'unités, en dessous de celui des véhicules légers d'Europe de l'Ouest (25 millions d'unités en 1985, 27 millions début 1987).

Il est nécessaire de développer et de concrétiser une alternative globale à la liberté de voyage dans le chaos d'une société de l'auto, dans laquelle ce qui reste de la forêt recevrait un coup mortel de 34 millions de pots d'échappement. Le premier objectif d'une organisation alternative de la circulation devrait être d'éviter le "trafic artificiel", de supprimer la mobilité forcée et en général de réduire radicalement le temps social global consacré aux transports de toutes sortes. Il faut, sur un moyen terme, d'environ 20 ans, redonner la priorité au trafic public, revenir aux "supports de trafic" pieds et vélos et réduire globalement de moitié les prestations de transport sans véritable nécessité. On pourrait y parvenir sans limiter la mobilité conforme aux réels besoins humains.

Un système alternatif se construirait donc autour des axes principaux suivants :

1. Une politique à long terme de l'espace et des structures avec l'objectif de raccourcir radicalement les distances entre les points de destination de la vie quotidienne (professionnelle, achats, loisirs).

2. Achever un réseau de transports en commun et des réseaux de transports collectifs en limitant parallèlement la circulation individuelle, en particulier dans les villes, et favoriser le trafic non-motorisé (vélos et piétons). Parmi les transports en commun, le bus et les réseaux de tramways seront favorisés comme modes de transports les plus efficaces, les moins coûteux, les moins polluants et les plus conviviaux.

3. La préservation et l'achèvement du réseau ferroviaire actuel et la construction de raccordements par rails avec les autres réseaux de transports en commun de surface. (...)

Une alternative globale

Une conception alternative du trafic ne peut se concevoir et se discuter en dehors des conditions de la production sociale et des rapports de propriété, ni à plus forte raison se réaliser. Elle est proposée, en outre, à un moment où les pays capitalistes hautement industrialisés, dans lesquels on atteint en même temps les plus hauts degrés de motorisation, sont caractérisés par de graves manifestations de crise et un chômage massif. Une organisation alternative du trafic touche d'un côté les emplois existant mais amène de l'autre, en même temps, un grand programme d'investissements avec création de centaines de milliers de nouveaux emplois. La tendance au développement qui mène à une société totalement *automobilisée*, repose sur une contradiction fonda-

mentale de la société capitaliste : celle qui existe entre valeur d'usage et valeur marchande avec prédominance de cette dernière sur la première. Le but de l'organisation capitaliste du trafic n'est pas de satisfaire les besoins individuels et sociaux de mobilité avec le moins de dépenses de transport possibles, son but est exclusivement un profit maximisé et son appropriation privée.

Valeur marchande et valeur d'usage

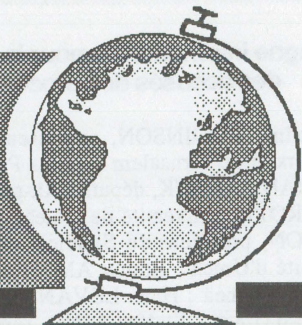
Dans cette mesure, d'une organisation alternative du trafic comme celle esquissée ici se dégage une logique convaincante qui satisfait de façon optimale les besoins sociaux existants et minimise les coûts sociaux généraux. Les coûts d'investissement qui y sont liés, environ 300 milliards de marks, sont d'un niveau comparable aux économies réalisées sur les coûts actuels. Si l'on y inclut les dommages causés à l'environnement et leurs effets durables et si l'on considère les pertes non quantifiables, douleurs humaines, peines, morts dont la quantité est liée au nombre de victimes de la route, alors dans tous les cas il s'agit d'un gain social global. Ceci vaut justement pour les emplois : un programme d'investissements pour la réalisation de cette conception alternative crée bien plus de nouveaux emplois que la construction de véhicules légers et de poids lourds. Mais cette logique s'oppose à celle du profit. Les trusts automobiles, les sociétés pétrolières et les grosses sociétés industrielles produisant des pneus réalisent à eux seuls en RFA un chiffre d'affaires qui est supérieur au budget de l'Etat, sans y inclure les branches industrielles connexes, les fournisseurs, les banques qui se tiennent derrière ces trusts. Et ces 300 milliards de marks de chiffre d'affaires sont dans la société actuelle un argument bien plus lourd que la possibilité d'économiser des frais pour l'ensemble de la société, d'un montant égal.

D'un côté un ordre alternatif du trafic ne peut être imposé que contre ces intérêts privés. Pour le triomphe d'une telle politique il serait décisif qu'une large alliance entre les initiatives des citoyens et les syndicats, premier pas concernant ce problème, vienne briser les réflexions qui se bornent à raisonner en termes de branches et secteurs, expliquent que la réduction de 10 000 emplois, chaque année dans les chemins de fer, préservera les emplois dans l'automobile, ce qui est une escroquerie.

D'un autre côté, nous sommes placés devant un choix qui ne peut être remis au lendemain : la société totalement *automobilisée* menace de devenir une concrétisation partielle de la barbarie, tendance que Rosa Luxembourg annonçait jadis pour la société capitaliste dans son ensemble. ■

18 décembre 1986

EN
BREF...



INDE

Bhopal : les avocats d'Union Carbide mieux lotis que les victimes

Plus de trois ans après que le nuage mortel lâché par l'usine du trust américain Union Carbide ait fait des centaines de morts et des milliers de blessés à Bhopal, en Inde, les victimes du plus lourd des accidents industriels n'ont toujours reçu qu'une aide d'urgence.

Beaucoup de rescapés souffrent d'effets à long terme et ont subi des lésions irréparables : lésions du système nerveux et de la moëlle épinière, déficiences du système immunitaire, etc. Des travaux effectués par l'Institut de recherche sur le cancer font état de modifications chromosomiques, impliquant des anomalies fœtales.

Union Carbide se vit sommé de payer une aide d'urgence de 5 millions de dollars. Pour l'instant, aucune des victimes n'a vu la couleur de cet argent. Le paiement, qui devait s'effectuer par la Croix-Rouge indienne via la Croix-Rouge américaine, n'a toujours été reçu par aucune des deux organisations. Signalons au passage, que le président d'Union Carbide, Warren Anderson, était auparavant l'un des responsables de la Croix-Rouge.

Dans les jours qui ont suivi l'accident, Bhopal a été envahi par des meutes de "chasseurs de cercueils", c'est-à-dire par des hordes d'avocats américains, s'offrant à représenter les victimes et flairant le pactole qu'ils pourraient rafler du montant des compensations espérées. Trois mois plus tard, le gouvernement indien était désigné comme seul représentant de l'ensemble des victimes.

En avril 1985, le gouvernement indien portait le cas devant la cour de New-York, ce qui amenait rapidement Union Carbide à offrir une somme globale de 230 millions de dollars devant être partagés entre les 487 000 plaignants. La firme faisait tout son possible pour que le cas soit jugé en Inde plutôt qu'aux Etats-Unis où les indemnités décidées par les tribunaux pouvaient être sensiblement plus élevées.

Après 13 mois de batailles légales, la

cour américaine décidait effectivement que le cas serait jugé en Inde, à la condition expresse qu'Union Carbide se soumette aux décisions prises par les tribunaux indiens. Un mois plus tard, le juge indien chargé de l'affaire demandait à la multinationale et au gouvernement indien de se rencontrer afin de se mettre d'accord sur l'attribution d'indemnités provisoires. Un an après cette demande, la rencontre n'a toujours pas eu lieu...

Union Carbide use délibérément de tous les subterfuges légaux pour repousser le procès en faisant les propositions les plus basses possibles. Jusqu'à présent, UC a dépensé plus d'argent pour son procès que pour indemniser les victimes !

Le 1er décembre 1987, le gouvernement indien a finalement inculpé d'homicide, l'Union Carbide Corporation, Union Carbide India et Union Carbide Eastern. Mais beaucoup en Inde, pensent que ce n'est guère suffisant et demandent que Warren Anderson soit extradé vers l'Inde pour être jugé. S'ils étaient entendus, ce serait un précédent important : si la direction d'une multinationale peut se voir inculpée et emprisonnée pour homicide, sans doute ces firmes y regarderont à deux fois avant d'exporter des technologies hasardeuses.

Pour le moment, Union Carbide se retranche derrière sa filiale indienne qu'elle tient pour responsable et maintient son point de vue : la catastrophe a pour origine un sabotage, repoussant le point de vue des experts - y compris américains - qui mettent en cause des failles dans le système de sécurité et les économies réalisées par le trust dans la maintenance aux dépens de cette sécurité.

Affaire à suivre

POLOGNE

Deux mois de prison pour surréalisme

Waldemar "Major" Fydrych, le principal animateur du mouvement de culture indépendante Alternative orange, a été condamné le 9 mars dernier à deux mois de prison pour "trouble de l'ordre public". Le "major" (un surnom qui lui vient du temps où, refusant d'effectuer son service militaire, il se faisait passer pour fou et se

prétendait major) est à l'origine des actions de rue oppositionnelles à Wroclaw, qui montrent le ridicule de la réalité bureaucratique polonaise. Ces activités, les happenings, ont pour but selon Fydrych "d'aller à l'encontre de certaines normes, des normes morales, des normes de l'art. La peur peut aussi être une norme, comme le marasme. Les happenings à Wroclaw brisaient notamment les normes fixées par l'Etat". Les manifestations de l'Alternative orange présentent les problèmes de société sous forme de clins d'œil, prennent la réalité polonaise sous l'angle de l'humour, poussent à l'extrême les formes caricaturales du rituel stalinien. Les participants et le public - à chaque fois plus nombreux - apprennent à rire de leurs peurs et à ne pas prendre au sérieux l'omnipotence des "hommes bleus" - la police. Waldemar Fydrych expliquait récemment dans une interview à la presse clandestine, les raisons du choix de cette forme de lutte : "le surréalisme socialiste, c'est la réalité dans laquelle nous vivons. C'est ce qui nous entoure dans ce pays, ici et maintenant".

Et c'est un fait que l'idée de Fydrych fait tache d'huile dans le pays. Récemment, de telles manifestations ont eu lieu également dans d'autres villes.

La bureaucratie polonaise avait longtemps hésité - craignant le ridicule - avant de réprimer les happenings. Les participants étaient certes arrêtés, mais la police les libérait au bout de 48 heures de garde à vue. La condamnation de Fydrych constitue un précédent sur ce point. Elle a eu lieu après un happening organisé le 8 mars dernier.

URSS

Lettre ouverte des Komsomols de Kiev

Pour le premier anniversaire de Tchernobyl, le groupe des komsomols (Jeunes communistes) de l'Université de Kiev a édité et distribué un tract, dont il nous a semblé intéressant de reproduire ci-dessous de larges extraits.

La traduction en anglais en a été effectuée par le journal en langue russe Russkaya Mysl, édité à Paris et reprise par le bulletin de l'Ukrainian Peace Agency (Londres) du 4 février 1988.

Lettre ouverte aux citoyens de Kiev pour le premier anniversaire de la tragédie de Tchernobyl, du groupe komsomol "Perestroïka" de l'université d'Etat de Tchetchenko.

Chers camarades,
Voilà un an, le plus grave et le plus meurtrier des accidents nucléaires de

l'histoire se produisait à la centrale de Tchernobyl. Un nombre inconnu de personnes furent tuées, de nombreuses autres blessées et nous ne savons toujours pas quelles seront les conséquences futures de cet accident, le nombre de gens qui mourront d'un cancer et autres maladies dues à l'accident.

Quelle fut la réponse de notre Parti et du Komsomol à cette tragédie ? Sur les ordres express de Mikhaïl Gorbatchev, nous avons appris que l'accident s'était produit. Cette transparence a été saluée par tous les peuples soviétiques. Malgré tout, trop de seigneurs locaux refusent encore de suivre la direction prise par le 27e congrès du PCUS et, sans consulter le peuple, insistent pour continuer l'implantation des réacteurs nucléaires en Ukraine et dans les autres républiques de l'URSS ! (...)

Le Camarade Mikhaïl Gorbatchev a insisté sur la nécessité de la *glasnost* dans notre vie quotidienne. Nous en avons vu des exemples positifs comme la fin de la relégation de l'académicien Sakharov, la libération de certains prisonniers politiques, les journaux rendant compte des manifestations à Alma-Ata, l'ouverture manifestée au Congrès des écrivains d'Ukraine, où certains de nos écrivains et nos critiques les plus fameux ont ouvertement appelé à un plus grand respect vis-à-vis de la langue ukrainienne et souligné la nécessité de prendre des mesures pour légaliser la langue natale. Ce sont là des mesures importantes que nous soutenons. (...)

Depuis huit ans maintenant, nos frères et nos maris combattent dans cette guerre qui ne dit pas son nom en Afghanistan. Plus de 30 000 jeunes Soviétiques sont morts et parmi eux, de nombreux jeunes diplômés de l'Université de Kiev. Quelle est notre position sur cette guerre ? Gorbatchev veut retirer les troupes soviétiques, mais d'après ce que nous en savons, des forces à l'intérieur du Parti et de l'armée utilisent cyniquement cette guerre pour tester de nouveaux armements et le comportement dans la bataille de nos jeunes soldats, avec un mépris total pour leurs vies. Ils sont parmi ceux qui veulent prolonger la guerre et il est de notre devoir de soutenir un retrait total et immédiat d'Afghanistan. (...)

Comme organisation de komsomols ayant un long et glorieux passé révolutionnaire, nous vous demandons de prendre en considération les questions suivantes :

1) Pour que la *glasnost* soit couronnée de succès, il doit y avoir liberté politique et non seulement réforme économique. Par liberté politique, nous entendons pouvoir totalement s'exprimer par la presse ou par la parole. Cela doit s'appliquer à la pleine critique du PCUS et de son rôle dans la société.

2) Pour nous, Komsomols d'Ukraine, la question nationale est l'une des urgences de notre temps. Nous ne sommes pas isolés de la société ukrainienne et nous voyons les profonds problèmes et les divisions qui existent dans notre vie de tous les jours. Nous pensons toutefois que

Suite

Campagne internationale pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou

FRANCE : Maxime RODINSON, professeur à la Sorbonne ; ISRAEL : Tuvia SHLONSKY, Université de Jérusalem ; Tikva PARNASS, Université de Jérusalem ; SUEDE : Hans GÖRAN FRANCK, député ; Ah-gneta Pleijel, président du Pen Club de Suède ; Johan LÖNROTH, Université de Göteborg, élu communiste au Conseil municipal ; Matts NILSON, président du Syndicat des travailleurs de Jönköping ; Kjell JONSSON, Université d'Umeå ; Ronny AMBJÖRSSON, Université d'Umeå ; Daniel KALLOS, Université d'Umeå ; Hans LEVANDER, historien de la littérature ; David GAUNT, Université d'Umeå ; Staffan LING, responsable de programme à la télévision.

la *glasnost* nous donnera une discussion honnête sur l'état de la nation ukrainienne sous le socialisme. Nous ne pouvons pas continuer d'accepter les proclamations satisfaites du PCUS selon lesquelles notre nation est florissante quand nous savons que toutes les réunions du Comité central du Parti communiste d'Ukraine sont faites en russe, et que 90% des cours à l'Université de Kiev sont donnés en russe.

3) L'écologie en Ukraine est aujourd'hui un désastre. Les ressources en eau de la République sont dans un état catastrophique. La catastrophe récente du Dniepr a créé des problèmes insolubles. Tchernobyl a détruit des kilomètres de terre cultivée. La pollution provenant des gaz industriels de Donetsk et Dniepropetrovsk sont une menace pour la santé qui met en danger nos enfants. Le parti est-il capable de faire quelque chose pour arrêter ce danger ? Nous exigeons une refonte totale de notre politique écologique.

4) L'Ukraine est aujourd'hui un territoire où est stationnée une large partie des missiles nucléaires soviétiques. Cela signifie que la République est la cible des missiles de l'Ouest. En cas de guerre, l'Ukraine serait détruite en quelques minutes. Nous demandons qu'un large débat sur notre politique de défense soit ouverte immédiatement à laquelle puissent participer pleinement notre organisation et les autres. Nous recommandons que l'Ukraine soit déclarée zone dénucléarisée, dans le même sens où notre gouvernement suggère que le Pacifique Sud soit déclaré zone dénucléarisée. Ce qui est bon pour les îles Fidji l'est aussi pour l'Ukraine.

5) Nous demandons une discussion publique dans la presse, à la radio et la télévision sur la possibilité d'avoir un système pluripartiste dans notre parti afin d'assurer la pleine et entière participation de notre nation pour décider du destin de notre pays. Après 70 ans de pouvoir du PCUS, nous sentons que ce parti unique a dirigé le pays dans une situation où nous sommes tombés dans le retard technologique et économique. Nous ne demandons pas que le système social de notre pays soit changé mais un examen du rôle du PCUS dans notre vie de tous les jours. En tant qu'Ukrainiens, nous voulons une discussion sur le rôle réel du Parti communiste d'Ukraine et de ses responsabilités vis-à-vis de la nation ukrainienne.

6) Citoyens et camarades ! Nous avons vécu sous Mukha (dirigeant du KGB

d'Ukraine déposé peu de temps avant la rédaction de ce texte) et son pouvoir discrétionnaire a duré trop longtemps. La destitution de la tête du KGB de Vorochilovgrad cette année a été un pas positif. Cela fut fait à l'initiative de M.S. Gorbatchev et nous espérons que cette tendance se poursuivra. Mais nous devons soutenir ce type d'action. Pour que le processus du renouveau socialiste continue dans la bonne direction, il est de notre devoir comme citoyens, de demander une enquête complète sur le KGB et de redéfinir son rôle dans notre société.

Camarades, en ce premier anniversaire de la tragédie de Tchernobyl, nous pensons qu'il est temps de faire entendre nos voix. L'apathie politique du peuple soviétique est bien connue de tous. La bureaucratie corrompue de Kiev et de Moscou mise sur cette apathie afin de pouvoir destituer Mikhaïl Gorbatchev de son poste et retrouver le bon vieux temps. Nous ne devons pas permettre que cela se produise. ■

REVUES

Le CER numéro 7-8 est paru : La crise des sociétés post-capitalistes



Quelle est la dynamique sociale des réformes en cours dans l'URSS de Gorbatchev ? Le marché peut-il résoudre les problèmes de la planification bureaucratique ? N'est-il pas la condition d'existence d'une véritable autogestion des entreprises ?

Ces questions sont aujourd'hui débattues de la Chine au Nicaragua, en passant par Solidarité en Pologne et les syndicalistes et économistes de gauche de toute l'Europe occidentale. Le débat qui a oppo-

sé l'historien britannique Alec Nove à Ernest Mandel dans les pages de la *New Left Review* et de *Quatrième Internationale* (voir notamment le numéro 25), à propos de la possibilité d'une planification socialiste, tourne aussi autour de ces interrogations.

Pour répondre à ces questions, Catherine Samary propose un bilan de trois modèles économiques mis à l'essai dans les pays de l'Est au cours des trente dernières années. Le premier est celui de la planification bureaucratiquement centralisée, dont le prototype est l'URSS de Brejnev, mais dont des variantes ont été appliquées par presque tous les régimes post-capitalistes, à un moment ou à un autre de leur histoire. Le deuxième est celui des réformes marchandes subordonnées au plan ; il a été mis à l'essai, sans autogestion, en Tchécoslovaquie sous Dubcek et en Hongrie sous Kadar, et en combinaison avec l'autogestion, en Yougoslavie de 1950 à 1965. Le troisième est celui du "socialisme de marché", c'est-à-dire des réformes marchandes "libérées" de la plupart de leurs obligations vis-à-vis du plan, jusqu'à présent tenté uniquement en Yougoslavie de 1965 à 1971, mais avec des conséquences sociales retentissantes (révolte étudiante, grèves ouvrières, dégauchement d'une intelligentsia de gauche oppositionnelle, montée des séparatismes régionaux).

Finalement, le bilan de l'expérience soviétique, implique un retour critique sur l'interruption de la Nouvelle politique économique (NEP) à la fin des années 20 en URSS : Boukharine, qui s'est heureusement mis à "avoir existé" en URSS, aurait-il eu en outre raison, non seulement contre Staline, mais aussi contre l'Opposition de gauche en défendant la "construction du socialisme à pas de tortue" ?

Samary revient sur cette période et propose une actualisation critique de ces conclusions principales. Ce cahier est donc une analyse théorique et expérimentale éclairant ces débats, du point de vue de l'autogestion ouvrière.

Cet effort de réflexion est d'autant plus important que l'illusion que l'on pourrait combattre la bureaucratie par le marché est puissante à l'Est. Au-delà de la tactique politique (briser le monopole de pouvoir du parti sur l'économie), le bilan désastreux de la planification bureaucratique favorise une approche de "bon sens" qui voit dans le marché, au moins le moyen pour le consommateur d'exprimer ses préférences. Les idées d'Alec Nove semblent plus réalistes que les seuls appels à la démocratie des "producteurs associés".

Ce petit ouvrage permet de prendre de front ces débats. "Nous n'avons qu'un seul postulat : l'idée que le projet communiste n'a de sens que s'il est émancipateur pour chacun et chacune - et donc pour tous et toutes. S'il faut rejeter les dogmes, il faut aussi rejeter le terrorisme intellectuel qui voudrait faire passer pour de l'innovation l'absence de tout esprit critique envers le marché : il faut mettre à nu derrière le marché (qu'on le baptise ou non "socialiste") et derrière le plan bureaucratique, tout ce

qui couvre les relations sociales d'exploitation et d'oppression". Tel est le fil conducteur des quatre exposés de ce cahier, donnés à l'Institut international de recherche et de formation (IIRF), à Amsterdam. Il donne des critères de jugement non seulement sur la planification bureaucratique mais aussi sur les réformes expérimentées.

Un Cahier qu'il faut lire, travailler, faire lire.

Plan, marché et démocratie : l'expérience des pays dits socialistes, par Catherine Samary, Cahier d'étude et de recherche (CER), numéro double 7/8, 64 pages, 40 francs français.

L'abonnement à neuf numéros des CER: 180 FF (indiquer à partir de quel numéro). Chèques à l'ordre de P. Rousset. Virements postaux à P. Rousset, CCP Paris 11 541 97T. Envoyer à CER, 2 rue Richard Lenoir - 93108. Montreuil. ■

URSS

Les limites de la glasnost

Le Syndicat international des travailleurs de l'alimentation, dont le siège est à Genève en Suisse, a fait parvenir l'information suivante parue dans le numéro de mars de l'International Labour Report.

A la suite d'un appel lancé en juin dernier par douze secrétariats syndicaux internationaux, deux syndicalistes détenus en Union soviétique ont été libérés par les autorités de ce pays. Il s'agit de Vladimir Sytinski et d'Alexandre Skobov.

Sytinski était membre du Conseil des délégués du SMOT, (l'une des premières tentatives de syndicat libre en URSS, ndlr) et était détenu depuis juin 1984. Skobov faisait partie du conseil du SMOT avant son arrestation en 1982.

Toutefois, la glasnost impulsée par Mikhaïl Gorbatchev devrait s'opérer maintenant au profit d'autres syndicalistes indépendants qui furent emprisonnés sous le régime aujourd'hui discrédité de Brejnev. Des militants du SMOT, qui ont été libérés, sont toujours soumis au harcèlement de la police, et par exemple, se voient privés de permis de résidence.

D'autres attendent encore d'être libérés. C'est le cas de Vladimir Klebanov, le mineur qui fut le pionnier du syndicalisme indépendant en URSS et qui est toujours à l'hôpital psychiatrique de Makeevka à Donetsk.

Vladimir Gershuni, militant du SMOT entre 1978 et 1982, est également en hôpital psychiatrique près de Moscou.

Mikhaïl Kukobaka, militant de différents syndicats libres depuis 1977, accomplit toujours sa peine de 16 ans de prison à Vitebsk. ■

PAYS-BAS

Congrès des jeunes Rebel

Lors de son récent congrès, *Rebel*, organisation de jeunesse de la IVe Internationale en Hollande a adopté le plan d'action proposé par sa direction sortante et intitulé : "Avancer contre le courant". Une nouvelle direction a été élue qui comprend 7 filles et 7 garçons.

Une partie importante du plan est consacrée à l'organisation de la solidarité internationale. Dans les prochains mois, *Rebel* lancera une campagne de collecte de fonds pour Sayco, organisation de masse de la jeunesse sud-africaine. Cet été, la tâche centrale sera le soutien à la Jeunesse sandiniste du Nicaragua.

Une autre partie importante du plan se consacre aux activités nécessaires pour oeuvrer à l'amélioration de la situation des jeunes aux Pays-Bas. Du 11 au 15 avril il est prévu d'organiser une semaine nationale d'action contre la politique gouvernementale de l'éducation.

Finalement, le camp de jeunes de la IVe Internationale est à l'ordre du jour. Cette année il se tiendra en France. *Rebel* lance une campagne pour faire connaître et amener des jeunes à ce camp d'été.

Mais *Rebel* est aussi engagé jusqu'au cou dans d'autres activités. Par exemple, le Samedi rose, manifestation nationale contre l'apartheid qui aura lieu en juin, la journée des femmes, la manifestation nationale contre l'énergie nucléaire le 23 avril à Gassetle.

Les orateurs invités étaient un représentant de l'organisation belge de jeunesse de la IVe Internationale, l'organisation palestinienne Ibrahim al Baz et un représentant de la jeunesse sandiniste. ■

REBEL

Errata :

- A la fin de l'article de Paul Petitjean, "Une banlieue ordinaire", paru dans le numéro d'*Inprecor* 260 du 29 février 1988, le nom de Barry Rawlinson (auteur de l'article sur Nestlé) s'est subrepticement glissé, par erreur. Nous prions nos lecteurs et notre collaborateur, de nous en excuser.

- Dans le numéro 261 d'*Inprecor*, à l'article Pologne, la note 7 a malencontreusement sauté, décalant ainsi toutes les autres.

